



# Atomes CROCHUS

## POUR L'ARRÊT DU NUCLEAIRE

PRIX DE REVIENT DE CE N° : 0,30 €

ATTENTION, LA LECTURE DE CE JOURNAL  
PEUT VOUS POUSSER À VOUS ENGAGER

### NUCLEAIRE

## Comment arrêter la catastrophe ?



### L'INDUSTRIE NUCLEAIRE A DECLARE LA GUERRE À LA TERRE ENTIERE

Les enfants de nos enfants  
vivent encore dans une nature  
rendue hostile par une contamination  
invisible et omniprésente.

Notre tâche historique est  
d'arrêter cette propagation criminelle.

Plus que jamais il importe de poursuivre  
le combat contre le nucléaire et  
pour cela il nous faut transformer  
nos structures et nos modes d'action.

Mobilisons toutes les ressources de  
notre intelligence, de notre sensibilité,  
de notre créativité collective, chacun  
apportant sa pierre, ses doutes, son  
courage et son attention bienveillante.

Les temps sont difficiles  
mais c'est aussi le cas pour l'industrie  
nucléaire française qui affronte  
aujourd'hui la pire crise de son histoire  
avec les revers financiers d'Areva et  
d'EDF, le gouffre qu'est devenu l'EPR,  
les révélations sur la falsification de  
longue date des contrôles d'équipements,  
et la vétusté croissante de ses 58  
réacteurs dont plus du tiers avoisine  
désormais les 40 ans.

Les temps sont difficiles  
mais nous ne ferons pas cadeau  
de notre pessimisme à l'ennemi !

Notre lutte doit s'associer  
à un appel à la vie, à faire de notre vie  
une fête, immédiatement, sans attendre  
« les lendemains qui chantent »  
dans 5, 10 ou 20 ans...

**LES SEULS COMBATS  
QU'ON PERD SONT  
CEUX QU'ON ABANDONNE !**



Sergueï Eisenstein, *Le cuirassé Potemkine*, 1925

**Restitution des débats et des réflexions des Journées d'études  
du collectif Arrêt du nucléaire, les 3 et 4 septembre 2016 au CUN du Larzac**

### JALONS HISTORIQUES

*une chronologie du nucléaire et des luttes*

### L'ARRÊT IMMÉDIAT

*un débat à approfondir sans délai*

### TOXIQUE ETHOS

*ou comment Tartuffe gère la catastrophe*





## Le nucléaire montre sa nature profonde

### Les mensonges

Areva a caché aussi longtemps que possible que les pièces fabriquées au Creusot n'étaient pas conformes aux normes fixées. Ces pièces équipent maintenant nombre de réacteurs, et l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) ne peut pas faire autrement que d'en demander l'arrêt pour en contrôler l'état. Et la cuve de l'EPR déjà en place à Flamanville obtiendra-t-elle l'autorisation de l'ASN pour être mise en service alors que sa teneur trop élevée en carbone la rend plus fragile ?

### Le cynisme

C'est avec un cynisme incroyable que le lobby nucléaire condamne les populations contaminées par Tchernobyl et Fukushima à en supporter les conséquences sur leur santé, sans prises en charge collectives, niant l'horreur vécue. Les enfants sont victimes de maladies de vieux, les jeunes femmes n'osent pas enfanter, tous sont menacés dans leur chair. Sous l'égide de programmes d'études appelés « Ethos », on cherche à convaincre les habitants qu'ils sont victimes non pas des radiations mais de phobie du nucléaire, ce qui annihile leur système immunitaire ! Et à ce titre on refuse les cures de pectine de pomme aux enfants condamnés à une vie amputée ! Et à Fukushima on veut contraindre les familles évacuées à revenir chez elles...

### La fuite en avant

Plus rien n'arrête la machine atomique lancée dans une débauche de gaspillages et de vies brisées. L'État doit renflouer Areva et EDF pour éviter leur faillite. Les organismes chargés d'assurer notre sécurité n'ont en fait pour but que de sauver l'industrie et l'armement nucléaires. La nucléocratie capte non seulement l'argent de la nation mais aussi la santé des citoyens.

### Jusqu'à la catastrophe

Dans cette folie, on envisage et on prépare froidement la catastrophe dont nous sommes de plus en plus menacés. Dès maintenant sont préparés les arrêtés élevant les doses de radioactivité « admissibles » par les populations dans l'alimentation ; doses étendues à l'Europe pour en préserver les échanges commerciaux. L'armée sera chargée de contrôler (bloquer) les flux de population fuyant la catastrophe, car la fuite le plus loin possible est la seule solution.

**Face à cette folie injustifiable on ne peut qu'appeler à l'arrêt du nucléaire en extrême urgence.**

Pierre Péguin

# L'EFFONDREMENT DU NUCLÉAIRE

Lorsque des problèmes de conformité de la cuve de l'EPR de Flamanville ont été reconnus par Areva en avril 2015, il s'agissait presque d'une information anodine tant le chantier de ce réacteur a connu – et connaît encore – de retards, malfaçons et surcoûts.

Mais, peu à peu, au fil des semaines et des révélations, cette affaire a dévoilé ce qui est incontestablement un des pires scandales industriels de tous les temps, tous pays confondus.

Ainsi l'industrie nucléaire française, présentée continuellement comme « triomphante », « exemplaire », « enviée dans le monde entier », est en réalité un repaire d'escrocs qui, depuis des décennies, bâclent la fabrication de milliers de pièces, les couvrent par des certificats de sûreté falsifiés, et les utilisent sans se rendre compte ou sans se préoccuper de leurs déficiences !

Et que dire de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), « la plus compétente et la plus intransigeante du monde » ? Soit elle est totalement déficiente au point de n'avoir jamais rien vu de ce trafic, soit elle en est tout simplement complice.

Nul ne peut prédire quelles seront les nouvelles révélations de la semaine à venir, toujours plus incroyables que les précédentes au fur et à mesure qu'est déroulé le fil d'une improbable pelote. Mais, d'ores et déjà, la situation est inextricable.

D'abord, la cuve de l'EPR de Flamanville, déjà installée dans le réacteur en construction, a été mal usinée et présente des faiblesses qui, si les règles normales de sûreté sont appliquées (ce qui serait la moindre des choses !), devrait aboutir à l'interdiction de son utilisation. Rappelons que les règles de sûreté prévoient « l'exclusion de la rupture de la cuve ». Cela signifie que cette rupture ne peut, ne doit pas survenir, car alors RIEN n'est prévu et c'est un scénario similaire à Fukushima, voire bien pire encore.

Si l'Autorité de sûreté fait normalement son travail, EDF sera alors obligée de détruire une partie du réacteur (construit avec tant de mal !) pour en extraire cette cuve et la remplacer par une autre... qu'il faudra toutefois encore fabriquer et, si possible, de façon correcte !

Ces opérations prendraient au bas mot 3 à 4 ans, sachant que l'EPR a déjà accumulé des retards insensés : débuté en 2007, le chantier devait être achevé en 2012.

Le bout du calvaire est annoncé par EDF pour 2018, mais on peut raisonnablement en douter. Et si la cuve est recalée, ce serait pour 2020, 2022, 2025... ou jamais !

Pendant ce temps, EDF perd des milliards, nos milliards ! Annoncé au départ à 2,8 milliards, le coût de l'EPR est désormais estimé au triple, 8,5 milliards, en attendant la facture finale qui sera assurément bien au-delà des 10 milliards, sans compter l'affaire de la cuve.

Mais il y a encore pire : entre-temps, Areva a livré aux Chinois deux cuves pour les EPR en chantier à Taïshan, et elles aussi présentent des faiblesses probablement réhébilitables. Les Chinois attendent le verdict technique pour envoyer à la France la facture incommensurable de deux réacteurs arrêtés pendant des années, détruits en partie pour en extraire des cuves défailantes en attendant



d'éventuelles cuves de recharge...

L'Autorité de sûreté nucléaire, confrontée à cette situation sidérante, et épiée par les observateurs du monde entier, n'a eu d'autre alternative que de demander à EDF de lancer des vérifications dans ses réacteurs et à Areva de reprendre les dossiers des pièces usinées dans les forges du Creusot et autres usines, pour voir si des fautes industrielles n'avaient pas été commises sur d'autres pièces que les cuves.

## CUVE DE L'EPR ET FALSIFICATIONS NUCLÉAIRES

*L'effondrement prévisible et irréversible de l'atome en France*

par Stéphane Lhomme

Ces vérifications n'en sont encore qu'au début mais l'on sait déjà que ce sont en réalité des milliers de pièces nucléaires qui ont été bâclées et ce depuis... 1965. Nous voilà réduits à attendre que les coupables eux-mêmes veuillent bien faire toute la lumière. Qui peut encore leur faire confiance ?

À l'approche de l'hiver 2016, ce sont néanmoins sept réacteurs dotés de générateurs de vapeur suspects qui sont arrêtés, et cinq autres qui doivent l'être selon un calendrier qu'EDF impose à la prétendue « Autorité » de sûreté, alors que celle-ci devrait faire stopper immédiatement tous les réacteurs concernés.

À cela, et en attendant d'éventuelles autres révélations, il faut ajouter la chute d'un générateur de vapeur de plus de 500 tonnes dans le réacteur n° 2 de la centrale de Paluel (Seine-Maritime) le 31 mars 2016. Les vibrations et dégâts occasionnés ont gravement endommagé le réacteur qui est arrêté pour longtemps et peut-être pour toujours.

Par ailleurs, le réacteur n° 5 de la centrale de Bugey (Ain) subit lui aussi un arrêt de longue durée du fait de l'incapacité d'EDF à remédier à un grave défaut d'étanchéité de l'enceinte de confinement.

En résumé, le parc nucléaire français est en bout de course, délabré et parsemé de pièces déficientes. Dans le même temps, les finances d'EDF sont dans un état si déplorable que l'entreprise pourrait sous peu rejoindre Areva dans la faillite, et est de toute façon dans l'incapacité d'entretenir correctement ses réacteurs.

Les dirigeants politiques et industriels français en sont réduits à guetter les prévisions de

la météo en priant pour que l'hiver soit particulièrement doux. Car, à la moindre vague de froid, il est fort probable que ce sera la pénurie d'électricité. Peut-être la France sera-t-elle sauvée par les pays voisins, à condition qu'ils aient assez d'électricité pour leur propre consommation et pour lui en envoyer : le pays de l'atome est à genoux.

Cette situation insensée illustre le caractère absurde et dérisoire de l'annonce

par EDF de la construction de deux EPR en Grande-Bretagne, à grands coups de milliards... qui n'existent pas.

Les zéloteurs de l'atome et les citoyens trop longtemps abusés sont probablement stupéfaits d'assister à l'effondrement de cette industrie supposée être triomphante. Or, en réalité, cette situation était parfaitement prévisible.

Effectivement, construire un parc nucléaire revient à programmer une situation inextricable pour 30 à 40 ans plus tard. C'est ce qu'a fait la France dans les années 70 avec deux circonstances terriblement aggravantes : la taille surdimensionnée de ce parc, qui multiplie les problèmes, et la rapidité de construction. Ce dernier point est d'ailleurs crucial.

Pendant des décennies, l'édification en quelques années de 58 réacteurs a été présentée comme un exploit extraordinaire, ce qui n'est d'ailleurs pas faux du simple point de vue industriel. Le problème est que tous ces réacteurs arrivent en fin de vie dans un bel ensemble et non de façon échelonnée. Le piège se referme, d'autant qu'aucune alternative énergétique n'a été engagée.

Les grands parcs nucléaires – principalement ceux des USA, du Japon, de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne et bien sûr de la France – ont été construits et financés pendant les fameuses « 30 glorieuses », quand l'argent coulait à flot.

C'est ainsi que des sommes insensées ont été consacrées à l'édification de centaines de réacteurs : 100 aux USA, 58 en France, 54 au Japon, etc. Cette opération, ou plutôt ce coup de force dans la mesure où les opinions publiques étaient déjà fortement opposées à l'atome, ne peut (heureusement !) être réédité aujourd'hui car les caisses sont vides.

L'argent n'est même plus disponible pour rafistoler les vieux réacteurs, sans parler de leur démantèlement, et pour s'occuper des déchets radioactifs : le tout est légué aux générations suivantes qui, pourtant, auront probablement bien d'autres problèmes à affronter.

Il a parfois été dit que l'aventure nucléaire était comme un voyage en avion... sans piste d'atterrissage. Les réservoirs sont vides et la descente a commencé. Au mieux elle se soldera par un désastre industriel et financier, au pire ce dernier sera accompagné d'une ou plusieurs catastrophes nucléaires.

Les atomistes les plus obtus osent encore prétendre que Tchernobyl est « de la faute des Soviétiques » et Fukushima « de la faute du tsunami ». Ces arguties ne trompent plus personne : le nucléaire s'effondre et entraîne la France, « royaume de l'atome », dans une chute irréversible. Notre maison est irradiée et nous regardons ailleurs...

le 23 novembre 2016



« Si l'on veut faire preuve de sagesse envers les prochaines générations, il faut sortir de l'atome en ayant comme objectif d'aller le plus vite possible pour garder présent le sentiment du drame en train de se créer. Il nous faut réfuter les raisonnements économiques ou les contraintes administratives qui amèneraient à ne pas prendre au sérieux cette urgence. »

Albert Jacquard, extrait de la préface de Nucléaire, idées reçues et scénarios de sortie, Utopia, 2011

# POUR L'ARRÊT DU NUCLÉAIRE

La création du journal *Atomes crochus*, en 2011, est le résultat d'une réflexion sur l'échec du mouvement antinucléaire français et international à s'opposer efficacement au lobby nucléaire, même si une décision d'arrêter le recours à l'énergie atomique a été prise par plusieurs pays.

Cet échec est d'abord dû à la force du capitalisme français qui, s'appuyant dès ses origines sur un État à tendance totalitaire, a fait du nucléaire une religion d'État (voir *L'impossible capitalisme vert*, p. 26-27) ainsi qu'à la puissance du capitalisme et de l'impérialisme mondiaux. Pour eux, le nucléaire militaire, et le nucléaire dit civil qui en est une extension, est l'outil le plus abouti du culte de la guerre.

Mais cet échec est aussi dû à l'incapacité du mouvement antinucléaire de résister à la politique politicienne et à la confortable illusion que l'on pourrait avancer à petits pas vers la « sortie » du nucléaire. Depuis 20 ans que l'on nous dit qu'il faut sortir du nucléaire en 20 ans, avant comme après Fukushima, il est temps de dire : « Arrêtons » !

C'est pourquoi nous avons décidé de quitter un réseau créé en 1997, le Réseau « Sortir du nucléaire », après avoir essayé en vain de le refonder. Et de constituer un nouveau collectif, « Arrêt du nucléaire » (ADN), dont les premières Journées d'études ont eu lieu les 3 et 4 septembre 2016 au CUN du Larzac. Ces journées ont réuni 65 représentants d'une quinzaine de groupes antinucléaires, qui ont discuté en séances plénières et en ateliers des moyens d'élargir notre lutte (voir *Les Journées d' « ADN »*, p. 4).

*Atomes crochus* restitue le travail de ces Journées, qui ont permis, entre autres, de présenter une chronologie du nucléaire et des luttes (voir *Quelques jalons historiques*, p.4-22) puis d'ouvrir le débat sur l'arrêt immédiat du nucléaire (voir *L'arrêt « immédiat », qu'es aquò ?*, p. 8-15). Un autre thème transversal s'est dessiné autour du programme Ethos (voir *L'Asservissement à la catastrophe*, p. 20-24).

Nous saluons la création de collectifs régionaux, et en particulier celle en 2015 du Collectif antinucléaire de l'Ouest (CANO) qui a organisé le rassemblement à Flamanville des 1<sup>er</sup> et 2 octobre 2016. Il nous paraît maintenant important de réfléchir ensemble à renforcer la lutte antinucléaire nationale.

Les premiers plans de l'organisation du collectif « Arrêt du nucléaire » ont été dessinés les 3 et 4 septembre 2016 et nous entendons en poser les fondations le 15 janvier 2017 à Paris.

**Il nous faudra trouver en 2017 des formes d'action nouvelles et originales pour ouvrir notre lutte à toutes les sensibilités qui aspirent à un monde différent, plus vivant, plus solidaire, moins dépendant de l'argent et de la violence.**

## SOMMAIRE

L'effondrement du nucléaire	P 2	P 4-22	Quelques <b>JALONS HISTORIQUES</b> <i>une chronologie du nucléaire et des luttes</i>
<b>Pour l'arrêt du nucléaire</b>	P 3	P 18	Votation suisse
Journées d'études du Larzac	P 4	P 18-19	Énergies renouvelables à Saint-Victor
Appel à l'Arrêt du nucléaire	P 4-5	P 20-24	<b>TOXIQUE ETHOS</b> <i>l'asservissement à la catastrophe</i>
Accompagner la catastrophe	P 6-7	P 20	Aménageurs de la vie mutilée
Tract surréaliste (1958)	P 8	P 21	Vivre dans le jardin nucléaire
Hommage à Bella et Roger Belbéoch	P 8-15	P 23-24	Dissiper le charme atomique
<b>L'ARRÊT IMMÉDIAT</b> <i>un débat à approfondir sans délai</i>		P 25	Pour un monde sans nucléaire
Une urgence (1993)	P 10-11	P 26-27	<b>L'impossible capitalisme antinucléaire</b>
L'Arrêt immédiat, qu'es aquò ?	P 12-13	P 28	Désarmement unilatéral
Le scénario Négawatt en question	P 14		
L'Écho des Luttes	bulletin		
Nuit debout & Lettre à Camille	P 15-16		
<b>Linky</b> <i>compteurs communicants et nucléaire</i>	P 16-17		

## JOURNAL DU COLLECTIF ARRÊT DU NUCLÉAIRE

285 av de Verdun 46400 Saint-Céré - contact@journeesdetudes.org

SITE INTERNET <http://journeesdetudes.org/atomescrochus>

COMITÉ DE RÉDACTION Michel Boccara, Mimosas Bohn, Françoise Boman, Françoise Chaniel, Patrick Destruhaut, Marie-Christine Gamberini, Michel Lablanquie, Stéphane Lhomme, Dominique Malvaud, Guilaine Menotti, Pierre Péguin et René Trabattoni **ONT ÉGALEMENT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO** Didier Anger, Cécile Asanuma-Brice, Roméo et Antonin Boccara, Élisabeth Brenière, Corinne Castanier, Philippe Cherpentier, le Collectif contre le crime atomique et la commission énergie de Nuit debout, Jean-Jacques Delfour, Claude Kaiser, Kolin Kobayashi, Yves Lenoir, Anne Meyssignac, Jean-Luc Pasquinet, Anne Pruvost Freiss, Florence Psaume, Nadine et Thierry Ribault, François Vallet, Chico Whitaker et les illustrateurs que nous remercions pour leur engagement artistique **AVEC LA COLLABORATION** des participants aux Journées d'études du Larzac **MAQUETTE** Michel Lablanquie **CORRECTIONS** Pascale Barthélemy, Françoise Boman et Marie-Christine Gamberini

**ACHEVÉ D'IMPRIMER** le 9 janvier 2017 sur les rotatives de Rotimpress, Girona, Catalogne **TIRAGE** 6 000 exemplaires

## N°5 Atomes CROCHUS

# LES JOURNÉES D' « ADN »

Deux jours de travail et de plaisir mis en commun

**L**E COLLECTIF ARRÊT DU NUCLÉAIRE a été créé en mai 2016, avec le départ de plusieurs groupes du Réseau « Sortir du nucléaire »<sup>(1)</sup>, malgré les efforts durant six ans de nombreux militants, y compris au sein du CA, pour le rendre plus démocratique, combatif, décentralisé, et au service des groupes et de l'amplification des luttes (voir *Atomes crochus* n° 3 et 4). Nous appelons d'ailleurs ceux qui souhaitent aider financièrement la lutte antinucléaire à le faire auprès de leur groupe local, plutôt que d'une structure centralisée.

Le Collectif ADN réunit des groupes et collectifs luttant pour l'arrêt du nucléaire civil et militaire. Sans salariés, ni structures de direction, il n'intervient pas dans les positions et actions de chaque groupe participant mais contribue à favoriser les échanges et expériences de chacun.

Les 3 et 4 septembre 2016, le Collectif ADN invitait les membres des groupes antinucléaires, quels que soient la coordination ou les réseaux auxquels ils adhèrent, à ses premières Journées d'études, pour deux jours d'échanges, de débats et de fête au Cun du Larzac. L'objectif était de réfléchir ensemble aux actions communes et à une nouvelle forme d'organisation pour arrêter le nucléaire.

Plus d'une soixantaine de militant-e-s représentant une quinzaine de groupes, essentiellement du Sud de la France, de Chambéry à Angoulême en passant par l'Aveyron, se sont retrouvés au CUN, charmant lieu historique de la lutte du Larzac.

Les matinées de ces deux jours ont été consacrées à la réflexion en plénières, et les après-midi à des ateliers, laissés au choix et à l'initiative des participants.

Les Journées d'études, riches et instructives, se sont déroulées dans une très bonne ambiance de travail et de fête. Deux plénières ont permis de situer l'histoire du nucléaire et de ses luttes, et de débattre de la notion d'« Arrêt immédiat ». Huit ateliers ont permis d'approfondir différents autres thèmes.

Les Journées d'études ont permis de commencer à souder notre nouvelle organisation avec le slogan « Arrêt du nucléaire » comme socle commun et le nom de « collectif » comme ciment provisoire.

Nous entendons poser les fondations d'ADN le 15 janvier 2017 à Paris lors d'une réunion où se décideront les suites à en donner : actions communes, outils de communication (dont *Atomes crochus*, qui sera imprimé pour cette date).

**Les prochaines Journées d'études se tiendront les 9 et 10 septembre 2017**

1 - Voir le communiqué commun des groupes : <ur1.ca/qaniz>



Samedi 3 septembre au CUN du Larzac

## PROGRAMME DES JOURNÉES D'ÉTUDES

### Plénière du samedi 9 h

- a) - Histoire du nucléaire et de ses luttes (Marie-Christine Gamberini) puis débat et présentation des groupes

### Ateliers du samedi 14 h

- 1) - Programme Ethos, ou comment on nous prépare à la catastrophe (Pierre Péguin)
- 2) - Forum social mondial en France pour un monde sans nucléaire (Jacqueline Balvet, Michel Boccara)
- 3) - Quelles actions communes ? (regroupement des propositions d'ateliers)

### Ateliers du samedi 16 h

- 1) - Société atomique et capitalisme (Michel Boccara, Dominique Malvaud)

- 2) - Linky et compteurs communicants (Stéphane Lhomme, M-C. Gamberini)
- 3) - Quelle organisation et quels outils mettre en commun ? (collectif)

### Plénière du dimanche 10 h

- b) - L'Arrêt du nucléaire, qu'es aquò ? (Michel Boccara, Jean-Luc Pasquinet et François Vallet) puis débat Échanges sur l'organisation du collectif « Arrêt du nucléaire »

### Ateliers du dimanche 14 h

- 1) - Journal *Atomes Crochus* (Michel Lablanquie, Michel Boccara)
- 2) - Démantèlement des INB - Installations nucléaires de base (Élisabeth Brenière)

# APPEL À L'ARRÊT MAINTENANT, ICI ET

## Nucléaire rime avec guerre

**L**es industries nucléaires ont été développées à marche forcée pendant la deuxième guerre mondiale pour fabriquer la bombe atomique qui assurera aux États-Unis une suprématie scientifique, technologique et économique sur le reste du monde.



Hieronymus Bosch, L'Escamoteur - 1520-1525

Le nucléaire dit civil ouvre la voie au nucléaire militaire : un pays s'équipant de moyens d'enrichissement de l'uranium (centrifugeuses) ou de séparation de plutonium (comme à l'usine de La Hague) peut fabriquer la bombe<sup>(1)</sup>.

Les réacteurs nucléaires français destinés à produire de l'électricité produisent du plutonium, radionucléide artificiel à usage militaire que la France s'entête à recycler en combustible MOX. Ce dernier est utilisé par certaines centrales en France et au Japon comme celle de Fukushima Dai-ichi. L'explosion de cette dernière en 2011 a donc disséminé du plutonium à partir du MOX fourni par la France. Notre pays lui-même est contaminé par le plutonium.

Or le plutonium, émetteur de particules alpha, est extrêmement toxique à doses infimes s'il pénètre dans l'organisme par inhalation (de poussières radioactives), par ingestion (d'eau, de lait ou d'aliments contaminés) ou par voie transcutanée (blessures). La contamination interne est plus dangereuse encore que l'irradiation externe car les radionucléides piégés dans l'organisme y exercent durablement leurs effets.

## L'épée de Damoclès nucléaire n'est pas seulement militaire

Les stocks actuels d'armes nucléaires à l'échelle mondiale pourraient détruire plusieurs fois l'humanité. L'explosion de quelques dizaines ou centaines de ces bombes provoquerait un « hiver nucléaire » apocalyptique fait d'obscurité, de froid et de radioactivité. Même limitée géographiquement, une guerre nucléaire aurait des conséquences planétaires : elle entraînerait une baisse des récoltes et, du fait de la mondialisation actuelle de l'économie, des famines touchant en priorité

les populations les plus défavorisées même très éloignées du lieu du conflit<sup>(1)</sup>.

Depuis les bombardements atomiques sur Hiroshima et sur Nagasaki en 1945, les désastres nucléaires se multiplient, de l'explosion accidentelle d'une cuve souterraine de déchets radioactifs à Mayak en Russie (1957) à Three Mile Island aux États-Unis (1979) puis Tchernobyl en Ukraine (1986) et Fukushima au Japon (2011).

En France, pays proportionnellement le plus nucléarisé du monde avec le Japon d'avant Fukushima, la survenue d'un désastre nucléaire paraît hautement probable sinon inéluctable quel que soit l'effort financier consenti dans le but chimérique de « sécuriser » les centrales et installations nucléaires en fonctionnement. La centrale du Blayais près de Bordeaux a frôlé le désastre lors d'une tempête en décembre 1999.

Les causes pouvant déclencher notamment en France une catastrophe nucléaire de l'ampleur de celles de Mayak, Tchernobyl et Fukushima sont multiples : vieillissement des installations au-delà de la durée pour laquelle elles ont été construites (25 à 30 ans pour les centrales, beaucoup moins pour les réacteurs de sous-marins atomiques) ; événement climatique majeur (séisme, inondation, etc.) favorisé par la crise climatique de gravité croissante par combustion immodérée d'énergies fossiles (émission massive de gaz à effet de serre) ; défaut technique ; erreur humaine en raison des conditions de travail de plus en plus difficiles et de l'insuffisance de formation des sous-traitants ; acte de malveillance, de folie ou suicidaire ; attentat terroriste (crash d'avion, drone, attaque informatique, etc.) ; conflit armé.

## Que deviendrions-nous en cas de nouveau désastre nucléaire ?

Un désastre nucléaire en France ruinerait le pays et anéantirait nos aspirations à un monde meilleur. La dictature nucléaire qui nous est



Hieronymus Bosch, Le chariot de foin, l'enfer (détail) - 1510-1516



LE NUCLÉAIRE ET SES LUTTES

# QUELQUES JALONS HISTORIQUES

par Marie-Christine Gamberini

Suivant la chronologie proposée par Jean Pignero nous sommes en l'An 121 de l'ère atomique

An zéro : découverte des rayons X par l'Allemand Röntgen

1895

# DU NUCLÉAIRE PARTOUT

par Françoise Boman

## LE NUCLÉAIRE EST LA PIRE DES ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE

seule capable d'exterminer l'humanité entière. De plus, c'est la pire des pollutions car certains radionucléides disséminés dans l'air, l'eau, le sol, la chaîne alimentaire restent définitivement toxiques pour les organismes vivants. Après 70 ans d'explosions et de désastres qui continuent comme ceux de Tchernobyl et de Fukushima à contaminer l'hémisphère Nord, un monde sans nucléaire n'est donc plus possible. Ce qui est possible et urgent, c'est d'interdire les armes atomiques et d'arrêter de produire davantage de déchets radioactifs.

déjà imposée révélerait au grand jour sa nature militaire. Les pastilles d'iode destinées à diminuer le risque de cancer de la glande thyroïde soumise au « choc d'iode » seraient distribuées par la pharmacie centrale des armées sur ordre des autorités compétentes. Nous subirions le même sort que les populations qui, à Tchernobyl, à Fukushima et ailleurs, ont été évacuées ou confinées puis contraintes à choisir entre l'exil, la perte de leurs biens, de leur travail, la séparation des familles, ou une vie inhumaine en zone radiocontaminée.

Les radiations ionisantes ne sont pas perceptibles par le corps humain et, à doses dites faibles, les dommages qu'elles infligent aux organismes vivants ne se révèlent habituellement que plusieurs années ou décennies plus tard. C'est pourquoi il est facile aux autorités pronucléaires de nier leur toxicité et d'inciter les populations à rester ou à retourner vivre en zone radiocontaminée. Dans cet objectif, les programmes de type Ethos sont à l'œuvre autour de Tchernobyl et autour de Fukushima.

Les pathologies radio-induites touchant les millions d'habitants dont 500 000 enfants vivant en zone hautement contaminée après Tchernobyl commencent à apparaître au Japon après Fukushima. Actuellement elles sont surtout dues à la contamination interne chronique par ingestion de radionucléides à demi-vie longue comme le césium 137 et le strontium 90. Il s'agit de cancers, de maladies non cancéreuses, et d'anomalies génétiques et épigénétiques transmises de génération en génération.

### Une pollution à l'échelle planétaire

Les bombardements sur Hiroshima et sur Nagasaki au Japon les 6 et 9 août 1945 et les essais nucléaires qui se sont multipliés pendant la guerre froide resteront une catastrophe pour la santé, la vie et la descendance des militaires et des civils qui y ont été exposés. Des territoires immenses restent contaminés par les activités nucléaires militaires et par les industries nucléaires dites civiles.

Sur le territoire français, en plus des retombées radioactives venues d'ailleurs (par exemple de Tchernobyl), la radiocontamination de l'eau, des sols, de la chaîne alimentaire ne cesse de croître à partir de nos propres installations au fil des rejets autorisés, des fuites, incidents et accidents, du transport et du stockage des combustibles et des déchets radioactifs.

Malgré les difficultés des études épidémiologiques, une augmentation d'incidence des leucémies (cancers des cellules sanguines) a pu être démontrée statistiquement dans notre pays chez les travailleurs du nucléaire et chez les enfants résidant à proximité des centrales en fonctionnement dit normal (2).

La maîtrise de la dissémination des radio-



Hieronymus Bosch, Le Chariot de foin (tableau central), 1510-1516

nucléides dans l'environnement et dans les organismes vivants s'est révélée être impossible. Il n'y a pas de solution, seulement des options dont aucune n'est satisfaisante. Après l'arrêt du nucléaire, beaucoup de travail reste à faire par les scientifiques, ingénieurs et techniciens pour limiter la toxicité de cette pollution pour la santé et pour la vie.

De leur côté, les médecins ne peuvent que reconnaître leur impuissance face à cette toxicité unique au monde. On ne peut pas guérir le mal fait par les rayons aux organismes vivants.

### Une politique pronucléaire contre toute raison

Par son attachement à la théorie de la dissuasion nucléaire dont on sait pourtant qu'elle est incapable d'assurer la sécurité de la population, notre gouvernement menace les autres pays et favorise la prolifération d'armes nucléaires au niveau mondial.

En dépit des pressions internationales, la France modernise ses équipements (notamment missiles et sous-marins) et ses centres de recherche. Elle pratique des explosions nucléaires en laboratoire et maintient sur son territoire 300 bombes atomiques incluant 96 têtes nucléaires en état d'alerte permanente. Ces dernières peuvent frapper leur cible en quelques minutes par un tir accidentel ou voulu (1).

La personne élue au poste de Président(e) de la République française a l'extraordinaire pouvoir de décider un tir nucléaire. Celui-ci déclencherait immédiatement une riposte qui nous détruirait. Ainsi, une personne est investie d'un pouvoir de vie et de mort sur nous.

Elle a également le pouvoir, dont elle ne se prive pas, d'intervenir militairement en Afrique pour le contrôle de l'uranium. Elle maintient en fonctionnement des centrales nucléaires vétustes dont l'extrême dangerosité est avérée et qu'il est impossible de rénover même à un coût exorbitant. Elle décide la construc-

tion de nouvelles installations toutes plus dangereuses et coûteuses les unes que les autres. Elle tente d'imposer des projets insensés d'enfouissement des déchets comme à Bure dans la Meuse. Elle persiste à soutenir et tenter d'exporter partout dans le monde une technologie désormais dépassée et apparentée à un crime contre l'humanité.

Cette politique accapare l'argent public, les compétences et les cerveaux. Elle est menée au détriment de l'immense majorité de la population et au profit de quelques industriels, banquiers, technocrates, scientifiques et personnalités politiques. Ces gens restent pronucléaires parce qu'aveuglés par leur fascination pour l'atome et par leur appétit d'argent et de pouvoir. Ils tiennent notre santé, notre vie et celles de nos enfants entre leurs mains.

### L'arrêt du nucléaire : une décision politique voulue et accompagnée par la population

Arrêter le nucléaire, c'est contribuer à prévenir la survenue d'un nouveau désastre nucléaire et cesser d'aggraver la contamination radioactive de la planète.

Si tous les Français avaient le courage de regarder en face les véritables effets du nucléaire sur la santé et sur la vie, ceux qui nous gouvernent seraient dans l'obligation de prendre enfin la décision d'interdire les armes atomiques (et à l'uranium appauvri) et d'arrêter de produire davantage de déchets radioactifs.

L'arrêt du nucléaire est une urgence sanitaire, humanitaire, sociale et économique. Nous devons cesser d'extraire l'uranium (et le thorium) en Afrique ou ailleurs, mettre fin aux transports radioactifs, cesser de produire du plutonium, mettre à l'arrêt non seulement les centrales nucléaires (le tiers des réacteurs français le sont déjà à l'heure où j'écris ces lignes) mais aussi les usines, installations et centres variés contribuant à cet immense gâchis mettant en danger l'humanité entière.

Les ressources financières, humaines, scientifiques et techniques ainsi libérées pourraient être consacrées d'une part à la limitation dans l'espace et à la sécurisation des déchets nucléaires existants, d'autre part à la prévention des conflits (par l'éducation, la réduction des inégalités, etc.) et au développement des alternatives énergétiques. De ces dernières, la plus efficace (réduire à grande échelle la consommation d'électricité) est aussi la plus simple à mettre en œuvre.

1 - Stéphane Hessel, Albert Jacquard, *Exigez ! un désarmement nucléaire total*, Observatoire des armements. Éd. Stock, 2012

2 - <https://pectineactualites.wordpress.com/les-fiches-sante-et-nucleaire-de-francoise-boman,-ur1.ca/qangw/>

Henri Becquerel découvre la **radioactivité naturelle** de l'uranium, métal isolé en 1789 par l'Allemand Klaproth. Cocorico ! La famille Curie achèvera de placer l'atome au panthéon de la mythologie scientifique française. Les utilisations sont d'abord ludiques, médicales et cosmétiques mais les autres (mutation des plantes, ionisation des aliments... et bien sûr énergie) arriveront très vite sur le papier. Les **premières alertes** (dès 1896 aux USA) et luttes sont dues aux **radiologues** (premiers touchés) et aux **biologistes** (dégâts génétiques)

1896

Découverte du polonium et du radium (Marie Curie)

1898

Prix Nobel de *physique* à Becquerel et aux époux Curie. Georges Bohn démontre que les radiations ionisantes peuvent aussi avoir des effets nocifs tardifs

1903

Les biologistes Bergonier et Tribondeau montrent que les cellules sont d'autant plus sensibles aux rayonnements que l'activité de reproduction est grande et la capacité de reproduction conservée plus longtemps.

Principales revendications :

- *Limitation des expositions aux rayons X et au radium, puis à l'ensemble des rayonnements ionisants*
- *Restriction des usages au domaine médical et civil*

1906

Prix Nobel de *chimie* à Mme Curie

1911

Brevetage du **paratonnerre** à tête radioactive. La fabrication des paratonnerres au radium ne cessera qu'en 1987

1914



# LA CATASTROPHE EST-ELLE INÉLUCTABLE ?

Le dangereux jeu d'équilibre du nucléaire français

**O**n nous l'avait assuré au tout début du programme électronucléaire en France : le nucléaire est sûr à 100 % (on était même tenté de dire à 110 %)...

Aujourd'hui, les mêmes « décideurs » (entendez qui décident pour nous), ne se hasardent plus à nous promettre qu'il n'y aura pas d'accidents.

Il faut dire que le principe de réalité a vite démenti les prévisions les plus optimistes. Three Mile Island en 1979, Tchernobyl en 1986 et Fukushima en 2011 ont montré qu'un « accident majeur » était non seulement possible<sup>(1)</sup>, mais qu'il fallait compter avec. Alors il faut bien s'arranger un peu avec les probabilités.

Pour ce qui est de la sûreté – à 100 % –, l'ASN veille au grain. Mais le « gendarme » est aussi celui qu'on veut berner. Après avoir découvert qu'Areva avait dissimulé les excès en carbone de la cuve de l'EPR, de nouveaux contrôles ont révélé d'autres cachotteries : falsifications, fraudes, notamment concernant les générateurs de vapeur. Une vingtaine de réacteurs doivent ainsi être arrêtés pour des contrôles poussés.

Bien que théoriquement « indépendante », de fortes pressions s'exercent sur l'ASN. Face à la menace d'arrêt de ces réacteurs, Ségolène Royal, ministre de l'Énergie, écrivait le 10 octobre dernier au PDG d'EDF « La sécurité d'approvisionnement du territoire français en électricité doit être assurée » – pour un peu elle aurait ajouté « et peu importe la sûreté ». Il est avant tout important d'économiser les importations à prix fort cet hiver, vu la santé déjà précaire du secteur.

Dans le même temps, deux inspecteurs de cette même ASN, chargés du contrôle des conditions de travail et de la sûreté sur le chantier de l'EPR, « ont subi pressions et menaces de leur direction, au profit d'EDF. Et au mépris de la sécurité. »<sup>(2)</sup>

Fin 2016, l'ASN donne son accord pour redémarrer malgré tout trois de ces réacteurs. L'Observatoire du nucléaire dépose aussitôt un recours auprès de Conseil d'État<sup>(3)</sup>.

Et demain ? La cuve de l'EPR sera-t-elle jugée « conforme » malgré ses défauts avérés – quand le critère de sécurité ne doit en admettre aucun ? Là aussi les intérêts politico-économiques sont énormes. Refuser la cuve pour non conformité reviendrait à repousser la mise en service de l'EPR, voire à provoquer l'arrêt définitif du projet – avec pour dégâts collatéraux les indemnités que ne manqueront pas de réclamer les Chinois.

« Exclue de l'indice CAC 40 en décembre 2015, l'action EDF a encore perdu 31 % de sa valeur en un an. Mais le pire est à venir, car la valeur des centrales aurait été surévaluée, le prix de l'électricité ayant diminué en Europe, il sera un jour nécessaire à EDF de passer de lourdes provisions pour réviser cette valeur à la baisse... En 2015, les résultats d'EDF furent de 75 milliards d'euros de CA, pour 37,5 milliards d'euros de dette, et 140 milliards d'euros de perdus en valeur de marché (- 85 % par rapport à 2007). »<sup>(4)</sup>

Dans ce jeu, l'équilibre financier est depuis longtemps rompu. On comprend que pour ceux qui veillent à nos intérêts, il faille limiter avant tout les dégâts « économiques »... jusqu'à la catastrophe (voir ci-contre l'article de la Criirad et le dossier Ethos, p. 22-24).

Le vrai coût, le seul qui doit nous importer, c'est celui que payent les habitants des zones à jamais contaminées par la radioactivité. Et le prix de notre santé face à la probabilité croissante d'être soi-même contaminé à travers les aliments, l'eau ou le vent.<sup>(5)</sup>

Michel Lablanquie

1 - « Un accident majeur, comme ceux de Tchernobyl ou de Fukushima, ne peut être exclu nulle part dans le monde, y compris en Europe. », Pierre-Franck Chevet, président de l'ASN, Le Monde, 22 avril 2016  
 2 - « Enquête à Flamanville, l'Autorité de sûreté nucléaire est dans la main d'EDF », Pascale Pascariello, Médiapart, 18 octobre 2016, <ur1.ca/qb1oz>  
 3 - Communiqué du 22 décembre, <ur1.ca/qanhr>  
 4 - Jean-Luc Pasquinet, La faille du nucléaire français, <ur1.ca/qanh5>  
 5 - Voir le communiqué de la Criirad à propos des rejets radioactifs de la centrale de Golfech, le 19 octobre 2016 : <ur1.ca/qanha>

**T**CHERNOBYL a été présenté comme un accident soviétique qui ne concernait pas la France. Fukushima, comme une catastrophe largement imputable à l'incurie de TEPCO et aux collusions producteur/contrôleur. Là encore, le pays de l'excellence nucléaire n'était pas concerné : EDF et Areva ne sont pas TEPCO et tout est sous contrôle de l'ASN, le gendarme du nucléaire.

Sauf que l'on a découvert depuis lors des problèmes majeurs dans la cuve de l'EPR, une découverte très tardive puisque la cuve était déjà installée, et qui a débouché sur l'identification, encore plus inquiétante, de problèmes similaires sur des équipements déjà en service, en particulier des générateurs de vapeur. Et comme si cela ne suffisait pas, les investigations ont révélé des falsifications dans le contrôle d'équipements sous pression jouant un rôle majeur en matière de sûreté nucléaire : à l'usine Areva de Creusot Forge, des résultats ont été délibérément modifiés pour dissimuler le fait que les pièces n'étaient pas conformes au niveau de qualité requis et qu'elles auraient dû être écartées ! La fraude s'étend sur une trentaine d'années. Pendant tout ce temps ni les responsables des contrôles internes, ni le client EDF, ni les autorités de contrôle n'ont rien vu !

Alors que le risque de contamination majeure est encore plus élevé qu'on ne le pensait, on aurait pu s'attendre à des réflexions de fond (est-il possible de maintenir une industrie aussi dangereuse dès lors qu'il existe des failles majeures dans les contrôles ?), à tout le moins à des décisions visant à renforcer d'urgence les dispositifs de protection de la population et les droits à indemnisation. La logique des autorités est tout autre : puisque la probabilité de contamination majeure augmente, il faut se préparer à gérer la catastrophe et, pour que la catastrophe nucléaire soit gérable, il faut pouvoir maintenir la population en zone contaminée. Les nouvelles références de dose ont été conçues dans ce sens. Protéger l'industrie nucléaire est manifestement plus important que préserver la santé des populations.

## De quoi s'agit-il ?

Les autorités françaises s'apprentent ainsi à publier un décret fixant les niveaux de référence pour les situations accidentelles (le court terme de la phase d'urgence) et post-accidentelles (la contamination à moyen et long terme). Ces seuils déterminent un niveau d'exposition aux rayonnements ionisants. Ils englobent l'irradiation externe, l'inhalation de gaz et d'aérosols radioactifs et l'ingestion d'aliments contaminés. L'unité choisie est la dose efficace, exprimée en millisieverts (mSv).

Les valeurs choisies fixent le niveau d'exposition qui sera pris en compte pour décider de la nécessité d'engager (ou pas) telle ou telle action pour protéger la population. Par exemple, à partir de quelle dose les habitants des zones contaminées pourront espérer être indemnisés et relogés dans un environnement sain ; en deçà de quel niveau d'exposition seront-ils condamnés à vivre en zone contaminée (ou à partir en abandonnant tous leurs biens et sans bénéficier d'aucune aide) ?

Il n'y a pas de seuil en deçà duquel les

rayonnements émis par les substances radioactives n'auraient plus d'effet. Les limites de dose définissent donc un niveau de risque que les autorités jugent acceptable, tolérable. Seuls les cancers, pour les personnes exposées, et les maladies génétiques, pour leur descendance, sont pris en compte pour l'évaluation officielle du déchet.

Pour les personnes du public, la limite de dose efficace qui fixe le niveau de risque maximum tolérable est de 1 mSv/an mais cette valeur ne s'applique qu'au fonctionnement normal des installations nucléaires. En gros, quand tout va bien, les autorités garantissent que les activités nucléaires ne provoqueront pas un nombre de décès et de maladies trop élevé. Leur appréciation du niveau de risque tolérable est très discutable : si 67 millions de Français recevaient une dose de 1 mSv/an, chaque année d'exposition induirait à terme, selon les estimations officielles, plus de 11 000 cancers (près de 23 000 cancers si l'on n'applique pas le facteur de réduction plus que discutable de la CIPR). Et ces évaluations ne prennent en compte que le risque cancérogène et mutagène alors que les observations faites sur les habitants des zones contaminées par Tchernobyl montrent que tous les systèmes physiologiques sont atteints !

« Puisque la probabilité de contamination majeure augmente, il faut se préparer à gérer la catastrophe et, pour que la catastrophe nucléaire soit gérable, il faut pouvoir maintenir la population en zone contaminée »

Quoi qu'il en soit, en cas d'accident, cette limite ne s'applique plus. Sur la base des recommandations de la Commission internationale de protection radiologique (CIPR), la directive 2013-59-Euratom a défini des intervalles dans lesquels les États membres doivent choisir leurs niveaux de référence : entre 20 mSv et 100 mSv maximum pour la phase d'urgence (qui peut durer typiquement de quelques jours à quelques mois) ; entre 1 mSv/an et 20 mSv/an maximum pour la phase post-accidentelle (qui commence à la fin de la phase d'urgence et peut persister sur des dizaines ou des centaines d'années, voire beaucoup plus).

Dans chaque cas, les autorités françaises ont retenu la borne supérieure de l'intervalle : 100 mSv pour la phase d'urgence et 20 mSv pour les 12 mois suivants (et pour les années suivantes rien ne garantit que ce niveau de référence ne sera pas reconduit). Ces valeurs s'appliquent à tous, y compris les nourrissons, les enfants et les femmes enceintes ! Évidemment, les doses se cumulent : il est plus que probable que les personnes exposées pendant la phase post-accidentelle l'auront déjà été pendant la phase d'urgence !

Si l'on considère les niveaux de risque associés à ces valeurs, les chiffres donnent le vertige. Par exemple, pour 20 % de la population vivant en zone contaminée et recevant une dose moyenne de 20 mSv, l'impact sanitaire attendu serait de 90 000 cas de cancers

Sur le front, les « petites Curies » (véhicules radiologiques) d'Irène et Marie contribuent à populariser les rayons

1914-18

Hermann Joseph Müller met au point une technique de mutagenèse par rayons X (des drosophiles) qui lui vaudra en 1946 le prix Nobel de physiologie ou médecine. Il est ainsi le premier à démontrer que les radiations ionisantes induisent des altérations génétiques

1927

L'année de la création du Front populaire, invention de la radioactivité artificielle, qui vaudra aux Joliot-Curie le prix Nobel de chimie en 1935. Frédéric Joliot annonce alors la perspective de « transmutations à caractère explosif », qu'il fera breveter en 1939

1934

Inauguration à Hambourg d'un monument aux radiobiologistes (sur l'histoire des instances de « radioprotection » internationales, voir Yves Lenoir, La Comédie atomique)

1936

Invention du plutonium par le chimiste Glenn Seaborg. Pendant le projet Manhattan (bombe atomique), opposition de rares physiciens et début du modèle de coopération public-privé (avec DuPont, etc.)

1940

La première pile atomique est mise au point à Chicago par Enrico Fermi. Joliot adhère au PCF. Il sera membre du Comité central en 1956

1942

Après l'explosion de « Little Boy » (6 août, à l'uranium) et de « Fat Man » (9 août, au plutonium) au-dessus de Hiroshima et Nagasaki, divergence au sein de l'Atomic Bomb Casualty Commission entre les médecins, qui réclament des études épidémiologiques, et les biologistes, qui les trouvent au mieux inutiles (ils en savent déjà assez). Dans la presse française, le 8 août, Albert Camus sera le seul à ne pas s'enthousiasmer

1945

## ACCIDENT OU ATTENTAT SUR UNE INSTALLATION NUCLÉAIRE

# LES AUTORITÉS FRANÇAISES ONT CHOISI LES NIVEAUX D'EXPOSITION LES PLUS ÉLEVÉS POSSIBLES

Tant pis pour la population qui devra apprendre à vivre (et mourir) en zone contaminée !

par Corinne Castanier pour la Criirad

et de l'ordre de 30 000 morts ou équivalents<sup>(1)</sup>. Ces chiffres devraient ensuite être multipliés par le nombre d'années d'exposition.

### De simples « références »

Il faut en outre être attentif aux termes choisis : pour l'accident et ses conséquences, le décret ne fixe pas des « limites de dose », c'est-à-dire des seuils à ne pas dépasser, mais de simples « références de dose », beaucoup moins contraignantes : une partie de la population pourra être exposée à des doses supérieures sans que cela ne constitue une infraction et sans que les familles concernées n'aient de recours. La définition officielle du « niveau de référence » confirme son statut non contraignant : « c'est le niveau au-dessus duquel il est jugé inapproprié de permettre la survenance d'expositions résultant de ladite situation d'exposition, même s'il ne s'agit pas d'une limite ne pouvant pas être dépassée ». Permettre le dépassement de la référence ne sera pas jugé « approprié » mais les autorités pourront quand même le faire et c'est précisément pour cela qu'elles ont décidé de fixer des références et non pas des limites. Certains documents de la CIPR indiquent d'ailleurs que les situations de dépassement de la référence pourraient concerner de très nombreuses personnes et il n'est pas exclu qu'elles durent longtemps.

### Vous avez dit « optimisation » ?

De source officielle, les victimes ne devraient pas s'inquiéter : les niveaux d'exposition des populations contraintes de vivre en zone contaminée seront progressivement diminués au fur et à mesure de la mise en œuvre du processus d'optimisation.

L'optimisation de la protection est inscrite dans la loi. C'est l'un des 3 principes fondamentaux de notre système de radioprotection. On ne retient souvent que la première partie de sa définition mais la fin de la phrase est pourtant déterminante : « le niveau d'exposition, la probabilité de la survenue de l'exposition et le nombre de personnes exposées doivent être maintenus au niveau le plus faible qu'il est raisonnablement possible d'atteindre, compte tenu de l'état des connaissances techniques, des facteurs économiques et sociétaux ».

Pour mieux comprendre l'incidence de ces « facteurs économiques » dont il faut tenir

compte, laissons la parole aux experts de la CIPR : « L'optimisation n'est pas une minimisation de la dose. La protection optimisée est le résultat d'une évaluation qui compare soigneusement le détrimement en rapport avec l'exposition et les ressources disponibles pour la protection des individus. Ainsi la meilleure option n'est pas nécessairement celle correspondant à la dose la plus faible ». Clairement, le critère de décision n'est pas sanitaire : si l'argent manque, la protection optimisée correspondra en fait à un niveau de risque très élevé. C'est tout le génie de la CIPR que d'avoir pu élaborer un concept aussi attrayant (une « protection », qui plus est « optimisée ») pour dissimuler un dispositif particulièrement cynique.

D'autant plus cynique qu'en matière d'accident, l'industrie nucléaire a obtenu un privilège tout à fait exorbitant du droit commun, le plafonnement à quasi rien de ses obligations d'indemnisation : actuellement 90 millions d'€ ! Si les amendements adoptés en 2004 finissent par être ratifiés, en France, la part de l'exploitant serait portée à 700 millions d'€ et le plafond total à 1,5 milliard d'€. Ces montants sont dérisoires en regard des coûts d'une catastrophe nucléaire qui se chiffrent, à tout le moins, en centaines de milliards d'€. Faute de moyens, la « protection optimisée » de la population passe par l'acceptation de niveaux de risque élevés, le maintien des populations dans des zones trop contaminées et la consommation d'aliments radioactifs.

Les conséquences sanitaires et économiques de la catastrophe seront supportées par ses victimes. C'est la condition sine qua non de la survie de l'industrie nucléaire.

### La stratégie du lobby nucléaire français

La fixation des niveaux de référence vient couronner les efforts tenaces du lobby nucléaire, et plus précisément du lobby nucléaire français, via son cheval de Troie, le CEPN. Cet acronyme désigne le « Centre d'étude sur l'Évaluation de la Protection dans le domaine Nucléaire », une association qui n'a que quatre membres mais triés sur le volet : EDF, Areva, le CEA et l'IRSN. Lentement mais sûrement, cette structure a infiltré les instances nationales et internationales de décision.

L'idée clef du programme de gestion des situations post-accidentelles conçu par le CEPN

est de promouvoir le « développement durable en zone contaminée » et de convaincre les personnes concernées qu'elles peuvent parfaitement vivre dans ces zones à risques ; il leur suffit de s'équiper et d'apprendre à gérer jour après jour leur exposition : contrôler le niveau de rayonnement émis par leur environnement, mesurer le taux de contamination de leurs aliments, faire évaluer la quantité de radionucléides accumulés dans leur organisme... Baptisé ETHOS, ce programme a d'abord été testé dans les territoires biélorusses contaminés par Tchernobyl où les responsables se sont employés à gommer la question centrale de la dégradation de l'état de santé des enfants. Au final, ce travail a été intégré aux recommandations de la Commission internationale de protection radiologique. Cela fut d'autant plus facile que le directeur du CEPN, Jacques Lochard, a intégré la CIPR (ICPR en anglais) en 1993 et qu'il en est désormais le vice-président. Il s'est également assuré la présidence de groupes de travail décisifs. Il a ainsi dirigé la rédaction de la publication 111<sup>(2)</sup> qui traite justement de la « protection » des personnes vivant en zone contaminée.

L'une des préoccupations centrales des auteurs de cette publication est d'obtenir que des activités lucratives se développent dans les zones contaminées, faute de quoi il ne sera pas possible d'y maintenir la population : « Vivre dans une zone contaminée suppose qu'une activité économique soit maintenue sur place avec une production locale et la commercialisation des marchandises, y compris des denrées alimentaires. » Pour que les activités agricoles et l'élevage puissent redémarrer, il faut que les zones contaminées puissent écouler leur production, en tout cas les denrées dont le niveau de contamination ne dépassera pas les niveaux dits maximaux admissibles. Il faut donc que les habitants des zones non contaminées acceptent de les acheter et de les consommer, ce qui n'est pas évident. Ils sont donc sommés de faire preuve de solidarité : « Les conditions pour restaurer une vie "normale" dans la zone contaminée supposent de la solidarité dans le partage de certains désavantages de la situation entre les populations locales et non-locales ».

Résoudre les « problèmes d'acceptation du marché » ne sera pas facile et l'appui des spécialistes de la communication sera bienvenu : « Comme ces aliments seront soumis aux forces du marché, cette situation nécessitera une stratégie de communication efficace pour surmonter les réactions négatives des consommateurs

« Les effets cancérigènes du rayonnement ne comportent pas de seuil de dose en dessous duquel l'effet est nul. [...] Ainsi, lorsque les responsables fixent des limites pour les niveaux acceptables de rayonnement, cela implique pour ceux qui les établissent ou les recommandent l'acceptation d'un certain nombre de morts. Mais cela n'est jamais explicité et les populations sont tenues dans l'ignorance des risques réels. »

Roger Belbéoch, Tchernoblues, 2001

vivant en dehors des zones contaminées. »

Il faudra également réunir toutes les « parties prenantes concernées » ainsi que des « représentants de la population générale » afin de « décider si les préférences individuelles des consommateurs devraient l'emporter sur la nécessité de maintenir la production agricole, la réhabilitation des zones rurales, et une vie décente pour la communauté locale concernée. Un débat approfondi au niveau national est nécessaire pour atteindre un certain degré de solidarité dans le pays. »

C'est dit : si vous avez la chance de vivre en zone protégée et que vous refusez d'acheter les aliments contaminés produits par les habitants des zones à risque, vous priverez ces derniers de la vie décente à laquelle tout être humain a droit ! C'est vous que le CEPN et la CIPR ont choisi d'interpeller et de mettre en cause. LA RESPONSABILITÉ DE L'INDUSTRIE NUCLÉAIRE N'EST POSÉE NULLE PART. C'est assez logique dans la mesure où elle influence directement la rédaction des textes : on n'est jamais si bien servi que par soi-même !

### AGIR !

Ces constats accablants ne doivent pas nous empêcher de nous battre. Le pire serait que tous ces projets se mettent en place dans le silence et l'indifférence. La CRIIRAD s'est mobilisée en urgence, en septembre dernier, car le projet de décret (qui porte sur bien d'autres sujets que les niveaux de référence) avait été mis en consultation publique sur le site du ministère de l'Environnement<sup>(3)</sup>. Malgré les délais, près de 6 500 personnes ont dit aux autorités leur refus des niveaux de référence. C'est cependant tout à fait insuffisant pour faire changer d'avis un État aussi nucléarisé que la France. D'autres actions seront lancées en 2017 et la mobilisation devra être à la hauteur des enjeux.

Si vous êtes choqué par l'image d'enfants japonais qui portent autour du cou un dosimètre en guise de pendentif, si ce n'est pas l'avenir que vous souhaitez pour vos enfants, nous espérons que vous répondrez présents !

Les autorités françaises ont choisi les niveaux d'exposition les plus élevés possibles... mais il est encore temps de dire NON à l'obligation de vivre en zone contaminée !

le 22 novembre 2016

1 - Détriment évalué sur la base du coefficient de risque non pondéré de la CIPR. Cette exposition correspond également à 90 000 cas de cancers radio-induits.

2 - ICRP Publication 111 : Application of the Commission's Recommendations to the Protection of People Living in Long-term Contaminated Areas after a Nuclear Accident or a Radiation Emergency. Ann. ICRP 39 (3), 2009

3 - Consultation publique sur le « Projet de décret relatif à la protection sanitaire contre les dangers résultant de l'exposition aux rayonnements ionisants et à la sécurité des sources de rayonnements ionisants contre les actes de malveillance » : www.consultations-publiques.developpement-durable.gouv.fr

Fermi propose le concept de surgénérateur.  
18 octobre : création par de Gaulle du Commissariat à l'Énergie Atomique.  
Joliot en sera le premier Haut Commissaire avant d'être révoqué en 1950

Contestations croissantes de la course aux armements USA-URSS dans le cadre de la Guerre froide : s'y ajoutent le Mouvement de la paix (PCF) et des physiciens repentis (Oppenheimer...) affolés par la bombe H (à l'hydrogène).  
Au sein du mouvement pacifiste, tout le monde n'est pas contre les usages « civils », dits pacifiques. Ce que l'on retrouvera, inversé, dans les années 1970 où les opposants aux centrales nucléaires ne veulent pas tous le renoncement au nucléaire militaire, puis dans d'autres luttes (opposants à l'enfouissement pas tous antinucléaires ; antinucléaires pas tous anti-THT...)

1946

Inauguration de Zoé, première pile atomique française (eau lourde, plutonigène)

1948

Première bombe A soviétique (22 kilotonnes)

1949

Appel de Stockholm, lancé par le Mouvement de la paix : « Nous exigeons l'interdiction absolue de l'arme atomique, arme d'épouvante et d'extermination »

1950

Première bombe A britannique (îles Montebello, Australie).  
Première bombe H américaine (atoll d'Eniwetok, 10 mégatonnes)

1952

En décembre à l'ONU, discours Atoms for peace d'Eisenhower.  
Lutte contre l'ERS, examen radioscopique systématisé après la découverte de « tuberculoses florides ». Il sera supprimé dans les maternités en 1958

1953

Paris, 18 février 1958

TRACT DU COMITÉ DE LUTTE ANTI-NUCLÉAIRE

# « Démasquez les physiciens, videz les laboratoires »

Rien, plus rien aujourd'hui ne distingue la Science d'une menace de mort permanente et généralisée : la querelle est close, de savoir si elle devait assurer le bonheur ou le malheur des hommes, tant il est évident qu'elle a cessé d'être un moyen pour devenir une fin. La physique moderne a pourtant promis, elle a tenu, et elle promet encore des résultats tangibles, sous formes de monceaux de cadavres. Jusqu'alors, en présence des conflits entre nations, voire du possible anéantissement d'une civilisation, nous réagissons selon nos critères moraux et politiques habituels. Mais voici l'espèce humaine vouée à la destruction complète, que ce soit par l'emploi cynique des bombes nucléaires, fussent-elles "propres" (!), ou par les ravages dus aux déchets qui, en attendant, polluent de manière imprévisible le conditionnement atmosphérique et biologique de l'espèce, puisqu'une surenchère délirante dans les explosions "expérimentales" continue sous le couvert des "fins pacifiques". La pensée révolutionnaire voit les conditions élémentaires de son activité réduite à une marge telle qu'elle doit se retremper à ses sources de révolte, et, en deçà d'un monde qui ne sait plus nourrir que son propre cancer, retrouver les chances inconcues de la fureur.

Ce n'est donc pas à une attitude humaniste que nous en appellerons. Si la religion fut longtemps l'opium du peuple, la Science est en bonne place pour prendre le relais. Les protestations contre la course aux armements, que certains physiciens affectent de signer aujourd'hui, nous éclairent au plus sur leur complexe de culpabilité, qui est bien dans tous les cas l'un des vices les plus infâmes de l'homme. La poitrine qu'on se frappe trop tard, la caution donnée aux mornes bêlements du troupeau par la même main qui arme le boucher, nous connaissons cette antienne. Le christianisme et ses miroirs grossissants que sont les dictatures policières nous y ont habitués.

Des noms parés de titres officiels, au bas d'avertissements adressés à des instances incapables d'égaliser l'am-

pleur du cataclysme, ne sont pas à nos yeux un passe-droit moral pour ces messieurs, qui continuent en même temps à réclamer des crédits, des écoles et de la chair fraîche. De Jésus en croix au laborantin "angoissé" mais incapable de renoncer à fabriquer de la mort, l'hypocrisie et le masochisme se valent. L'indépendance de la jeunesse, aussi bien que l'honneur et l'existence mêmes de l'esprit sont menacés par un déni de conscience plus monstrueux encore que cette peur de l'an mille qui précipita des générations vers les cloîtres et les chantiers à cathédrales.

Sus à la théologie de la Bombe ! Organisons la propagande contre les maîtres-chanteurs de la "pensée" scientifique ! En attendant mieux, boycottons les conférences voués à l'exaltation de l'atome, sifflons les films qui endorment ou endoctrinent l'opinion, écrivons aux journaux et aux organismes publics pour protester contre les innombrables articles, reportages et émissions radiophoniques, où s'étale sans pudeur cette nouvelle et colossale imposture.

Paris, le 18 février 1958

Premières signatures :

Anne et Jean-Louis Bedouin, Robert Benayoun, Vincent

Bounoure, André Breton, J.-B. Brunius, Adrien Dax, Aube et Yves Elleouet, Elie-Charles Flamand, Georges Goldfayn, Radovan Ivsic, Krizek, Jean-Jacques Lebel<sup>(1)</sup>, Clarisse et Gérard Legrand, Lancelot Lengyel, Jean-Bernard Lombard, Joyce Mansour, Sophie Markowitz, Jehan Mayoux, E.L.T. Mesens, Jean Palou, Benjamin Péret, José Pierre, Jean Schuster, Jean-Claude Silbermann, Toyen.

Au même propos, voir : *La Tour de Feu*, numéro de décembre 1957<sup>(2)</sup> : « Salut à la Tempête » de Pierre Boujut, etc.

Qui refusera de s'en laisser imposer par les équarisseurs diplômés aura à cœur de joindre sa protestation à la nôtre. Écrivez à C.L.A.N. (Comité de Lutte Anti-Nucléaire), 25, avenue Paul-Adam, Paris (17<sup>e</sup>).

1 - Jean-Jacques Lebel, l'un des signataires, interrogé sur les circonstances de la rédaction de ce texte, précise : « [Ce manifeste] fut écrit et distribué à la Sorbonne (avec bagarre à la clé), à l'occasion d'une conférence de Robert Oppenheimer, qui se prétendait anti-militariste et que certains avaient même accusé d'être un "agent de Moscou", mais qui avait joué le rôle que l'on sait dans l'élaboration de la bombe A à Los Alamos. Les anti-nucléaires radicaux, en 1958, certes se comptaient sur les doigts de la main et ce fut une action ultra-minoritaire. Si le mot "honneur" a un sens - ce dont je ne suis pas certain -, ce fut l'honneur des surréalistes de s'être opposés de façon absolue et pratiquement seuls, non seulement à l'arme nucléaire, mais à toute l'industrie nucléaire. »

2 - C'est dans ce n° de *La Tour de Feu* que fut lancé le slogan : « *Actifs aujourd'hui plutôt que radio-actifs demain !* »

Construction à Genève du laboratoire du Conseil Européen pour la Recherche Nucléaire, dont les liens avec le militaire sont structurels (voir Grinevald & alii, *La Quadrature du CERN*), mais que la France eût souhaité plus centré sur « l'énergétique » (discours de R. Dautry, administrateur du CEA, à Lausanne en 1949 : « *Un jour peut-être, avant vingt ans, la vie matérielle de l'Europe ne sera plus assurée par des millions de tonnes de charbon mais par quelques tonnes d'uranium* »)

1954

Les Soviétiques sont les premiers à coupler un réacteur, Obninsk, au réseau électrique. **Luttes contre les premiers réacteurs censément civils**

Divergence de Marcoule G1 (G2 et G3 suivront en 59 et 60). 1<sup>er</sup> programme graphite-gaz d'EDF (Chinon, Saint-Laurent, Bugey) ; production de plutonium à Châtillon. Conférence de Marion King Hubbert sur le pic pétrolier aux USA intitulée « Nuclear Energy and the Fossil Fuels »

1956

Catastrophes de Kychtym/ Mayak (longtemps tenue secrète) et Windscale (depuis rebaptisé Sellafield), rétrospectivement classées 6 et 5 sur l'échelle INES de 1990

1957

Aux USA, en mars, le rapport Brookhaven alerte sur l'ampleur des conséquences matérielles d'éventuels accidents nucléaires et, à l'automne, le Price-Anderson Act limite drastiquement la responsabilité civile des exploitants et industriels du nucléaire. En décembre, couplage au réseau de Shippingport, 1<sup>er</sup> réacteur électronucléaire. En France, le 2<sup>e</sup> plan de développement nucléaire vise 850 MW en 1965

1<sup>er</sup> janvier : entrée en vigueur du traité Euratom. Déclassification des recherches militaires sur la fusion atomique (dont les tokamaks soviétiques, ancêtres d'ITER)

1958

EN DÉBAT  
**L'ARRÊT**  
"IMMÉDIAT"  
DU NUCLÉAIRE

« Un certain rituel démocratique est encore possible dans la gestion d'une société fortement nucléarisée. La prise de conscience des nécessités pour gérer socialement les crises nucléaires pourrait faire que ce rituel lui-même soit une gêne et doive être abandonné sans que l'on ait demandé démocratiquement à la population de renoncer à la démocratie ».

Roger Belbéoch

« Du risque majeur à la société autoritaire », *Le Monde diplomatique*. Manière de voir, 15 mai 1992

## HOMMAGE À Bella et Roger BELBÉOCH

Nous avons appris avec tristesse la mort de la physicienne Bella Belbéoch, le 24 septembre dernier, 5 ans après celle de son mari Roger ; le meilleur moyen de leur rendre hommage reste à notre sens de lire ou relire et diffuser les précieux écrits qu'ils nous ont légués.

Vous trouverez pages 10 et 11 de larges extraits de leur première ébauche de *Programme de sortie du nucléaire en urgence* paru en 1993 comme supplément à la *Lettre d'information n° 59* du Comité Stop Nogent (le fac-similé intégral en pdf est disponible sur [http://www.dissident-media.org/stop\\_nogent](http://www.dissident-media.org/stop_nogent)). Nous ne saurions trop vous encourager à vous y reporter, notamment pour le chap. V).

Actualisé et complété dans *Il faut sortir du nucléaire avant la catastrophe. C'est possible !* (1997, supplément à la *Lettre n° 76*), le texte fut publié en 1998 chez l'Esprit frappeur, puis réédité en 2002 avec une préface de mise à jour.

Puisse cette lecture nous éviter des contresens et faux débats sur l'arrêt « immédiat » du nucléaire, que le Comité Stop Nogent défendit toujours en précurseur avec vigueur, conviction et courage.



# L'ARRÊT "IMMÉDIAT" Qu'es aquò ?



Si un immeuble menace de s'écrouler, faut-il attendre qu'un autre immeuble soit construit pour reloger ses habitants, ou faut-il l'évacuer d'urgence et trouver une solution transitoire ?

CE DOSSIER sur l'Arrêt "immédiat" du nucléaire a été nourri par le débat très attendu qui s'est tenu en séance plénière lors des Journées d'études du Larzac, le dimanche 4 septembre au matin.

Après une présentation du thème par Michel Boccara (dont nous reproduisons ci-contre le texte d'introduction), et les exposés de François Vallet et Jean-Luc Pasquinet (qui ont fourni pour ce n° d'Atomes crochus le texte *Arrêt "immédiat" du nucléaire*, p. 12-13), les échanges ont été riches et fournis.

« Ce qui est important c'est le choix des mots. Déjà en étant réunis aujourd'hui sous la bannière de l'arrêt du nucléaire, on a fait un saut qualitatif important – parce que la sortie du nucléaire c'était une erreur historique dans le choix des mots, surtout pour une question de délai, la sortie, ça évoque forcément une certaine distance. » (Stéphane)

Le mot « Immédiat », que le sens commun retient comme « le moment même », renvoie par son étymologie à la notion de « sans intervalle ». Appliqué à l'arrêt du nucléaire, c'est dire qu'aucune considération annexe (économique, énergétique etc.) ne doit interférer dans sa résolution. Immédiat ajoute à la notion de délai celle du passage à l'acte.

Cette notion est-elle entendable par l'opinion publique ? « Il faut faire la différence entre le scénario et le mot d'ordre. On peut être pour l'arrêt immédiat et contre le mot d'ordre. » (Didier)

« Chaque fois que je parle de "l'arrêt immédiat" j'aime bien ajouter "ou quasi-immédiat" et puis je rentre dans des explications telles que celles qu'on a. » (Pierre)

« Maintenant je pense que ce problème est résolu : avec le terme arrêt c'est de ça qu'on parle, de l'arrêt immédiat ou quasi immédiat. » (Françoise)



## INTRODUCTION AU DÉBAT

**P**ourquoi avons nous choisi de proposer une plénière sur l'arrêt immédiat qui, a priori, peut être un sujet clivant ?

Il ne s'agit pas de proposer l'arrêt immédiat comme « charte » de notre nouvelle coordination mais plutôt, dans la continuité du numéro 2 d'Atomes crochus intitulé *Pas de transition énergétique sans sortie du nucléaire*, de partir de ce que l'on pourrait appeler la *raison pratique*. Parce que, et je cite la fin de l'éditorial de ce numéro 2 : « si nous prenons en compte les critères humains et écologiques, c'est la seule solution raisonnable, parce qu'il vaut mieux consommer moins que tout consumer ». Et ce numéro d'Atomes crochus proposait en dernière page un article de Pierre Lucot et Jean-Luc Pasquinet intitulé *Un seul scénario pour éviter la catastrophe : l'arrêt immédiat*. On rappellera qu'à l'époque, Atomes crochus était une publication du « Réseau Sortir du Nucléaire », coordonné par Michel Lablanque et Michel Boccara, membres de SDN Lot et de Bien profond, également dans le Lot.

Bien sûr, il existe d'autres scénarios de sortie du nucléaire, on devrait dire aujourd'hui d'autres scénarios d'arrêt puisque le terme sortie est inapproprié (on ne sortira pas du nucléaire avant des milliers, voire des millions d'années). Mais aujourd'hui, nous pensons que certains de ces scénarios ne sont plus compatibles avec l'arrêt du nucléaire parce qu'ils impliquent un temps trop long qui ferait courir des risques trop grands à l'humanité en général et à la société française en particulier. Nous pensons, même si nous n'employons

pas tous l'expression « arrêt immédiat », qu'il faut arrêter la production d'énergie nucléaire civile et militaire et le plus vite possible, c'est-à-dire de toutes façons en moins de temps que le plus rapide des scénarios de sortie élaborés par les antinucléaires.

Cela ne veut pas dire que nous allons exclure ceux qui pensent qu'il vaut mieux ne pas mettre en avant un délai aussi court, mais cela veut dire que nous allons nous donner les moyens pour que cette revendication soit entendable, y compris par les antinucléaires qui pensent qu'il faut aller plus lentement. Si nous revenons donc à la conclusion de l'éditorial d'Atomes crochus, c'est-à-dire que l'arrêt immédiat est le seul raisonnable, « si nous prenons en compte les critères humains et écologiques », il faut se demander pourquoi l'arrêt immédiat ne recueille pas l'assentiment de la majorité la population ?

L'argument « économique » ou « énergétique » - on a besoin d'énergie nucléaire pour maintenir notre niveau de vie et de confort - ne devrait pas résister à l'argument de sécurité, de santé et de survie de l'humanité : si la sécurité de l'humanité, voire de la planète toute entière est menacée, nous ne devrions pas hésiter. C'est donc là que la bataille doit se mener, sur le terrain de la santé et de la sécurité, argument qui se situe sur un des terrains privilégiés de la droite conservatrice. À l'heure du terrorisme, que se passera-t-il, par exemple, si une bombe – portée par un drone par exemple – tombe sur une centrale ? etc. Ce n'est bien sûr qu'un des risques envisageables... L'argument « économique » ou « énergétique » ne doit être, pour un antinucléaire, que secondaire, même s'il reste important et même si peut-être, nous gagnerons la bataille grâce à lui. Donc un véritable antinucléaire ne peut, à suivre ce raisonnement, qu'être pour l'arrêt immédiat, et pourtant cette expression fait peur, y compris aux antinucléaires !

Il me semble donc qu'au delà des arguments expliquant,

a) pourquoi il est possible<sup>(1)</sup> et réaliste d'arrêter très rapidement les centrales nucléaires<sup>(2)</sup>, même si c'est plus compliqué immédiatement,

b) pourquoi l'énergie nucléaire est la plus chère du monde (je ne développe pas, je renvoie à *Atomes crochus* n°1, notamment, pour des arguments détaillés).

Il nous faut, si nous voulons avancer vers le mot d'ordre d'arrêt immédiat, réfléchir sur les raisons pour lesquelles l'opinion publique en général, et une partie du mouvement antinucléaire en particulier est opposé à l'arrêt immédiat ou du moins au mot d'ordre d'arrêt immédiat, ce qui pratiquement revient au même... Ce qui sera notamment développé dans notre débat.

En conclusion, et pour éviter toute ambiguïté, je rappelle donc que l'arrêt immédiat n'est pas le mot d'ordre de notre coordination mais qu'il nous a paru souhaitable, voire nécessaire, pour la lutte pour l'arrêt du nucléaire, de réfléchir à l'arrêt immédiat plutôt que de proposer d'autres scénarios.

Michel Boccara

1 - Le Japon l'a fait, il faut en ce qui concerne la France revenir à la consommation de 1980, soit une réduction de l'ordre de 40 % (données de notre ami Jean-Luc Pasquinet qui développera cela en détail tout à l'heure)

2 - en général, par immédiatement, on entend très rapidement, 2 à 3 ans le temps de construire une trentaine de centrales à gaz pour effectuer la transition en attendant que l'énergie renouvelable permette de remplacer toute l'énergie fossile



Signature de l'accord qui inféode l'OMS à l'AIEA.  
Lancement de la construction du surgénérateur **Rapsodie** à Cadarache.  
Protestations des pacifistes de « Contre la Bombe »

1959

Explosion en Algérie de la **première bombe A française**.  
La Convention sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, dite *Convention de Paris*, transpose pour l'Europe le Price-Anderson Act

1960

La **Tsar Bomba**, la plus puissante jamais réalisée (plus de 50 Mt), explose en Nouvelle Zemble.  
Au Congo ex-belge, l'éventualité d'une nationalisation des mines d'uranium du Katanga (d'où provenait l'uranium du projet Manhattan) contribue à l'assassinat de Patrice Lumumba

1961

Création par Jean Pignero de l'Association contre le danger radiologique (ACDR), qui deviendra en 1966 l'Association pour la Protection contre les Rayonnements Ionisants, puis l'**AIPRI** qu'il fondera en 1993 avec le Belge Maurice-Eugène André

1962

Début de la construction de l'usine d'extraction de plutonium de **La Hague** pour pallier une éventuelle indisponibilité de Marcoule. Elle sera recyclée dans le « civil » dans les années 70, époque où démarreront les luttes contre la pollution atomique de La Hague (rejointes par Didier Anger en 1972)

En octobre, apogée de la Guerre froide avec la **crise des missiles de Cuba** (suite à la tentative des USA de renverser Fidel Castro en 1961 après la nationalisation des raffineries de pétrole)

## I - LE DOSSIER NUCLÉAIRE

**E**n 1974, lorsque le gouvernement français a décidé l'électronucléarisation massive de la France, le dossier de l'énergie nucléaire se fondait sur quelques principes simples :

- les accidents graves n'étaient pas possibles,
- la technologie nucléaire était totalement maîtrisée,
- les effets biologiques du rayonnement étaient négligeables,
- l'industrie nucléaire ne pouvait affecter la santé des travailleurs et de la population,
- les déchets radioactifs ne posaient pas de problème spécifique.

C'est sur ces bases que, sans véritable débat, s'est constitué le « consensus » de la population française, malgré quelques violentes oppositions locales.

Qu'en est-il de ces problèmes en 1993 ?

- les accidents graves d'ampleur catastrophique sont du domaine du possible. Des plans d'intervention (ORSEC-RAD) sont élaborés pour gérer les situations accidentelles. Une spécialité en médecine s'est développée pour y faire face (médecine de catastrophe),

- la technologie nucléaire est loin d'être maîtrisée et il n'est pas évident qu'elle puisse être maîtrisable un jour [...],

- les effets biologiques du rayonnement [...] sont reconnus par les comités d'experts internationaux comme beaucoup plus importants que ce qui était admis autrefois. En particulier la Commission Internationale de Protection Radiologique reconnaît explicitement dans ses dernières recommandations de novembre 1990 [...] qu'il n'y a pas de seuil de dose de rayonnement en dessous duquel il n'y a aucun effet cancérigène et génétique. [...] Il est prévisible que les effets biologiques du rayonnement seront encore réévalués en hausse dans les années à venir, à moins qu'une censure stricte ne soit imposée sur les résultats des études par les responsables nucléaires.

- Aucune solution satisfaisante n'a été trouvée pour gérer les déchets radioactifs déjà produits. Si le parc électronucléaire français continue à fonctionner, il produira dans les 15 ans à venir une quantité de déchets double de celle existant aujourd'hui,

- Le plutonium, qui n'était pas considéré comme un déchet puisqu'il devait être utilisé dans les surgénérateurs, devient un déchet particulièrement encombrant depuis l'échec notoire de Superphénix.

- Le volume des déchets radioactifs de faible activité est trop important pour qu'il soit envisageable de les stocker. Ces déchets ne peuvent que finir dans des décharges ordinaires ou qu'être recyclés pour des usages industriels ou domestiques. Cette pratique faite au détriment de la santé publique est une nécessité économique du programme électronucléaire.

**L'industrie nucléaire devait être une industrie propre et sans danger. maintenant les responsables demandent à la population d'apprendre à vivre dans la perspective des**

**dangers nucléaires et d'accepter le stockage des déchets radioactifs car il est impossible de les faire disparaître. [...]**

**Il est urgent que le dossier nucléaire soit rouvert et soumis à une large discussion démocratique à partir des informations qui sont aujourd'hui reconnues comme fiables en exigeant que le secret soit levé sur tous les aspects de l'industrie nucléaire.**

D'autre part, il est clair désormais que la gestion des accidents graves :

- ne peut pas être fondée sur la protection efficace des individus sans compromettre l'ordre économique et social dans son ensemble, - sera déterminée essentiellement par des considérations économiques. La protection sanitaire des populations et des travailleurs ne sera pas l'élément majeur pour la prise des décisions,

- ne peut être confiée qu'à des groupes d'experts qui n'ont pas de comptes à rendre à ceux qui devront en subir les conséquences, des experts anonymes et irresponsables. Ce sont des situations analogues à celles des experts militaires en temps de guerre.

**La protection de la santé publique dans un cadre démocratique est fondamentalement incompatible avec l'existence d'une industrie nucléaire envahissante.**

## II - L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE N'EST PAS UNE NÉCESSITÉ ABSOLUE DU MONDE MODERNE

L'industrie électronucléaire est très inégalement répartie dans les divers pays industrialisés.

La France est le pays le plus nucléarisé du monde [...] lorsqu'on rapporte le parc nucléaire (nombre de réacteurs ou puissance installée) à la population. Ainsi on compte 1 réacteur pour 1 million d'habitants en France contre 3,8 millions en Allemagne. D'après les projections pour 2005, la situation demeurera inchangée. L'écart avec l'Allemagne, les États-Unis et le Royaume-Uni augmentera. Le Japon, malgré des projets de croissance considérable de son industrie électronucléaire, resterait encore loin derrière la France.

Si l'on prend comme indice la part de l'électronucléaire dans la production totale d'électricité, on trouve, au 31 décembre 1991, la France en tête avec 72,7 %, loin devant l'Allemagne (32 %), le Japon (30,5 %), les États-Unis (21,7 %) et le Royaume-Uni (20 %). On peut noter qu'aux États-Unis la dernière commande de réacteur date de 1973 ! (avant l'accident de Three Mile Island).

**Le développement économique d'un pays n'est pas lié au développement de son industrie électronucléaire. [...] Un ralentissement de l'industrie électronucléaire, voire son abandon total ne nécessite pas un bouleversement de la société<sup>(1)</sup>. [...]**

## III - LA SITUATION EN FRANCE

1) Les décideurs ne semblent pas envisager un recul même faible de l'énergie nucléaire, bien au contraire. [...] Les élus ou les candidats aux élections ne semblent pas désireux d'examiner sérieusement le dossier nucléaire et de

susciter un véritable débat démocratique où l'avis de ceux qui devront subir les détriments soit prioritaire.

2) Les autorités de sûreté, dépendant directement du ministre de l'Industrie, n'ont guère de pouvoir face à EDF [...].

3) Vis-à-vis de l'industrie nucléaire la réglementation française est telle (enquêtes publiques, décrets et arrêtés) qu'elle met cette industrie à l'abri de toute intervention même minimale des citoyens [...]. La réglementation française garantit une impunité quasi totale aux exploitants qui volontairement ne respectent pas les normes de sûreté. Ceci explique le « succès » économique du nucléaire français par rapport à ses concurrents étrangers.

4) La place énorme prise par la production électronucléaire paralyse les initiatives des autorités de sûreté pour tenter d'imposer des contraintes à EDF. Quand un défaut générique est détecté, c'est l'ensemble des réacteurs de la série qu'il faudrait arrêter pour réparation et modification. Ceci conduirait à un effondrement de la production électrique difficilement acceptable. [...]

## IV - SORTIR DU NUCLÉAIRE : UNE URGENCE

La situation du parc nucléaire français est particulièrement préoccupante.

1) 57 réacteurs à gérer en respectant un minimum de sûreté est au-delà du possible pour un organisme bureaucratique tel qu'EDF. D'autre part, une décentralisation de la gestion serait encore pire.

2) Selon M. P. Tanguy, l'Inspecteur Général de la Sûreté à EDF, la « culture de la sûreté » n'existe pas à EDF. Depuis plusieurs années, il insiste sur ce point dans ses rapports d'activité mais apparemment sans grand résultat. Il ne se pose pas la question fondamentale : la « culture de la sûreté » est-elle compatible avec le culte du kilowatt-heure, vocation inévitable des producteurs d'énergie dans une économie de marché ?

3) Le vieillissement et la corrosion des composants soumis à des températures élevées, à de fortes pressions, à des niveaux de rayonnement considérables [...] sont plus importants que prévu [...] La volonté de lancer rapidement et d'une façon irréversible le programme d'électronucléarisation massive de la France a favorisé les techniciens ultra-optimistes se satisfaisant d'études partielles et rudimentaires, les techniciens plus rigoureux étant destinés à la « mise au placard ».

4) Depuis quelques années, il apparaît que de nombreuses erreurs de conception ont été commises pour la construction des réacteurs. Ce n'est pas forcément la compétence technique qui dans ce cas est en cause. Il s'agit là, pour certains techniciens, de leur incapacité à envisager que les problèmes pourraient être plus complexes que ce qu'ils croient et que dans certaines situations il n'y a peut-être pas de solution [...].

5) La nécessité de réduire les coûts de production a conduit à adopter des procédures de fabrication insuffisamment testées. Les remèdes technologiques se sont à plusieurs reprises révélés pires que les défauts que l'on voulait corriger. L'industrie nucléaire a été

présentée à l'opinion publique comme parfaite, la technologie nucléaire étant synonyme de référence de perfection. C'était ignorer les contraintes industrielles sur les coûts et les délais qui réagissent directement sur l'orientation des recherches technologiques [...].

6) Malgré les discours médiatiques qui se veulent toujours rassurants, on voit s'accumuler les preuves de déficience dans la sécurité de nos réacteurs. [...] Depuis quelques années a été mise en évidence l'absence de maîtrise par EDF des problèmes métallurgiques. Donnons pour exemple les phénomènes de corrosion sous contrainte de l'alliage Inconel 600, responsables des fissurations dans certains éléments du circuit primaire essentiels du point de vue de la sûreté. [...] Il y a plus grave : la découverte récente de fissures sur les adaptateurs de couvercles de cuve. [...] Des nouveaux contrôles montrent que la plupart des couvercles doivent être changés ou réparés. Mais comment remplacer rapidement tous les couvercles ?

Impossible, la production métallurgique ne peut suivre ce rythme. Le remplacement des couvercles se fera progressivement et les réacteurs fonctionneront pendant ce temps dans des conditions précaires de sûreté. Il est impossible de faire autrement à moins d'en maintenir un certain nombre à l'arrêt et de réduire considérablement la production d'électricité. Depuis quelque temps, à chaque fois qu'un défaut est découvert, on s'aperçoit qu'il affecte tout le parc. **Qui nous garantit que d'autres phénomènes n'ont pas été oubliés par les concepteurs ? [...]**

7) En ce qui concerne le contrôle-qualité, signalons un scandale récent : un sous-traitant important d'EDF, la société Spie-Batignolles, a truqué les examens radiographiques des soudures qu'il devait contrôler. La supercherie a été découverte. À qui devait profiter cette fraude ? Le sous-traitant avait-il quelque chose à y gagner ? Est-on sûr que la responsabilité d'EDF n'est pas engagée dans cette affaire ? [...] Penser qu'il puisse être possible d'éviter de telles dérives dans notre société industrielle est un pur fantasme. Ces dérives sont les conséquences inévitables des contraintes économiques auxquelles sont soumises les entreprises industrielles. Et ces contraintes, il faut en tenir compte dans les analyses de sûreté. Comment le faire sans paralyser le développement de l'industrie nucléaire ?

8) Comment intégrer dans la perfection qu'on nous avait décrite, les états d'âme du technicien de Paluel qui a arrêté la centrale en déclenchant les arrêts d'urgence, les erreurs humaines des opérateurs et des responsables ? Comment tenir compte des actes éventuels de malveillance, voire de terrorisme ?

9) La multiplication des fissures que l'on découvre, sans compter celles que l'on découvre au fur et à mesure du vieillissement des réacteurs ou bien celles qui n'ont pas été rendues publiques, permet d'imaginer de plus en plus facilement des scénarios de catastrophes. L'exiguïté du territoire français compte tenu de la densité de son parc nucléaire (pour la même superficie il y a en France 10 fois plus de réacteurs nucléaires qu'aux États-Unis) accroît considérablement

Fondation par Jean Rostand, Claude Bourdet et des membres du PSU, du Mouvement Contre l'Arme Atomique, qui deviendra en 1968 le Mouvement pour le Désarmement, la Paix et la Liberté et qui travaille avec des pacifistes comme Louis Lecoin. Traité d'interdiction partielle des essais nucléaires (craintes suscitées par les contaminations au strontium des dents des enfants...) : les USA, l'URSS, la GB cessent leurs essais atmosphériques. La France les poursuivra jusqu'en 1974, la Chine en 1980

1963

Lancement du SNLE *Le Redoutable*, premier sous-marin nucléaire français. Service actif de 1971 à 1991

1967

16 mai : l'Assemblée nationale française adopte la loi dérogatoire sur la responsabilité des exploitants d'installations nucléaires

1968

Suisse : fusion du cœur du réacteur de *Lucens* et démarrage de *Beznau*, aujourd'hui le plus vieux réacteur d'Europe et presque du monde (Tarapur 1, en Inde, le devance de quelques semaines)

1969

France : fin de la filière Uranium Naturel Graphite Gaz : *manifestations de physiciens et membres du CEA contre son abandon* (indépendance nationale, quantité d'uranium, etc.). Peu après, *fusion de cœur à Saint-Laurent-des-Eaux A1* (niveau 4, qualifié à l'époque d'incident). Comme Pampidou, dont la famille a des intérêts chez General Electric, tombe malade, c'est finalement Westinghouse (filiale Giscard) qui emportera le marché des réacteurs à eau sous pression

La politique de détente amène le début de l'opposition spécifique et de masse au nucléaire civil (on est au 3<sup>e</sup> programme électronucléaire) qui sera, avec les autres ravages des bétonneurs, à l'origine de l'écologie militante en France.

les difficultés de gestion des accidents graves à moins d'obtenir une apathie totale de la part de la population par un strict contrôle de l'information avec des médias consentants. La maîtrise des turbulences sociales avec la complicité des médias est finalement le seul espoir de pouvoir « gérer » socialement les accidents catastrophiques. [...]

## V - QUELQUES ARGUMENTS FALLACIEUX

Il est nécessaire de réfuter quelques arguments fallacieux qui justifient, soit la continuation du nucléaire, soit le report de la sortie du nucléaire à des temps lointains, ce qui en fait permettrait le renouvellement du parc et un enlèvement dans le nucléaire.

1) La sortie du nucléaire en France augmenterait l'effet de serre et serait particulièrement néfaste pour l'environnement. [...]

2) La sortie du nucléaire serait une source de perte d'emplois. [...]

3) L'abandon rapide de l'électronucléaire serait très coûteux. [...]

Il est bien évident qu'une catastrophe nucléaire en France signifierait la fin de toute l'agriculture française (y compris bien sûr les tentatives d'agriculture biologique). Faut-il compter sur la solidarité internationale pour que le choc ne soit pas trop rude ? En situation normale, les conflits entre États sont déjà particulièrement aigus, on peut imaginer qu'en situation de crise nucléaire le carnage sera sans merci. [...]

**Quel que soit le coût de l'abandon rapide de l'énergie nucléaire, il serait bien inférieur à celui qu'il faudrait assumer en cas de catastrophe nucléaire. Aujourd'hui les autorités officiellement reconnues comme compétentes considèrent qu'un accident majeur en France est fortement probable.**

Mais il ne faut pas oublier que ces arguments économiques n'ont finalement que peu de valeur devant les détresses que devrait subir la population : cancéreux, enfants handicapés moteurs, enfants retardés mentaux, sans compter qu'il faudrait vivre dans une société autoritaire rendue nécessaire pour assurer l'ordre social dans des situations révoltantes.

## VI - SORTIR RAPIDEMENT DE L'IMPASSE NUCLÉAIRE : UNE NÉCESSITÉ

1) Il est certain qu'il est impossible de décréter immédiatement l'arrêt de tous les réacteurs nucléaires en France sans bouleverser d'une façon insupportable la vie de l'ensemble de la population. Et ceci quel que soit le danger apporté par les réacteurs.

En cas d'accident nucléaire extrêmement grave, signalons qu'il ne serait pas possible de mettre à l'arrêt les réacteurs dangereux du même type. La gestion des accidents nécessite en effet de l'électricité et lorsque le nucléaire produit près de 75 % de l'électricité totale, il est impossible de s'en passer même si la situation est dramatique.

2) En escamotant les dangers considérables que l'énergie nucléaire fait courir à la société, EDF espère obtenir, sans débat, l'autorisation de renouveler le parc de ses réacteurs qui dans quelques années seront au terme de leur vieillesse. Si aucune opposition radicale ne se manifeste rapidement, nous sommes assurés de vivre sous la contrainte nucléaire pendant plusieurs décennies par tacite reconduction.

**C'est maintenant que la sortie du nucléaire doit se décider et nous devons manifester notre volonté de ne pas sacrifier nos vies et celles de nos enfants aux intérêts conjugués des industriels et de la technocratie.**

# UNE URGENCE Sortir du nucléaire

par Bella et Roger Belbéoch  
1993

3) Si on se laisse aller à accepter des scénarios où la sortie du nucléaire est prévue dans les 25 ans, si tout va bien, c'est finalement accepter l'option nucléaire et bien sûr ses conséquences catastrophiques. Il n'est pas possible de justifier de tels scénarios retardant la sortie, à partir des conditions objectives de danger que présentent actuellement les réacteurs. Il est vraisemblable que d'autres raisons, surtout en période électorale où les alliances politiques sont capitales, justifient ces scénarios d'une sortie différée du nucléaire. [...]

4) Sortir rapidement du nucléaire implique de n'imposer aucune condition préalable à cette sortie, soit sur le mode de vie (économies d'énergie), soit sur le développement d'énergies nouvelles dites renouvelables (vent, marée, solaire, géothermie etc.). Ces énergies ne peuvent pas, actuellement, remplacer l'énergie nucléaire. Il n'est pas évident qu'elles pourront jouer un rôle important même dans un avenir lointain sans modification profonde de la production et de la société. **Toute référence exclusive à ce type d'énergie pour sortir de l'impasse nucléaire a pour conséquence la justification et le maintien de l'énergie nucléaire pendant longtemps.** [...]

5) Une stratégie de sortie rapide du nucléaire, pour être crédible, ne doit compter que sur les technologies **directement utilisables actuellement**, c'est-à-dire le fuel, le gaz, le charbon. Et cela n'est pas délirant puisque la plus grande partie de l'énergie utilisée dans les pays indus-

trialisés provient de ces technologies.

6) Avec ou sans énergie nucléaire, la consommation d'énergie non renouvelable ne pourra pas durer éternellement sur la planète. Il faudra bien que notre société affronte ce problème, y compris celui de la répartition des richesses nord-sud. Mais le développement ou l'arrêt du nucléaire en France affecte relativement peu les données de ce problème fondamental. [...]

7) Les économies d'énergie électrique ne peuvent que faciliter la sortie du nucléaire. Économies et maîtrise de l'énergie, énergies renouvelables oui, partout où c'est immédiatement possible. Mais pour l'instant ces économies ne peuvent être que des appoints marginaux par rapport aux sources conventionnelles d'énergie.

## VII - QUEL PROGRAMME ?

Il est certain que quelques individus isolés ne peuvent pas élaborer un programme détaillé de la sortie de la France de l'impasse nucléaire. Il est cependant possible de déterminer quelques-uns des critères essentiels qui doivent être pris en compte [...]:

1) **Les dangers de l'énergie nucléaire vis-à-vis de la santé des populations et de la vie sociale doivent être l'élément essentiel de décision. Nous devons prendre en compte la survie et la vie de la société.**

2) Ceci conduit nécessairement à exiger une sortie la plus rapide possible de l'impasse nucléaire.

3) Des mesures immédiates sans répercussion notable sur notre mode de vie sont possibles. En particulier,

- l'arrêt de l'exportation d'électricité. [...]

Comment répartir cette économie est un problème à examiner de près :

- mise à l'arrêt des réacteurs les plus vulnérables,
- réduction de la puissance pour les réacteurs dont le fonctionnement à la puissance nominale est trop dangereux,
- mise à l'arrêt de réacteurs pour lesquels un accident majeur serait impossible à gérer, même en admettant des critères laxistes pour la protection de la population,
- l'abandon définitif des projets futurs de centrales nucléaires,
- l'arrêt des constructions en cours,
- la mise à l'arrêt définitif de Superphénix [...]

4) Lancer immédiatement un programme de construction de générateurs d'électricité à partir d'énergies directement utilisables actuellement (fuel, gaz, charbon) en utilisant les techniques **les moins polluantes développées à ce jour.**

Signalons que la stratégie adoptée en ce moment par EDF pour ne pas se trouver en situation de pénurie en période de pointe bien qu'ayant une énorme surcapacité de production moyenne, ce n'est pas de réclamer quelques réacteurs nucléaires supplémentaires mais d'investir dans des turbines mixtes (fuel, gaz) peu coûteuses en investissement et souples d'utilisation. En somme, c'est EDF qui donne des indications pour la sortie possible et rapide du nucléaire !

5) L'ensemble du programme adopté doit

être soumis à la population dans un esprit de démocratie rénovée. Ceci implique de rendre public l'ensemble des données du problème [...].

6) La mise à l'arrêt définitif suivie de leur démantèlement d'un nombre important de réacteurs nucléaires pose de grands problèmes. Ceci doit susciter un programme d'études pour lequel les techniciens ne devraient tenir compte que de l'intérêt de la protection des travailleurs et de la population. Ceci devrait être une motivation bien plus gratifiante que de ne tenir compte que des intérêts économiques d'un groupe d'individus.

7) La gestion des déchets nucléaires existants, même après l'arrêt définitif de l'électronucléaire, pose des problèmes très complexes et qui impliquent les générations futures. Les autorités gestionnaires actuelles, qu'elles soient technocratiques ou politiques, ont simplifié ces problèmes pour leurrer les populations afin de les amener à accepter sans protester l'enfouissement des déchets chez elles. Le dossier doit être largement ouvert et débattu avant qu'une décision définitive ne soit prise.

La sortie du nucléaire aurait pour conséquence immédiate de cesser la production de nouveaux déchets.

8) Le problème du retraitement des déchets nucléaires doit être réexaminé. L'arrêt du retraitement des déchets étrangers devrait être immédiat.

9) La fabrication des combustibles à base de plutonium (MOX) doit être arrêtée. Ce n'est pas une solution satisfaisante à la gestion du plutonium.

10) L'enrichissement de l'uranium à des fins civiles ou militaires doit être arrêté.

11) L'exportation de toute technologie nucléaire doit être interdite.

**Ce programme de sortie du nucléaire ne peut être envisagé que si les principes de la démocratie fonctionnent complètement. Ceci nécessite bien sûr que les citoyens s'investissent pleinement dans ce choix. LES SOCIÉTÉS HUMAINES NE PEUVENT VIVRE SANS DROIT À L'ERREUR. LA SOCIÉTÉ NUCLÉAIRE N'AUTORISE AUCUNE ERREUR compte tenu de la gravité des conséquences. Pour cette société, l'erreur ne peut être tolérée que si des contraintes autoritaires sont mises en place.**

**L'URGENCE DE LA SORTIE DU NUCLÉAIRE EST UNE NÉCESSITÉ POUR NOTRE SANTÉ ET CELLE DE NOS DESCENDANTS. ELLE EST AUSSI UNE NÉCESSITÉ POUR LA SURVIE DÉMOCRATIQUE DE NOTRE SOCIÉTÉ.**

Février 1993

Extraits choisis par Marie-Christine Gamberini

1 - « Est-il nécessaire de préciser qu'il ne devrait pas y avoir d'opposition entre une sortie rapide du nucléaire avec les moyens dont on dispose (hydraulique, charbon, fioul) et le développement d'une stratégie énergétique pour une société vivable à plus long terme. Ce sont là deux objectifs non contradictoires qui répondent à des préoccupations différentes. La sortie rapide du nucléaire est une réponse adéquate à l'inquiétude justifiée des conséquences d'une catastrophe. La maîtrise de l'énergie, ou plutôt la réduction massive de notre consommation d'énergie, se préoccupe, elle, de promouvoir à plus long terme une société vivable. Une catastrophe nucléaire [...] ne favoriserait certainement pas [...] une évolution de la société vers un 'beaucoup mieux'. » Bella et Roger Belbéoch *Sortir du nucléaire c'est possible, avant la catastrophe*, 1998

Dénonciations très argumentées mais surtout **demandes de moratoire, lutte contre les constructions de centrales, scénarios de non-entrée dans le nucléaire (Alter, etc.) grâce aux énergies alternatives, autres modèles de société que le consumérisme productiviste.** Après 68, l'argument **génétique** devient politiquement incorrect ; l'anti-autoritarisme prime. À l'époque, la CFDT est contre le nucléaire (et pour le charbon)

Le mathématicien Alexandre Grothendieck lance avec Pierre Samuel et Claude Chevalley le groupe **Survivre**, qui deviendra **Survivre et vivre**

1970

Création des **Amis de la Terre France** (qui encourageront bientôt celle de Greenpeace France) Première manifestation contre **Fessenheim** (lancement de la construction) à l'initiative du Comité de Sauvegarde de Fessenheim et de la plaine du Rhin) Pierre Fournier (*Charlie Hebdo*) lance la première manif au **Bugey**

1971

Campagne de **René Dumont** ; création du Mouvement écologique (ME) par Solange Fernex, Antoine Waechter, Philippe Lebreton. Giscard « **Les centrales nucléaires ne seront pas imposées aux populations qui les refusent** ». Evelyne Baylet, le 16 mai 1975 « **Quelles que soient les retombées économiques, la vie des gens vaut davantage** »

1974

Création du **CRILAN** contre le projet de centrale à Flamanville

1975

Création du **Groupement des Scientifiques pour l'Information sur l'Energie Nucléaire**, que les Belbéoch quitteront en 2004 (ambiguïtés de l'expertise des physiciens...)

1976

# ARRÊT "IMMÉDIAT"

Qu'est-ce que ça signifie pour les

« Si les centrales sont dangereuses, pourquoi les fermer seulement dans 20 ans ? Il faut alors les fermer tout de suite. Si elles ne sont pas dangereuses, pourquoi les fermer ? »

Anne Lauvergeon

**L'ARRÊT IMMÉDIAT** du nucléaire est une exigence, portée par des militants et par quelques groupes antinucléaires, exprimée après la catastrophe de Tchernobyl (voir les livres de Bella et Roger Belbéoch) et réactualisée plus récemment après celle de Fukushima (voir le livre de Pierre Lucot et Jean-Luc Pasquinet <sup>(1)</sup>).

Face à ces catastrophes, l'arrêt immédiat de ce qui les a enclenchées apparaît comme la seule solution logique pour éviter de nouveaux désastres de cette ampleur et l'anéantissement de l'espèce humaine ou, en tout cas, l'irréversible dégradation continue de nos conditions de vie sur Terre.

Si on regarde les quantités d'électricité produites, ou qu'il est possible de produire, et les quantités d'électricité consommées, on s'aperçoit que l'arrêt complet de la production d'électricité nucléaire pourrait être en quasi totalité compensé par le recours à tous les moyens techniques disponibles : production en France et importation par les lignes existantes (voir graphique 2).

Et il reste toujours possible, si cela se révèle nécessaire pour remplacer des moyens de production anciens, peu performants et trop polluants, de construire rapidement des centrales au gaz naturel à haut rendement, qui assureront d'autant mieux la transition vers les renouvelables que, contrairement au nucléaire, leur coût de construction est faible et leur production peut être modulée à volonté.

À ce propos, il faut observer la double incompatibilité technique – entre du nucléaire en base et de l'éolien/solaire en appoint – et économique – entre le nucléaire et une forte proportion d'éolien/solaire – si on limite le recours à de coûteux stockages. Dans la pratique, chacun de ces deux moyens de production doit être prioritaire sur tous les autres pour assurer sa rentabilité. Ils sont donc directement concurrents et ont tous deux besoin d'autres moyens de production pour les périodes de pointe ou d'indisponibilité. C'est pourtant cette impossible combinaison, nucléaire et éolien/solaire, que le gouvernement privilégie (dans les textes réglementaires en tout cas) en cherchant par ailleurs à fermer

**P**OUR LES TENANTS DE L'ARRÊT IMMÉDIAT cette exigence est prioritaire sur d'autres luttes politiques (lutte contre le capitalisme), sociales (préservation des emplois), etc. Il s'agit avant tout de défendre le droit de l'espèce humaine à la survie dans des conditions acceptables, même si incidemment cela permet aussi de lutter contre la démesure caractérisant notre civilisation productiviste et symbolisée par l'industrie nucléaire, cette prétention de pouvoir contrôler l'incontrôlable.

En aucun cas il n'est question de nier l'intérêt d'agir contre les menaces que fait peser, sur l'espèce humaine et sur l'environnement, l'utilisation massive de sources d'énergie fossiles. Mais il s'agit de définir ses priorités face aux dangers, et les actions possibles : il est beaucoup plus facile de se passer immédiatement d'électricité nucléaire, qui ne représente que quelques pour cent de toute l'énergie consommée dans le monde, que de se passer complètement d'énergies fossiles. L'arrêt immédiat du nucléaire laisse ouverte la possibilité de réduire toutes les pollutions et menaces liées aux énergies fossiles, et facilite même cette réduction en rompant avec le fantasme d'accessibilité d'une source d'énergie illimitée. L'inverse n'est pas vrai.

L'exigence d'arrêt immédiat est mise en avant par opposition à la vieille idée d'arrêt progressif, ou de sortie (progressive), dont les défenseurs n'ont aucune stratégie de mise en œuvre politiquement crédible et dont les délais de plus en plus flous et non contraignants servent surtout de prétexte pour n'exiger aucune fermeture effective.

## Qu'est-ce que ça signifie d'un point de vue technique ?

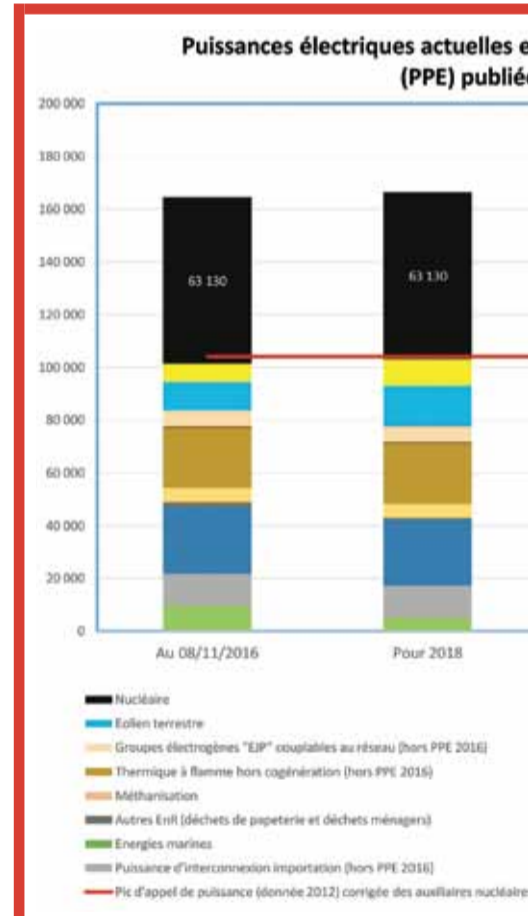
La mise à l'arrêt quasi instantanée d'un réacteur nucléaire est une opération technique réalisée couramment, soit de manière automatique et brutale en cas de défaut le nécessitant, soit de manière manuelle lorsqu'il s'agit de procéder à des opérations de maintenance ou de rechargement de « combustible ». Pour que cette opération technique soit réalisée de manière sûre, il importe d'évacuer la chaleur résiduelle après arrêt de la réaction nucléaire. Et il faut aussi refroidir les barres de combustible usées et encore chaudes stockées dans les piscines à proximité des réacteurs. L'opération administrative de mise à l'arrêt d'une centrale nucléaire, lorsqu'elle est définitive, **ne peut être instantanée** à la fois parce qu'il faut continuer à assurer le refroidissement des réacteurs, puis des piscines, mais aussi parce que le déchargement des matières radioactives du cœur et ensuite la mise en sécurité de l'ensemble des installations prennent du temps (plusieurs années). **L'expression arrêt immédiat du nucléaire ne veut donc pas dire arrêt instantané des centrales nucléaires mais arrêt immédiat de la production d'électricité nucléaire**, et donc de la production de radioactivité artificielle et de déchets nucléaires qui vont avec, de la menace de catastrophe avec contamination radioactive massive, de la mise en danger délibérée de la vie d'autrui, du risque d'effondrement économique du pays, etc. Le sens d'arrêt immédiat est double : on tient compte de la catastrophe que contient le nucléaire et, pour l'arrêter le plus vite possible

afin de préserver l'avenir, on est pragmatique en acceptant de recourir à tout ce qui permet d'accélérer cet arrêt (sobriété, mais aussi fossiles en transition, notamment).

## Est-il possible techniquement d'arrêter la totalité du parc électronucléaire français ?

Une objection courante faite à propos de l'arrêt immédiat est l'impossibilité supposée d'arrêt total du parc électronucléaire français sans risques de coupures majeures (délestages) ou même de black-out (effondrement des réseaux de transport et de distribution du fait de l'excès de consommation par rapport à la production).

Si on regarde en détail les données sur les puissances (de production, d'importation et d'effacement), disponibles ou prévues à court terme, comparées aux données sur les pics de puissance appelée, on s'aperçoit que l'arrêt très rapide de la totalité du parc nucléaire est possible, même en France, sans risque de black-out et avec les moyens existants (voir graphique 1). Il faut certes recourir à l'importation d'électricité mais c'est techniquement faisable avec les lignes de transport d'électricité transfrontalières existantes et les moyens de production de nos voisins européens (la puissance cumulée du parc européen est deux fois plus élevée que l'appel de puissance maximum des dernières années). D'ailleurs, la France fait déjà appel à une partie de ces moyens lors des appels de pointe liés au chauffage électrique que la plupart des autres pays n'ont pas.



Manifestation contre le surgénérateur de **Creys-Malville** (mort de Vital Michalon) ; libertaires, écolos de tous poils, maos... tout le monde n'a pas les mêmes intérêts. Raccordement au réseau électrique de Fessenheim 1 et 2 ; création de la première CLI nucléaire (commission locale d'information)

1977

Création du **World Information Service on Energy**. *L'Autriche renonce à mettre en service sa première et dernière centrale nucléaire* (Zwentendorf). Son refus du nucléaire sera inscrit dans la constitution en 1999

1978

Le film *Le syndrome chinois* sort en mars aux USA, 12 jours avant la fusion de cœur partielle à **Three Mile Island**, sur un type de centrale analogue à celles qui sont alors construites en France. Fin des nouveaux projets électronucléaires aux États-Unis

1979

Création à Dijon du **Mouvement d'écologie politique (MEP)** qui deviendra en 1982 Les Verts-Parti écologiste, puis fusionnera en 1984 avec Les Verts Confédération écologiste

Création de l'Agence Nationale pour la gestion des **Déchet**s **RA**dioactifs, qui hérite du Centre de stockage de la Manche (1969) et deviendra en 1991 indépendante du CEA

Le 13 mars, fusion partielle du cœur de Saint-Laurent-des-Eaux A2 (niveau 4, plus grave que celle de 1969)

1980

# DU NUCLÉAIRE

*Le nucléaire c'est avant la catastrophe qu'il faut l'arrêter, après il sera trop tard.*

Roger Belbéoch

## antinucléaires ?

par François Vallet et Jean-Luc Pasquinet

les centrales fonctionnant au fioul, au charbon et au gaz en France.

Enfin, les déclarations récentes des responsables de l'équilibre des réseaux (RTE) et des responsables de l'Autorité de Sécurité nucléaire (ASN) montrent que non seulement l'arrêt de la totalité du parc nucléaire est une hypothèse envisagée mais qu'en outre l'ASN<sup>(2)</sup> a le pouvoir de l'imposer à EDF du fait des problèmes génériques et spécifiques sérieux qui affectent les réacteurs en fonctionnement. Dans ce cas, la question n'est plus de savoir si l'arrêt immédiat est possible mais ce qu'a prévu l'État français pour assurer la fourniture d'électricité nécessaire au fonctionnement de l'économie. De toute évidence, les moyens existent mais il ne faut pas le dire, ou alors en utilisant un subterfuge qui consiste à dire : il ne faut surtout pas consommer d'énergies fossiles pour produire de l'électricité car c'est mauvais pour le climat !

L'arrêt immédiat du nucléaire est donc techniquement possible mais se heurte à divers blocages que les groupes antinucléaires doivent identifier afin de les dénoncer et d'agir pour les surmonter.

### À quoi se heurte l'exigence d'arrêt immédiat du nucléaire ?

On peut constater d'une part que « l'État nucléaire » n'a absolument pas l'intention de renoncer au nucléaire et que d'autre part il est soutenu objectivement par les tenants de la

« sortie » (progressive) du nucléaire qui ne veulent pas entendre parler d'arrêt immédiat pour des raisons qu'il serait trop long de développer toutes ici. On peut cependant en retenir au moins deux : des raisons de communication et l'« oubli » volontaire que seulement 22,5 % de l'énergie consommée en France l'est sous forme électrique. Réduire efficacement les émissions de GES devrait donc consister à agir en priorité sur la part émise par les 77,5 % restants (essentiellement le pétrole et son monde) plutôt que de fermer des centrales électriques alimentées en fossile.

D'une certaine manière, les tenants de la sortie progressive du nucléaire se font complices de l'État lorsqu'ils focalisent toute discussion relative à l'arrêt du nucléaire (immédiat ou le plus rapide possible) sur la seule dimension « technique » (les scénarios), qui n'est qu'une facette du problème et le terrain de prédilection des pronucléaires et des « experts ». Il importe donc de bien comprendre à quoi et à qui servent les scénarios énergétiques dont la logique n'est pas la nôtre mais celle de l'État, de l'industrie nucléaire et de ceux qui les servent.

Une analyse du scénario Négawatt est en ce sens éclairante et montre bien comment on peut partir d'un blocage politique pour conclure à une impossibilité technique ou énergétique (voir l'article « *Le scénario Négawatt, nuisible au mouvement antinucléaire ?* » p. 14).

En réalité le blocage majeur, en France mais également dans les autres pays nucléarisés,

est la volonté de puissance militaire et géostratégique des États par la détention des technologies et armes atomiques, avec concentration entre quelques mains des décisions et moyens nécessaires.

Un autre blocage vient en France des syndicats dominants, CGT et CFDT notamment, qui sont pronucléaires de façon parfois totalement irrationnelle. Ainsi n'a-t-on jamais vu de syndicats soutenir des demandes de compensations financières de l'État pour la fermeture de centrales à charbon ou à gaz par exemple, alors qu'ils le font pour les centrales nucléaires. On n'a jamais vu à l'occasion de la fermeture de centrales à charbon de grandes luttes à l'instar de ce que l'on voit aujourd'hui à Fessenheim, alors qu'il y a autant d'emplois en jeu par kWh produit dans les deux types de centrales.

Mais il y a aussi un blocage, sur lequel nous pouvons agir directement, qui vient des groupes antinucléaires eux-mêmes, de leurs faiblesses (en nombre et dans l'analyse de la situation présente) et de leurs difficultés à trouver malgré tout les moyens d'agir. Ce blocage se manifeste en particulier par l'enfermement dans la recherche de solutions toujours plus complexes ou exigeantes ou à long terme, en réalité des échappatoires, telles que des alternatives énergétiques au nucléaire (par exemple pour les scénarios énergétiques) ou les alternatives techniques aux impasses du nucléaire (par exemple à l'enfouissement des déchets radioactifs) ou encore des alternatives à nos modes de vie actuels (par exemple pour la consommation d'énergie)

ou enfin des alternatives à l'organisation de la société dans laquelle prolifère le nucléaire (par exemple alternatives au capitalisme). Or le rôle des groupes antinucléaires est d'échapper à cet enfermement, de promouvoir l'arrêt du nucléaire (immédiat, on le souhaite tous) et de trouver des stratégies et alliances pour l'obtenir.

François Vallet,

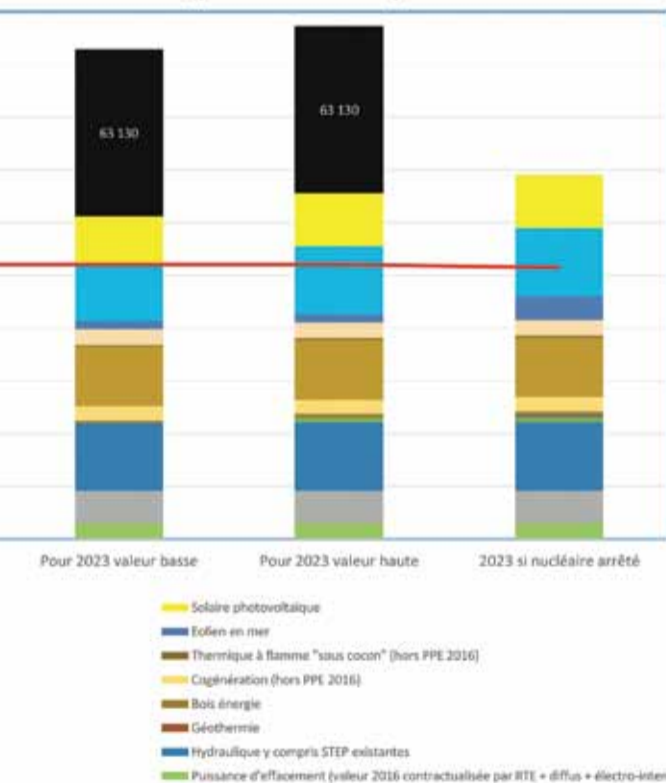
militant de l'Association Arrêt du nucléaire Savoie et Jean-Luc Pasquinet, Décroissance Île-de-France, novembre 2016

1 - Pierre Lucot et Jean-Luc Pasquinet, *Arrêt Immédiat - Pourquoi, comment ? Le scénario qui refuse la catastrophe*, Golias, 2012.

2 - La mise à l'arrêt du tiers du parc à l'automne 2016, du fait de problèmes techniques ou de sûreté, est une situation complètement inédite. Elle nous interroge sur le rôle de l'ASN, sur ses motivations propres et celles de ses agents, sur le rôle de l'État nucléaire dans ses orientations. En tout cas, c'est une situation propice pour sortir le mouvement antinucléaire de l'enfermement et pour orienter nos actions vers la dénonciation des mensonges, des falsifications et des dégâts de toutes natures que nous inflige l'industrie nucléaire depuis trop longtemps. C'est le moment de mettre en avant l'exigence d'arrêt immédiat du nucléaire... avant la catastrophe !

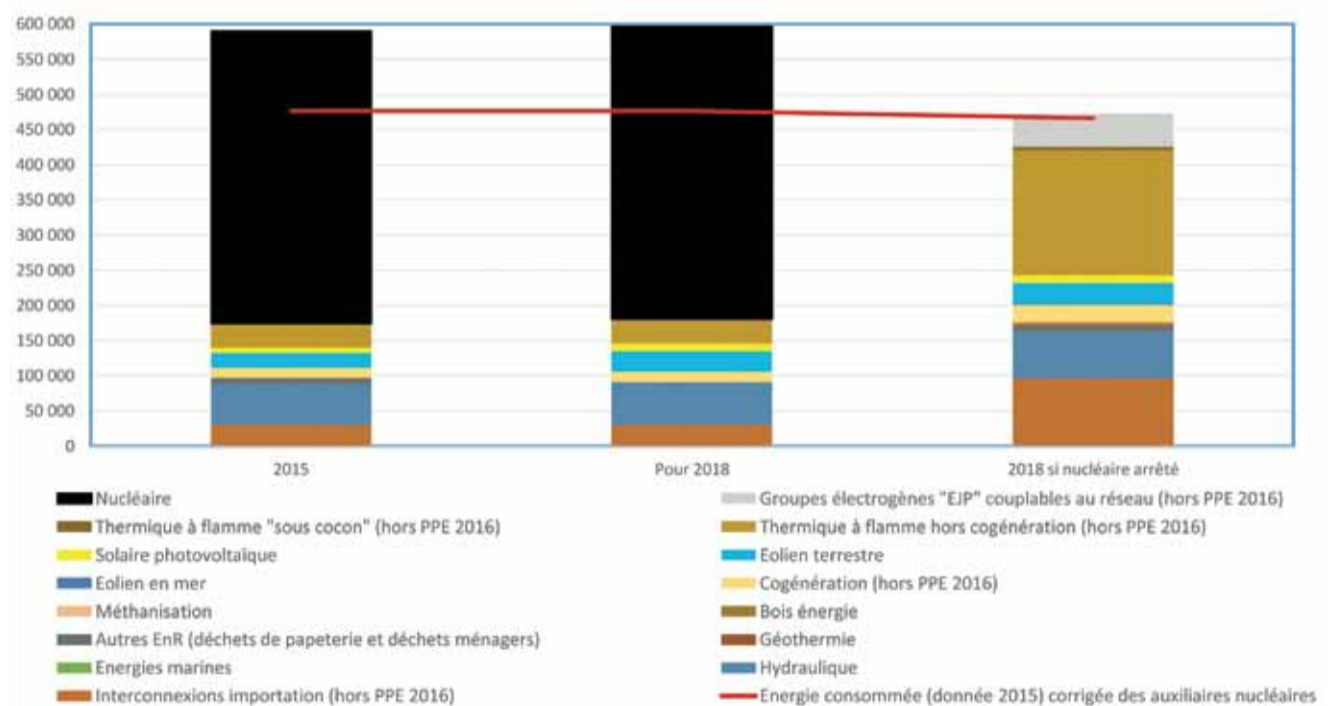
Les déclarations en 2014 de M. Pierre Barnard, vice-président du directoire de RTE, et de M. Pierre-Franck Chevet, président de l'Autorité de sûreté nucléaire, lors des auditions sur le thème « Coût de la filière nucléaire et durée d'exploitation des réacteurs », peuvent être lues à l'adresse suivante : <ur1.ca/qanii>

et prévues dans la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie en octobre 2016 (puissances en MW)



GRAPHIQUE 1

Bilan électrique français actuel et selon prévisions PPE 2016 (énergie en GWh)



GRAPHIQUE 2

Graphiques établis à partir de données issues principalement des documents suivants : Bilan électrique 2015 publié par RTE / L'équilibre offre-demande d'électricité pour l'hiver 2016-2017 Décret n° 2016-1442 du 27 octobre 2016 relatif à la programmation pluriannuelle de l'énergie

Le nucléaire devient de gauche. Plogoff ne se fait pas, Golfech se fera ; ses 30 ans sont prévus pour 2020 et 2023. Même trahison dans les Ardennes : la construction de Chooz B1 et B2 démarre en 1984 et 1985. C'est Mitterrand qui inaugurera le plus de réacteurs et autorisera le plus d'« essais » nucléaires

1981

Début de la « concertation » avec les ONG, multiplication des lieux « d'information » et arènes de discussion sur l'amélioration de la « sécurité ». Professionnalisation progressive des associations ; accroissement du degré d'expertise (d'où démotivation du commun des mortels, délégation de militance...) Suivront les débauchages/neutralisations de militants écolos avec leur entrée en politique, la multiplication des scrutins électoraux, les ouvertures des listes à la « société civile »...

Les services secrets français coulent le Rainbow Warrior de Greenpeace, qui faisait route vers Mururoa pour protester contre les essais nucléaires

1985

À Tchernobyl, l'explosion catastrophique du réacteur 4 n'entraîne aucune « sortie » du nucléaire (la centrale ne fermera que fin 2000, et aujourd'hui, l'Ukraine compte encore plus de réacteurs qu'à l'époque). Face aux mensonges officiels en France, émergence d'associations citoyennes de surveillance de la radioactivité : CRIIRAD à Valence, ACRO en Normandie

1986

Création du Comité Stop Nogent, qui s'oppose à la mise en service de cette centrale proche de Paris et, au vu de l'ampleur des catastrophes possibles et de l'impossibilité d'y faire face de manière démocratique, prône l'arrêt en urgence des réacteurs existants par tous les moyens immédiatement disponibles.

# LE SCÉNARIO NÉGAWATT

## nuisible au mouvement antinucléaire ?

par François Vallet et Élisabeth Brenière

### Qu'est-ce que Négawatt ?

**N**égawatt est à la fois une association loi 1901 ouverte à toute personne physique, un regroupement de professionnels impliqués dans la mise en œuvre de politiques énergétiques appliquées aux bâtiments et aux territoires (la « compagnie » des Négawatts), un organisme de formation (l'Institut Négawatt) et un scénario énergétique étudié par les membres de la compagnie des Négawatts.

Le scénario Négawatt est né de la conjonction d'intérêts entre, d'une part, ces professionnels de l'énergie dans le bâtiment, antinucléaires et de sensibilité écologique, et d'autre part, des militants et des élus ou des candidats aux élections du parti « Les Verts ».

Ces derniers avaient besoin de présenter à leurs électeurs potentiels des propositions ou un nouveau programme sur la question énergétique française. Ces propositions devaient paraître sérieuses, et séduire au-delà de leur électorat traditionnel, dans un contexte d'alliances électorales avec le PS.

Pour cela, la réduction des émissions de gaz à effet de serre a été mise en avant plutôt que l'arrêt du nucléaire.

En effet, la « lutte contre les émissions de gaz à effet de serre » est une « grande cause nationale » qui a fait l'objet d'accords internationaux, est présentée comme indiscutable et, surtout, ne met personne en cause en particulier.

Viser ouvertement l'arrêt de l'électronucléaire, par contre, revenait à s'attaquer à la propagande de l'État nucléariste et à s'opposer à ceux qui ont des intérêts directs ou indirects dans cette industrie. En effet, un certain nombre de Français dépendent économiquement du nucléaire, qu'ils soient salariés d'EDF/AREVA ou d'entreprises sous-traitantes, ou qu'ils bénéficient de retombées financières (communes proches des centrales et des autres sites nucléaires, élus qui gèrent ces communes et les équipements construits avec l'argent du nucléaire, etc.).

### Pourquoi le scénario Négawatt dessert la cause de l'arrêt du nucléaire ?

Négawatt est donc un scénario bâti sur l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre, et non un scénario de sortie ou d'arrêt du nucléaire (selon les auteurs du *Manifeste Négawatt*, page 207 de l'édition 2011, « l'arrêt du nucléaire n'est pas une fin en soi » et « l'arrêt de la production nucléaire ne doit pas avoir pour conséquence l'augmentation des énergies fossiles »). La sortie du nucléaire, nécessaire pour satisfaire l'électorat écologiste, n'est même pas mentionnée dans le triptyque « sobriété, efficacité, renouvelables ». L'arrêt à terme des centrales nucléaires est

juste présenté comme une conséquence des économies d'électricité et de la montée en puissance des énergies renouvelables.

Pourtant, à ce jour, aucune centrale nucléaire n'a été définitivement arrêtée du fait de la réduction de la consommation ou de l'augmentation de la production d'origine renouvelable. Lorsque l'électricité produite en France excède la demande, la solution retenue est d'exporter plutôt que d'arrêter les réacteurs nucléaires. Ainsi l'équivalent de la production de 10 à 12 réacteurs est vendue à bas prix aux pays limitrophes, disqualifiant ainsi d'autres formes de production moins polluantes et les techniques économes en électricité.

Le premier reproche que nous faisons à ce scénario est donc d'avaliser la propagande nucléaire en laissant croire, primo, que le nucléaire civil est nécessaire pour satisfaire nos besoins énergétiques et, secundo, qu'il est indispensable à la lutte contre le réchauffement climatique.

Le scénario Négawatt renforce l'idée que la priorité des priorités serait, en France, de réduire les émissions de gaz à effet de serre, quitte à différer l'arrêt du nucléaire, ou même à y renoncer. Cela revient à nier les effets délétères de la radioactivité sur la santé des travailleurs et des riverains des installations, à minimiser la gravité de l'hypercentralisation, du mensonge et du culte antidémocratique du secret, et à considérer que cette industrie

n'est finalement pas si catastrophique que ça. Dans ces conditions, on se demande bien pourquoi les membres de la compagnie des Négawatts se disent encore antinucléaires, en tout cas dans les conversations privées que l'on peut avoir avec eux.

Le deuxième reproche que nous pouvons faire à ce scénario est de ne pas identifier clairement les freins qui s'opposent objectivement aux mesures de sobriété et d'efficacité énergétique qu'il propose. Ces freins n'étant pas levés, et les mesures proposées pas mises en œuvre à grande échelle, la fermeture des réacteurs serait repoussée aux calendes grecques.

Depuis la crise pétrolière de 1973, de nombreuses mesures d'économies d'énergie, de même nature que celles préconisées par le scénario Négawatt, ont été prises.

L'Agence française pour la Maîtrise de l'Énergie (AFME) créée en 1981 lors de l'arrivée de la gauche au pouvoir, puis devenue l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME), est le « bras droit » de l'État pour accompagner les politiques de « sobriété, efficacité, renouvelables » bien qu'elles ne soient pas désignées de la sorte.

Son budget n'a cessé d'augmenter, son personnel également, les réglementations thermiques, les aides et les politiques

d'économies d'énergie diverses se sont succédées. Pourtant, la consommation énergétique n'a elle aussi cessé d'augmenter (sauf ponctuellement lors des envolées du prix du pétrole, et plus récemment du fait de la désindustrialisation et des délocalisations de productions et de services). La part de l'électricité dans la consommation finale d'énergie n'a également cessé de croître (de l'ordre de 22 % actuellement). Et la part du nucléaire dans la production électrique française est aussi devenue prépondérante.

Certes les membres de la compagnie des Négawatts ne sont pas responsables de cette situation, mais ils l'occultent, continuant à prétendre que des économies importantes d'énergie sont possibles sans s'attaquer aux conflits d'intérêts et au nucléaire. Tous leurs discours sont basés sur une approche technique abstraite et des calculs théoriques qui ne peuvent prendre en compte la réalité de



terrain et les contraintes économiques déterminées par des choix politiques que les élus dont ils sont proches ne maîtrisent pas.

En réalité, le succès relatif du scénario Négawatt auprès d'un public plutôt écolo, qui raisonne à l'échelle individuelle, repose sur un double « mensonge par omission ».

- La « démarche Négawatt » de sobriété, d'efficacité énergétique et de valorisation des énergies renouvelables, qui peut avoir une certaine logique et un net intérêt à l'échelon d'un bâtiment (bien qu'elle soit loin de donner les résultats escomptés du fait des freins structurels indiqués précédemment), n'est d'aucune utilité pour ceux qui décident des modes de production d'électricité à l'échelon national.

- La « démarche Négawatt » ne peut être mise en œuvre, à grande échelle et de manière non coercitive, qu'à condition que celui qui choisit une solution énergétique soit également celui qui fait l'investissement et en maîtrise la réalisation et l'exploitation pour en bénéficier au final. Or il y a très peu de domaines, même dans le bâtiment, où ces conditions peuvent être réunies. Et cette approche qui ne peut s'appliquer qu'à quelques secteurs particuliers de l'économie ne peut en aucun cas s'appliquer à la politique énergétique de la France.

### En conclusion

Le scénario Négawatt a été conçu pour servir à un parti politique et à des élus ou candidats aux élections qui veulent montrer qu'ils peuvent agir pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, en particulier à l'échelon local ou régional. Accessoirement, il sert également de carte de visite à ceux qui l'ont conçu, pour se positionner sur le marché des études au service de politiques locales (par exemple plans climat énergie territoriaux, études pour les territoires à énergie positive, études de projets d'aménagements et de constructions à basse consommation, etc.). Il ne peut pas servir à autre chose, et surtout pas aux groupes antinucléaires qui ne sont pas des groupes politiques.

### C'est donc une erreur que les groupes antinucléaires en fassent la promotion et perdent ainsi de l'énergie militante car :

1 - ce scénario présente l'arrêt du nucléaire comme une conséquence d'une politique de sobriété, d'efficacité énergétique et de développement des renouvelables qui n'a aucune chance d'aboutir, l'expérience l'a montré ;

2 - indirectement, les conséquences du dérèglement climatique sont présentées comme plus graves que le nucléaire, ce qui banalise les effets des catastrophes atomiques et interdit tout recours accru et transitoire aux énergies fossiles (nouvelles centrales à charbon et à gaz en particulier) qui permettrait d'arrêter rapidement les réacteurs ;

3 - vis-à-vis d'un public non décroissant, non écologiste, ce scénario n'est pas crédible, car tout le monde voit bien que la consommation énergétique des ménages augmente toujours, que nous sommes incités à l'accroître encore par des déplacements toujours plus nombreux et éloignés, que notre équipement

en appareils domestiques et de communication est de plus en plus énergivore, que l'exigence de confort et de loisirs est toujours plus forte (climatisation, piscine, jacuzzi, etc.) ;

4 - vis-à-vis d'un public plutôt écolo, il détourne l'attention vers des actions jugées plus positives ou gratifiantes, c'est-à-dire censées apporter des opportunités de projets professionnels ou de vie conformes à ses convictions ;

5 - c'est un scénario énergétique et technique destiné aux politiques qui ne veulent pas remettre en cause l'hégémonie du nucléaire militaire et civil, ni toucher aux intérêts des entreprises de la filière et de leurs filiales.

**En réalité, le scénario Négawatt risque de subir le même sort que le plan Alter du PSU dans les années 70, c'est-à-dire tomber dans les oubliettes de l'histoire en même temps que le parti politique qui l'avait porté se faisait absorber par le PS. La seule chose que l'on pourrait attendre de ses promoteurs, avant que l'essentiel de leur projet ne sombre dans l'absorption d'EELV par le PS, c'est de transformer le slogan Négawatt en : « arrêt du nucléaire, arrêt des conflits d'intérêts, sobriété, efficacité, renouvelables ». Mais cela supposerait qu'ils ne s'attendent pas à des commandes politiques ou publiques !**

Mais difficile pour des écolos français d'assumer des demandes de fermeture (impression de gaspillage si on arrête une fois tous les frais engagés, illusion de pouvoir profiter du démantèlement de la filière charbon pour développer les renouvelables...). Et les formations politiques peinent à faire passer ces questions en tête de leurs priorités, au risque d'alliances qui brouilleraient les clivages idéologiques. Faute de morts immédiates qui pourraient mobiliser, les riverains les plus inquiets quittent les sites, laissant le champ libre à EDF

1986

Accident de **Goiânia** au Brésil (niveau 5). Au moins 4 morts et 245 personnes contaminées par une source de radiothérapie au Cs 137

1987

Colloque « Nucléaire, santé - sécurité » organisé à Montauban (siège de la CLI de Golfech) par le Conseil Général du Tarn-et-Garonne ; Pierre Tanguy (EDF) : « On ne peut exclure que dans les dix ou vingt ans à venir un accident nucléaire civil grave se produise dans l'une de nos installations. » Début de la construction de **Civaux**, sur une rivière dont EDF a toujours jugé le débit insuffisant. Qu'importe ? René Monory aura sa centrale, à 45 mn du Futuroscope

1988

L'Italie ferme ses deux derniers réacteurs, suite au référendum intervenu en 1987 (confirmé par un autre, prévu pour relancer la filière, mais qui aura lieu, par chance, en 2011).

1990

3 irradiés à **Forbach** (Moselle) lors de la maintenance d'un irradiateur industriel (classé niveau 3). Le plus touché mourra à 42 ans, en 2007. Dominique Voynet, tout juste élue députée européenne, renonce à son siège pour devenir porte-parole nationale des Verts et s'oppose aux tenants du « ni droite ni gauche, l'écologie n'est pas à marier »

1991

## Petit journal des groupes

Ce supplément détachable de quatre pages, inséré dans *Atomes crochus* n°5, est plus particulièrement destiné aux groupes et aux militants (et pas que spécifiquement antinucléaires). Nous aurions voulu que cette place consacrée aux luttes soit plus étoffée : il appartient aux groupes antinucléaires de s'emparer de ce possible et de rejoindre l'expérience naissante du collectif "Arrêt du nucléaire".

Nous pensons que la diversité est propice à la réflexion, mais nous avons aussi la nécessité d'une radicalité plus exigeante et, nous espérons, plus efficace. Ainsi sommes-nous, collectif ADN, sortis du réseau "Sortir du nucléaire" (voir l'article *Un bateau ivre*, en dernière page).

Il nous appartient maintenant de dynamiser ensemble la lutte contre le nucléaire civil et militaire.



## FAITES DE L'ART, PAS DE LA SCIENCE !

*Pour élargir et renouveler notre mouvement*

Le mouvement antinucléaire est vieillissant, la moyenne d'âge de nos réunions est souvent de plus de soixante ans. Les antinucléaires n'ont pas su entraîner de nouvelles couches de population... et en particulier la jeunesse. Pourtant les jeunes ne sont pas tous des conformistes. Et si nous voulons réussir, il nous faut élargir notre base, en particulier dans leur direction.

Les jeunes sont attirés par d'autres formes de lutte, des actions plus concrètes mais aussi des formes artistiques comme le théâtre, la musique... qui permettent que le « militantisme » (mot lui aussi vieillissant) soit aussi une fête.

La science n'est pas seulement un point de vue objectif sur le monde, elle prend trop souvent la forme d'une religion d'État ; ce n'est pas uniquement un mauvais usage de la science qui doit être mis en cause mais ses fondements mêmes qui doivent être repensés.

Aujourd'hui, nous devons intégrer les formes artistiques dans notre lutte. Nous devons envisager la fête comme un acte politique.

Le carnaval par exemple a été dans le passé un moyen d'exprimer un mécontentement pouvant aller jusqu'à l'organisation de révoltes et pas seulement un exutoire d'un jour.

Nous devons retrouver ce sens subversif de la fête. Certes, le nucléaire est mortifère mais ce n'est pas en étant mortifères que nous gagnerons. Il importe donc de complètement changer notre manière d'agir, d'envisager des rassemblements, des congrès, des réunions.

Ce n'est pas seulement une question de « démocratie directe », même si celle-ci est importante (voir *La « démocratie directe » est-elle appliquée dans nos groupes et collectifs* ci-après), mais il devient nécessaire d'impliquer les artistes à tous les échelons de notre combat.

Nous avons déjà commencé ce travail lors des précédentes Journées d'études, lorsque nous essayions de réformer le Réseau SDN (voir *Le procès du nucléaire* aux premières Journées et *L'impossible procès* aux secondes) mais nous devons l'approfondir et associer systématiquement des artistes en amont de l'organisation de nos réunions.

Accueillons ces nouvelles énergies et donnons-leur une autre place que le « supplément d'âme » du spectacle.

Michel Boccara



Samedi 3 septembre au CUN du Larzac

## Les Journées d'études d'Arrêt du nucléaire : une respiration, une étape

Réunis sous l'œil pétillant et néanmoins vigilant du réveil dessiné sur la banderole « Arrêt du nucléaire » (création de Michel L), soixante-cinq militants, issus de groupes ou venus à titre individuel, se sont retrouvés sur le lieu mythique du Larzac, les 3 et 4 septembre derniers.

Ici, point d'experts autoproclamés, d'administrateurs, de salariés, d'attachés de presse. Ce qui rassemblait les personnes présentes était la lutte sur un « terrain », géographique ou thématique, porte d'entrée de leur combat contre le nucléaire.

Pendant les années de déchirements et de violence institutionnelle au sein du réseau SDN, on s'était senti étouffer. L'industrie nucléaire, si l'on n'y prend garde, a une capacité de sécréter la violence et la mort, jusque dans les milieux militants qui la combattent. La page était tournée et on passait à autre chose.

Nous étions heureux de nous retrouver, souriants et détendus - une gageure d'avoir organisé ces Journées sans aucun moyen - reconnaissants envers Patrick d'avoir proposé ce camping magnifique du Cun du Larzac et mobilisé son réseau pour la logistique.

Pas d'enjeux de pouvoir pendant ces deux jours mais une écoute bienveillante, un respect de la parole de chacun et chacune, de son engagement militant, de ce qui amène à la lutte antinucléaire. Nous avons osé prendre le temps de nous connaître, de réfléchir, de reporter les décisions qui n'étaient pas mûres : prendre du temps, paradoxalement, même si l'urgence est d'arrêter le nucléaire.

À partir d'une diversité d'expressions, il est apparu une capacité d'être solidaires et de travailler à ce qui nous rassemble, malgré des différences, une envie de progresser vers une position partagée.

Nous retiendrons de ces deux jours une capacité à être à la fois dans un travail studieux et dans un « lâcher prise » convivial. Les débats étaient préparés sérieusement, les ateliers bien menés, le travail a été fructueux. La



réflexion a été élargie à d'autres sujets que le nucléaire (le capitalisme, les compteurs Linky).

On s'est interrogés sur de nouvelles formes de militantisme, qui attireraient peut-être plus de jeunes, comme le théâtre-forum.

Nous avons vécu aussi un moment d'émotion partagée, avec l'envie de se faire plaisir, portés par les chants concoctés par Michel B et ses enfants, au son de l'accordéon d'Anne M, et par la bière des faucheurs. Grâce à la générosité de Mimosa et Patrick et de leurs copains de Sud Rail, nous avons mangé d'excellents repas bios végétariens pour un prix modique. La douceur du temps et le ciel étoilé ont contribué à la magie du lieu.

On s'est quittés en se donnant des rendez-vous : la manifestation contre l'EPR de Flamanville, le comité de rédaction d'*Atomes crochus*, une réunion du collectif / coordination « Arrêt du nucléaire », en espérant que le souffle nouveau exprimé pendant ces deux jours nous donne l'énergie nécessaire pour la lutte avec combativité et efficacité.

Anne Pruvost Freiss

## AUPRÈS DE MA CUVE (sur l'air de *Auprès de ma blonde*)

Refrain

1 / *Au beau pays de France y-a des centrales pourries (bis) Tous les requins du monde viennent y faire leur nid*

*Auprès de ma cuve qu'il fait bon fait bon fait bon Auprès de ma cuve qu'il fait bon mourir*

2 / *Tous les requins du monde viennent y faire leur nid (bis) Areva, EDF, Hollande et compagnie*

3 / *Ils chantent des louanges à la belle industrie*

4 / *Mais nous on ne croit guère, on sait qu'c'est des conneries*

5 / *Hollande et compagnie faut revoir vot' copie*

6 / *Vous pourriez par exemple demander notre avis*

7 / *Que donnerais-tu France pour fermer ces vieilleries ?*

8 / *Je donnerais l'espoir le courage et l'envie*

9 / *Avec nous dans la lutte y aura tous les pays*

10 / *Le Japon et l'Ukraine et la Biélorussie*

11 / *La Chine, l'Inde et l'Allemagne et la Lituanie*

Refrain final :

*Bien loin de ma cuve qu'il fait bon fait bon fait bon Bien loin de ma cuve qu'il fait bon y vivre*

### PETIT JEU

Quel rapport entre l'Euro, le nucléaire et cette boîte de préservatifs ?



# BURE - Le mur du nucléaire est toujours à terre !

par Claude Kaiser

## « ÉTÉ D'URGENCE »

C'est ainsi que les résistants de Bure ont qualifié la période que nous avons vécue cet été et qui va en fait durer très longtemps.

Comme chacun le sait, enfouir les déchets nucléaires plutôt que d'arrêter d'en produire et de s'occuper sérieusement de ceux déjà produits, c'est l'idée meurtrière de l'État capitaliste français aidé en cela par son bras armé et sans scrupule : l'Andra.

« On ne léguera pas ce problème aux générations futures, ce serait immoral. Il faut donc mettre en œuvre le stockage géologique. » C'est ce sophisme éhonté que martèlent inlassablement les pouvoirs publics depuis plusieurs décennies.

Comme s'il n'était pas préférable de léguer aux générations futures un problème qu'elles puissent prendre à bras-le-corps, plutôt que de leur léguer un risque incontrôlable.

Comme s'il n'était pas préférable, si l'on voulait vraiment minimiser la charge laissée à celles et ceux qui vont nous suivre, de couper le plus vite possible le robinet qui remplit les piscines radioactives et rend plus difficile chaque jour la tâche à laquelle la communauté humaine aura à s'atteler pour éradiquer ce sinistre poison.

Mais quelques promoteurs de l'atome, soutenus par les pantins de l'État bourgeois qui n'y connaissent rien, s'accrochent encore à leur pitoyable chimère, cherchant à crédibiliser la filière électronucléaire moribonde en creusant un trou qui, selon eux, fera disparaître la terrible menace à laquelle ils nous ont exposés.

C'est ainsi qu'en plein été 2016, vingt députés tout aussi indignes que leurs collègues absents ont choisi pour un peuple entier d'accélérer le processus de l'enfouissement en votant une « loi sur la réversibilité du stockage géologique » qui n'est rien d'autre qu'une pantalonnade obscène sur laquelle il serait fastidieux de revenir en détail.

C'est ainsi que l'Andra, avant d'avoir obtenu la moindre autorisation, au mépris des lois de ses propres mentors, a commencé à défricher la forêt de Bure pour y mener ce qu'elle nomme pudiquement des « investigations sismiques » alors qu'il s'agit à l'évidence du début des travaux.

L'Andra, l'Agence de l'État capitaliste, a arrosé les collectivités locales, les associations, les entreprises et même les particuliers, à coups de dizaines de millions d'€ pendant 20 ans, a obligé les locaux à vendre plus de 3 000 ha de terres et de forêts à coups de menaces à peine voilées, a triché sur les résultats de ses investigations et s'est fait prendre la main dans le sac à plusieurs reprises, a colonisé le territoire et les esprits à coups de publicités mensongères et de propagande massive jusque dans les écoles, et finalement, a acquis une forêt de 200 ha au cours d'un échange rocambolesque avec une commune limitrophe de Bure (Mandres-en-Barrois). Pour avaliser l'échange, le conseil municipal de Mandres, contre l'avis d'une large majorité des habitants, s'était réuni à 6 h du matin afin d'éviter l'ire de la population. Plusieurs de ses membres étaient directement sous l'influence de l'Andra via divers conflits d'intérêts.

Il serait trop long d'énumérer ici les méfaits de l'État voyou et de l'Andra depuis le début de cette affaire. **C'est pourquoi les résistants à ce projet capitaliste ignoble sont fondés à avoir déclaré cet été d'urgence et à poursuivre sans relâche leur juste combat.**

Après avoir occupé la forêt pendant plusieurs semaines, après s'en être faits expulser par des cohortes de gardes mobiles, après avoir repris victorieusement la forêt au prix d'une lutte acharnée au cours de laquelle les vigiles de l'Andra, armés de gourdin et de battes, se sont illustrés par leur brutalité, les résistants de Bure ont fait une pause toute relative en se reti-



Dimanche 14 août 2016 à Bure

rant du bois mais en érigeant plusieurs vigies en lisière de forêt. **En effet, afin de « protéger ses travaux et son personnel », l'Andra avait décidé d'ériger un ahurissant mur de 2 m de haut et de presque 4 km de long autour de la forêt, fait inédit dans les annales forestières.**

Aussitôt assignée en justice par les opposants pour non-respect du Code forestier (défrichage sauvage) et du Code de l'urbanisme (construction sans permis), l'Andra a continué d'afficher sa suffisance en poursuivant inexorablement ses travaux, malgré les tentatives de blocage des sous-traitants par les résistants.

Plus d'un kilomètre de mur avait déjà été construit lorsque, incroyable surprise, la justice a donné raison aux opposants pour la première fois en 20 années au cours desquelles une vingtaine de procédures avaient été entreprises, sans le moindre succès.

Condamnée symboliquement à 1 500 € d'amende et à la remise en état du terrain dans les 6 mois si aucune autorisation ne lui était accordée, l'Andra a perdu de sa superbe et, surtout, de sa crédibilité auprès de ceux qu'elle réussissait encore à abuser.

Mais elle n'était pas forcée par le Tribunal à détruire son mur de la honte, toujours gardé jour et nuit par les « forces de l'ordre » omniprésentes et se livrant à un harcèlement systématique des résistants locaux (contrôles journaliers répétés, fouilles des véhicules, PV etc.)

Une nouvelle manifestation joyeuse et déterminée a donc été décrétée pour achever le travail juridique et « aider » l'Andra à respecter ses obligations légales.

Et le dimanche 14 août, en plein milieu d'un camp de 15 jours rassemblant des militants de toute la France, quelques 500 personnes se sont retrouvées afin de « remettre la forêt en état ».

Et là, ce fut la surprise, la préfecture prenant peur devant notre nombre et notre détermination, craignant des incidents violents comme ceux qui avaient émaillé nos précédentes actions, a finalement décidé de nous laisser le champ libre. **Nous avons donc pénétré dans la forêt libérée et gagné par forfait face aux forces du pseudo ordre.**

Les jeunes manifestants qui ont pris en main cette lutte, prolongeant celle des opposants historiques, résumant parfaitement l'ambiance qui régnait ce jour-là au travers du paragraphe suivant : « À chaque pan de mur qui mord la poussière, le sol et l'air grondent de nos hurlements enlacés. Les sueurs et les mains s'arc-boutent aux sangles solidement arrimées, et, aux cris de "1, 2, 3 !" et "Allez !", nous abattons, pan par pan, l'infâme mur de la honte d'1 km construit par les nucléocrates. En une journée, un "mouvement de masse(s)" de 400 per-

sonnes a conséquemment attenté à cet embêtant béton entêté. Et poursuivi, dans un effort serein, l'entreprise historique de démolition de l'Andra (et son monde (de merde)). »

Ce fut bel et bien une superbe victoire, une humiliation totale et inédite pour les pouvoirs publics. Certes, la guerre est loin d'être gagnée, mais bon sang qu'est-ce que ça fait de bien, un mur qui tombe ! Depuis cette date, la résistance ne faiblit pas et s'enracine joyeusement.

Les habitants de la Maison de la résistance ont mis en sachets des fragments de « bétonnites authentiques » prélevés sur le mur de l'Andra, pour imiter les sachets d'argile des profondeurs que l'Andra distribue lors de ses portes ouvertes.

Les journées passent à Bure mais nous sommes toujours là. « Et, dans le bois Lejuc libéré de l'emprise de l'Andra, une vie s'est à nouveau réinstallée, des cabanes se construisent, des rêves s'y accrochent. Les travaux sont suspendus, la forêt est plus que jamais libérée. »

Tous les dimanches après midi, des chantiers « construction » fleurissent mais aussi des cueillettes, promenades, initiations à l'escalade, découvertes des cabanes, et on se retrouve ensuite autour d'un feu pour réfléchir à l'enracinement de la résistance !

« On », ce sont celles et ceux qui vivent là en permanence, dans la nature ou dans les différents lieux de vie autour du site de notre lutte, mais aussi celles et ceux qui viennent habiter dans le secteur et s'implantent de plus en plus dans les villages alentour et contribuent ainsi à pérenniser notre implantation humaine et militante.

« On », ce sont enfin tous les militants plus anciens, ou habitants du secteur qui apportent leur soutien ponctuel ou régulier aux courageux occupants de la forêt et perpétuent toutes les formes de résistance antérieures, dans un souci de complémentarité qui nous rend fiers.

Nous avons encore et toujours besoin de cette solidarité locale et nationale.

Car, comme le disent justement les habitants de la forêt : « tôt ou tard les barricades de papier tomberont ».

Car l'Andra a fait appel du jugement qui lui interdit de défricher et a recruté des experts en droit pour éviter ses « erreurs passées ».

Car les vigiles armés et les huissiers sillonnent à nouveau le secteur.

Car les sinistres forces de « l'ordre » patrouillent à nouveau, en voiture ou en hélico, munies de leurs caméras et de leurs appareils d'écoute sophistiqués.

Car la répression a repris de plus belle avec des condamnations pour plusieurs de nos camarades à de la prison avec sursis ou à des amendes pour des délits mineurs, et une pluie de convocations pour des auditions dans « l'affaire du mur ».

Nous ne faiblirons pas : dimanche 13 novembre, 200 personnes ont construit de nouvelles barricades et des haies tout autour d'un terrain de l'Andra que nous avons décidé de nous réapproprier. Avec enthousiasme, nous avons paillé, planté des haies d'arbres fruitiers et de buissons, creusé des fossés, fabriqué des épouvandails, effectué des semis d'hiver, confectionné des buttes...

Nous avons ainsi « affirmé des avenir désiables à la place du désert nucléaire ! »

Et, en cas de nouvelle expulsion de la forêt ou de redémarrage des travaux, nous appelons d'ores et déjà à une convergence massive sur le site dès le samedi suivant les événements.

**Il n'y aura pas d'enfouissement des déchets nucléaires !**

**Ils ne passeront pas !  
Ni ici ! Ni ailleurs !**



## Tout va très bien M<sup>ME</sup> LA MARQUISE

(version antinucléaire)

Allô Allô Fessenheim

Quelles nouvelles ?

Absente depuis quinze jours

Au bout du fil je vous appelle

Que trouverai-je à mon retour ?

Tout va très bien

Madame la marquise

Tout va très bien

Tout va très bien

Pourtant pourtant

Il faut que l'on vous dise

On déplore un tout petit rien

Un incident vraiment banal

Quelques p'tit's fuites dans la centrale

**Mais à part ça Madame la marquise**

**Tout va très bien, tout va très bien**

Allô Allô Fessenheim

Quelles nouvelles ?

Notre centrale a donc des fuites

Expliquez-moi, sans faire de zèle

Comment cela s'est-il produit ?

Tout va très bien

Madame la marquise

Tout va très bien

Tout va très bien

Pourtant pourtant

Il faut que l'on vous dise

On déplore un tout petit rien

Si ces p'tit's fuites ont bien eu lieu

C'est qu'les conduits étaient en feu

**Mais à part ça Madame la marquise**

**Tout va très bien, tout va très bien**

Allô Allô Fessenheim

Quelles nouvelles ?

Nos beaux conduits ont donc brûlé

Expliquez-moi, soyez fidèle

Comment cela s'est-il passé ?

Tout va très bien

Madame la marquise

Tout va très bien

Tout va très bien

Pourtant pourtant

Il faut que l'on vous dise

On déplore un tout petit rien

Nos beaux conduits brûlerent Madame

Car l'réacteur était en flammes

**Mais à part ça Madame la marquise**

**Tout va très bien, tout va très bien**

Allô Allô Fessenheim

Quelles nouvelles ?

Notre réacteur est détruit...

Expliquez-moi, car je chancelle

Comment cela s'est-il produit ?

Eh bien voilà

Madame la marquise

Comm' vous nous l'aviez ordonné

Nous avons fait

Pour voir si tout allait

Un exercic' d' sécurité

Et c'est en déclenchant l'alarme

Qu'on a vu monter quelques flammes

Le feu a pris dans les conduits

Il est arrivé jusqu'ici

Ni un' ni deux le réacteur

A brûlé comme un vieux chou-fleur

Et comme durait la combustion

Alors il entra en fusion

Et c'est ainsi qu'en un clin d'œil

Notre vieill' France a fait son deuil

**Mais à part ça Madame la marquise**

**Tout va très bien, tout va très bien**



Dimanche 14 août 2016 à Bure



# FLAMANVILLE

par **Didier Anger**

## *une manifestation réussie... Et après ?*

### **Un rappel nécessaire : quelles sont les raisons d'une telle mobilisation antinucléaire du Grand-Ouest, les 1 & 2 oct. ?**

- EDF et le pouvoir politique se préparent au « grand rafistolage » des réacteurs existants, prévus à l'origine pour durer 30 ans, et dont on envisage la prolongation jusqu'à 50, voire 60 ans.

- Les travaux d'un prototype EPR, qui se veut vitrine commerciale, s'avèrent un désastre financier en cours (plus de 400 % de surcoût), et une catastrophe à venir sur le plan sécurité (fragilité de la cuve entre autres nombreux aléas) quelles que soient les mises en garde de l'ASN et des commissions diverses qui devaient se prononcer à la fin de l'été 2016.

- L'autorisation de ces travaux ne court que jusqu'au 10 avril 2017 ; EDF en a demandé la prolongation jusqu'en 2020 et attend un décret en ce sens avant cette date.

### **La naissance du CANO, le collectif antinucléaire Ouest, en janvier 2015**

• **Une rencontre informelle** débouchant sur un appel, en octobre 2014, à l'initiative de *STOP EPR ni à Penly ni ailleurs* et à l'invitation du CRILAN (Comité de réflexion, d'information et de lutte antinucléaire) avec l'appui de groupes bretons (Sortir du nucléaire Cornouaille, FAN Bretagne...) auxquels s'est imposée la nécessité de la préparation d'événements liés au rafistolage des vieilles centrales (générateurs de vapeur Paluel et Flamanville en 2015/2016) et aux essais-démarrages de l'EPR de Flamanville.

• **La création le 17 janvier 2015 à Saint-Lô du Collectif antinucléaire Ouest (Cano), sur le mot d'ordre consensuel « Arrêt du Nucléaire, énergie de destruction massive : non au rafistolage des vieux réacteurs, non à la mise en marche de l'EPR », validé à l'unanimité de la cinquantaine de participant(e)s, représentant(e)s d'organisations, associations, partis politiques et individus.**

Des bases organisationnelles sont précisées<sup>(1)</sup> : « ce collectif repose sur l'action et l'autonomie des associations et des particuliers qui le constituent, en aucun cas il ne saurait se substituer à eux. Il a vocation à fonctionner de manière collégiale, transparente et démocratique. Des assemblées générales seront organisées, au moins une fois par trimestre, pour poursuivre le travail de mobilisation et prendre les décisions nécessaires à l'organisation du rassemblement et d'événements en amont. (...) »<sup>(2)</sup>

• **Ces assemblées générales** se sont tenues tout au long de l'année 2015, au rythme trimestriel puis à celui d'une réunion tous les deux mois en 2016. Différentes commissions se réunissant entre deux organisent le travail et rendent compte à chaque AG.

• **La préparation de ce rassemblement** s'est donc poursuivie pendant plus d'un an et demi pendant lequel les militants de diverses organisations ont appris à travailler ensemble au-delà de leurs différences. Doivent être remerciés pour leur implication toutes celles et ceux, du secrétariat aux diverses commissions, grandes et petites mains, bénévoles et... donateurs sans lesquels rien n'eût été possible, qui se sont déplacé(e)s régulièrement, souvent de fort loin (pour certain(e)s plus de 800 km dans la journée), qui ont donné sans compter leur temps, leurs forces et leur argent.

### **Immersion au cœur d'une manifestation réussie<sup>(3)</sup>**

Un mois après le rassemblement, le 5 novembre, nous étions encore 39, membres d'organisations et individuels, à tirer le bilan, politique et financier, de l'événement à l'auberge paysanne du Mesnil Rouxelin, près de St-Lô.

Le tour de table a été long, chacun, chacune ayant à cœur d'exprimer son vécu, sa participation, son analyse. Les retours que nous avons eus ont été bons dans l'ensemble malgré les divisions du mouvement, notamment au niveau national et malgré les difficultés imposées par la situation politique, l'état d'urgence, les mesures contraignantes du pouvoir, et dans une moindre mesure les caprices de la météo (bourrasques et grêle) ; beaucoup de félicitations quant à l'organisation de ces deux journées qui ont permis d'heureuses rencontres intergénérationnelles, propres à remonter le moral militant.

Nous avons annoncé depuis le début de l'organisation que nous serions entre 1 500 et 5 000 participant(e)s, sans compter les nouveaux au concert du soir et aux conférences/débats du dimanche matin.

En effet, le constat s'impose : il est toujours, et sur tous les sites, plus facile de mobiliser les opposants à un projet de construction d'INB (installations nucléaires de base) avant son emprise sur les terrains et le début de travaux ensuite pro-

tégés, comme sur le chantier EPR, par grillages, chevaux de frise et forces de police spéciales. Ce fut le cas notamment à Superphénix à Malville, ce qui n'a pas empêché son arrêt définitif, quelques années après sa mise en route difficile.

On ne peut sérieusement et de bonne foi comparer le nombre de manifestante(s) de Flamanville à celui de Notre-Dame-des-Landes, où l'espoir de victoire restait vif. Certain(e)s ont dû choisir entre les deux événements, séparés d'une semaine seulement. Qui plus est, le Nord Cotentin est un bout du monde où l'on n'arrive que du Sud et de l'Est et il n'échappe à personne que Flamanville n'est pas situé entre deux grosses agglomérations comme Nantes et Rennes...

Les 5 000 personnes ont bien été dépassées (2 700 selon la police). Les premiers comptages du CANO effectués au Haut de Siouville n'ont pas pris en compte les personnes en attente le long du parcours, celles déjà arrivées à Diélette. Greenpeace a annoncé à la presse, qui l'a repris, le plus fort rassemblement depuis 2011.

Un nombre de manifestant(e)s somme toute plus qu'honorable à un moment où le mouvement antinucléaire n'est pas au mieux de son histoire. Cependant, nous avons réussi à rassembler sur le Grand Ouest des militants locaux du CRILAN, des militants de STOP EPR ni à PENLY ni ailleurs, de nombreuses associations antinucléaires bretonnes, de l'Orne (bravo ATN !), de la Sarthe, des Pays de Loire, avec le soutien actif de militants d'EELV, du Parti de Gauche, de Gauche Alter, du NPA, d'autogestionnaires, du Réseau Sortir du nucléaire, de Greenpeace, du

GSIEEN, de SUD, de la Confédération paysanne et de nombreux sympathisants non encartés...

Les 17 cars affrétés ont amené, outre les militants régionaux, notamment des militants de Strasbourg, Bure, Fessenheim en passant par Paris, le Bugey, le Lyonnais etc. Présente également une délégation de Hinkley Point.

La couverture médiatique a été assez importante (télévisions – sans TF1 et FR2 –, radios, internet, presse écrite et même jusqu'aux États-Unis et au Japon grâce à des journalistes sympathisants). Presque tous ont estimé le nombre entre 2 700 et 5 000 (Ouest France de 2 700 à 3 000...).

Les maires et les conseils municipaux nous ont délivré toutes les autorisations nécessaires. Celui de Siouville-Hague nous a accordé l'usage du terrain municipal à l'unanimité des conseillers présents, au nom de la liberté d'expression. L'État, contraint d'admettre le sérieux de l'organisation militante et les autorisations données par les communes concernées, malgré l'état d'urgence, nous a laissés atteindre l'entrée du chantier EPR, et ceci sans incident significatif.

Financièrement, les comptes sont équilibrés et le CRILAN, responsable légal, n'a pas à craindre... un « touché-coulé » et le besoin de faire la... Manche.

### **Et maintenant, que faire ?**

Les 5 000 personnes et plus, l'atmosphère de cette manifestation, le travail effectué par toutes et tous pendant plus d'un an et demi pour les plus motivé(e)s ne suffiront pas, mais on le savait, à arrêter la mise en marche de l'EPR et le rafistolage des réacteurs vieux de plus de trente ans. Trop nombreux sont celles et ceux qui ont oublié que notre force, face au capitalisme d'État et privé, c'est le nombre : il ne suffit pas d'avoir raison, d'avoir les meilleurs dossiers, les meilleurs arguments, c'est le rapport des forces qui décide.

Mais le mouvement n'est pas aussi « crépusculaire » qu'on veut bien le dire (cf. article de Ouest-France en Normandie). Il peut et doit reprendre des forces en assumant ses différences. Le pouvoir nucléaire est moribond mais il ne s'effondrera pas tout seul. Pour aider le colosse à crever, il faudra essentiellement compter sur nous-mêmes et nos mobilisations. Les choses ne changent éventuellement par en haut que si elles bougent très fortement par en bas.

Dans un deuxième temps, trop court, lors de l'assemblée générale du 5 novembre, chaque participant(e) a pu dire si le CANO, modeste outil embryonnaire, a été utile et doit ou non perdurer. Si oui, il lui faudra définir ses moyens, son fonctionnement et acquérir son autonomie financière, le CRILAN n'ayant pas pour fonction d'en assurer la responsabilité financière de façon pérenne. L'assemblée s'est donc quittée en se donnant le temps de la réflexion jusqu'à la prochaine assemblée générale fixée au 28 janvier 2017.

### **Au travail ! La lutte continue.**

CRILAN, le 16 novembre 2016

1 - Liste des organisations représentées le 17 janvier : Collectif STOP-EPR ni à Penly ni ailleurs, CRILAN, EELV Basse-Normandie, EELV Haute-Normandie, Gauche-Alter 50, Greenpeace France, Parti de Gauche 50, Réseau Sortir du nucléaire, Sortir du nucléaire Conouaille, Sortir du nucléaire 44, Sortir du nucléaire 72, Sortir du nucléaire 76, Stop nucléaire 56 / Trawalc'h, Sortir du nucléaire Saint-Malo, des militants de STOP-THT (assemblée du Chefresne) à titre personnel.

2 - Extrait du compte-rendu de la réunion du 17 jan. 2015.

3 - Titre de la vidéo de François Nicolas, « SDN pays Nantais » sur le site du collectif ([www.can-ouest.org](http://www.can-ouest.org)).

## L'Écho des luttes

### Retour du Larzac

De retour de l'excellentissime week-end au Larzac les 3 et 4 septembre 2016, immense espoir dans le Collectif Arrêt du nucléaire en cours de création.

Nous étions 65. L'organisation était extraordinaire, parfaite, 100 % militante, et l'ambiance parfaite également (à mon goût). Tous les exposés et débats étaient passionnants. Cerise sur le gâteau, la soirée de samedi est l'une des meilleures de mon année ! Nous avons chanté et beaucoup ri.

J'ai le plaisir de faire partie du Comité de rédaction du journal *Atomes crochus* que vous avez entre vos mains, et qui fait le compte-rendu de ces deux journées. Dans ce cadre, j'ai fait quelques allers et retours (en train, bien sûr) entre Paris et le sud de la Loire.

Vive le Collectif Arrêt du nucléaire !

Françoise Boman (Paris), médecin



Samedi 3 septembre au CUN du Larzac

### **IL ÉTAIT UNE PETITE CENTRALE** (sur l'air d' *Il était un petit navire*)

#### Refrain

*Ohé, ohé EPR  
EPR pollue  
l'eau et la terre  
pépère*

*Ohé, ohé EPR  
EPR pollue  
l'eau et les airs*

*Il était une petite centrale (bis)  
qui était tou-tou-toujours en chantier (bis)  
Ohé, ohé !*

*Au bout de cinq à six milliards (bis)  
les crédits vin-vin-vinrent à manquer (bis)  
Ohé, ohé !*

*On tira à la courte paille (bis)  
pour savoir qui/qui/qui financerait (bis)  
Ohé, ohé !*

*Le sort tomba sur l'contribuable (bis)  
c'est donc lui qui/qui/qui devra banquer (bis)  
Ohé, ohé !*

*On monta sur la grande cuve (bis)  
elle était tou-tou-toute fissurée (bis)  
Ohé, ohé !*

*Avec de la colle et du mastic (bis)  
les fissures fu-fu-furent rebouchées (bis)  
Ohé, ohé !*

*Un jour dans quatre millénaires (bis)  
on visitera un bien joli musée (bis)  
Ohé, ohé !*

*Le musée d' la connerie humaine (bis)  
qui sera toujours en chantier (bis)  
Ohé, ohé !*

## Les Cookies d'Hélène

- 250 g de beurre mou
- + 250 g de sucre roux
- mélanger à la main*
- + 1 œuf
- + 375 g de farine
- + 1 sachet de levure
- + 350 g de pépites chocolat

Faire des petites boules, les aplatis légèrement et mettre au four à 200 °C. La cuisson dépend de la taille des cookies... quand le tour est marron et le centre encore un peu mou, laisser encore 10 mn.

## L'ÉTAT FRANÇAIS

(sur l'air de *Cadet Rousselle*)

1 - L'État français c'est capital (bis)  
Pour AREVA et ses centrales (bis)  
Elles ne sont pas du tout rentables  
- mais les Français sont con -tribuables

Ab ! Ab ! Ab oui vraiment !  
L'État français est emmerdant  
(variante : l'État français est décadent)

2 - L'État français se demanda (bis)  
Que faire après Fukushima (bis)  
Il lança un débat public  
sur le réchauffement climatique

3 - L'État français a investi (bis)  
Nos deniers dans l'écologie (bis)  
Pour chaque centrale nucléaire,  
il installe des panneaux solaires

4 - L'État français n'est pas ringard (bis)  
S'il nous rackette des milliards (bis)  
C'est pour ITER et pour la science !  
Et puis tant pis pour la Provence !

5 - L'État français a oublié (bis)  
Qu' les centrales produisent des déchets (bis)  
Quand il a vu qu' c'était pas top,  
il en a fait cadeau aux taupes...

6 - L'État français veut recycler (bis)  
Le nucléaire et ses déchets (bis)  
Il fait produire du plutonium,  
plus besoin de crématorium

7 - L'État français est un comique (bis)  
Avec ses p'tites bombes atomiques (bis)  
La bombe à eau, c'est une vieille blague,  
alors il modernise le gag

8 - L'État français veut prolonger (bis)  
Tous les réacteurs délabrés (bis)  
Si l'un d'eux explose sur la Loire,  
on va s'en prendre plein la poire

9 - L'État français a des scrupules (bis)  
Alors il prend un peu d' recul (bis)  
Il démantèle, la belle affaire,  
une centrale par millénaire

10 - L'État français a d' uranium (bis)  
Mais il se fout d' la peau des hommes (bis)  
Il exploite les mines au Niger,  
c'est vrai qu' là-bas tout est moins cher

11 - L'État français a un programme (bis)  
en cas d' catastrophe ou de drame (bis)  
Il a planqué quelques milliards  
pour financer des corbillards

12 - L'État français est prévoyant (bis)  
S'il investit dans l'accident (bis)  
C'est qu'il garde à gauche de la tunc  
pour creuser des fosses communes

13 - L'État français triche au poker (bis)  
Mais nous on va lui faire la guerre (bis)  
Bientôt son carré plein aux as  
va lui retomber sur la face

Ab ! Ab ! Ab oui c'est vrai  
L'État français est emmerdé

Le symbole de l'euro a été pompé sur  
cette marque de préservatifs au radium !

RÉPONSE AU JEU



# Un bateau ivre

ou Pourquoi « nous »<sup>(1)</sup> avons quitté le Réseau SDN  
alors que nous avons la majorité au CA

LORS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE de juin 2010 du Réseau Sortir Du Nucléaire, certains d'entre nous ont engagé un mouvement pour refonder le réseau après le constat d'un certain nombre de dérives sur lesquelles nous ne reviendrons pas [voir par exemple *La crise du réseau et son issue* : <url.ca/qanjf> et *Le grand théâtre de la refondation* : <url.ca/qanjm>].

Dès mai 2010 d'ailleurs, SDN Lot, un des signataires du communiqué de juin 2010, avait proposé d'organiser un grand congrès du mouvement antinucléaire.

Ce congrès a eu lieu en février 2016 mais s'est soldé par un fiasco. Pourtant, nous avons conquis la majorité lors de l'Assemblée Générale de février 2015 avec un programme en trois points :

1) la réhabilitation de Stéphane Lhomme injustement licencié après une drôle de grève de ses collègues et une manipulation de l'Assemblée Générale de février 2010, ainsi que celle des membres de l'ancien CA « déposés » lors de cette manipulation...

2) l'organisation d'un grand congrès du mouvement antinucléaire en 2015,

3) la mise en place d'une régionalisation.

Pendant un an, alors que nous aurions préféré concentrer nos forces sur « l'ennemi extérieur », nous avons dû mener une lutte opiniâtre et frustrante contre une partie des

salariés qui s'accrochaient à leur « chose » et utilisaient pour cela tous les moyens y compris les plus ridicules (comme la grève de la faim de leur coordinateur général) afin d'empêcher ce programme d'aboutir.

Nous avons réussi à réaliser le premier point mais les deux points suivants n'ont pu être menés à bien.

Les salariés ont tenté de freiner le congrès, de le vider de son contenu et ont réussi, avec l'appui il est vrai d'un certain nombre de militants, pas forcément favorables aux salariés mais dont l'ego surdimensionné voyait dans le congrès l'occasion d'une tribune. Tout au long de l'année, ils ont aussi réussi à retourner une partie de nos élus au CA, rendant le travail de plus en plus difficile.

Le congrès a été repoussé en février 2016, soit la date prévue pour l'AG ordinaire et de fait, il est devenu une AG ordinaire avec une omniprésence des salariés, alors qu'il avait été formellement décidé que les salariés ne pourraient participer aux débats, hormis un de leurs



Pour l'Arrêt du Nucléaire



Irrecevabilité



Sans commentaire

## La « démocratie directe » est-elle appliquée dans nos groupes et collectifs ?

par Anne Meyssignac

### Expérience (ratée) d'un ectoplasme citoyen

Malgré notre beau courrier envoyé en avril 2015 aux 286 mairies de Corrèze, la motion proposée par le collectif SDN 19 n'a pas eu de succès : 80 % des courriers se sont perdus (selon l'avis de plusieurs secrétaires de mairies). Sur les 20 % restants, 95 % se sont abstenus... la plupart de voter.

#### Pourquoi cet échec ?

Le texte de motion était porté par une ou deux personnes du village tout au plus : ce n'est pas suffisant pour prétendre à une quelconque « légitimité démocratique ». Les conseils municipaux ne peuvent légitimement prendre position sans avoir le soutien d'un minimum d'habitants (surtout sur un sujet de société aussi clivant que le nucléaire).

Cette action met en évidence les défaillances de notre organisation qui est passée à l'échelon « élus » sans passer par l'échelon « citoyens » : erreur à corriger.

### La démocratie directe comme levier politique d'un vrai collectif citoyen

Ce que je vous propose, c'est de ne pas baisser les bras et de corriger cette erreur.

Le nouveau collectif doit se construire commune par commune, sur un engagement concret : la signature d'un texte. Toute personne, physique ou morale, qui signe le texte fondateur devient membre du collectif.

La nouveauté c'est que chacun collecte sur sa commune un maximum de signataires bien identifiables par les membres du conseil muni-

Cette simulation 2012 pour but de nous apprendre à réagir en cas de catastrophe nucléaire absolument impossible chez nous



cipal : le médecin, le pharmacien, le boucher, le beau-frère, le cousin, le curé, etc. pour faire pression et obtenir une délibération du conseil municipal à ce sujet. Il est envisagé de mettre la pétition en ligne à signer commune par commune.

#### Comment procéder ?

1<sup>re</sup> étape : la proposition de texte fondateur de notre collectif citoyen, à discuter et modifier si besoin. Il ne doit pas être rébarbatif mais court et concis pour qu'un maximum de gens le signent.

2<sup>e</sup> étape : le « noyau actif » sur chaque commune. Ces noyaux actifs sont la base de notre collectif citoyen. Ils sont constitués d'une personne minimum sur chaque commune.

Les noyaux actifs :

- organisent si besoin un débat
- récoltent les signatures
- interpellent leur conseil municipal pour obtenir une délibération
- rédigent un communiqué de presse pour le correspondant local
- communiquent avec la coordination départementale.

représentants, et avec les habituelles pressions de couloir ayant pour finalité de retourner à nouveau une partie de « notre » majorité.

Nous pouvions cependant conserver la majorité des sièges au CA mais à quel prix ? Il aurait fallu continuer de mener une lutte épuisante qui accaparait tout notre temps... alors que nous sommes des bénévoles censés devoir nous appuyer sur les salariés !

Nous avons préféré prendre la décision d'abandonner ce réseau irréformable, en constatant qu'il était au service de « l'écologie politique » et qu'il était devenu un frein pour la lutte antinucléaire.

Nous avons aussi décidé, avec d'autres partenaires, de construire un nouveau collectif national ancré sur le terrain.

Nous ferons très prochainement un appel aux donateurs (dont les salariés confisquent abusivement les coordonnées !). Ils pourront choisir entre financer une ONG et ses salariés (70% du budget) ou la lutte concrète avec les militants de terrain.

Michel Boccara

1 - « Nous » désigne les sept groupes signataires du communiqué commun de mai 2016 (coordination-adn.fr/communique-sortie.html).

3<sup>e</sup> étape : la coordination à l'échelle du département. Elle est animée à minima par un « noyau (très) actif ».

Son travail consiste à :

- récupérer les listes des signataires et les délibérations des conseils municipaux
- interpellier les députés et sénateurs de Corrèze pour obtenir leur position sur le sujet
- synthétiser toutes les données sur le département et communiquer cette synthèse à la presse et à la préfecture.

On peut imaginer une 4<sup>e</sup> étape régionale ! puis une 5<sup>e</sup> nationale !... (mais plus tard).

#### Le chemin de la démocratie directe est long, mais il nous mènera au gouvernement !

Pour atteindre le gouvernement (niveau 5), notre collectif doit d'abord se développer sur les niveaux 1, 2, 3, 4 :

- 1 / noyaux actifs sur chaque commune
- 2 / habitants sur chaque commune
- 3 / mairies
- 4 / parlementaires
- 5 / préfecture, gouvernement

#### Parlons peu, mais parlons bien :

Que penses-tu de ce projet ? Acceptes-tu d'y participer en devenant un noyau actif sur ta commune ?

Si oui, laisse un message sur mon répondeur téléphonique ou par mail avec tes coordonnées et tes disponibilités pour une rencontre festive, entre « noyaux actifs » du nouveau Collectif... et si on l'appelait ADN19 (Arrêt du Nucléaire 19) ?...

Anne Meyssignac : 05 55 84 06 70  
sortirdunucleaire19@gmail.com

# LE NUCLÉAIRE ça ne tient pas debout

MANIFESTE POUR UNE SOCIÉTÉ DÉNUCLÉARISÉE,  
OUVERTE, CONVIVIALE, SOBRE, DÉMOCRATIQUE

par la Commission antinucléaire de Nuit debout

**L**A COMMISSION ANTINUCLÉAIRE DE NUIT DEBOUT s'est constituée pour tenter de regrouper des forces afin de faire avancer la lutte contre la technologie nucléaire et la revendication d'arrêt immédiat du nucléaire civil et militaire.

Elle se propose d'organiser régulièrement des débats sur un des aspects du problème, sur la base d'un exposé introductif.

La catastrophe nucléaire, lorsqu'elle arrive, provoque des dégâts d'une ampleur immense, et cela pour des siècles. C'est la vie même qu'elle menace. La catastrophe nucléaire en France, ce n'est pas un scénario de science-fiction, c'est une perspective dont la probabilité ne cesse de grandir. Il faut obtenir l'arrêt des réacteurs avant la catastrophe, sans attendre que le désastre nous l'impose. Au quotidien, l'industrie nucléaire expose à la radioactivité des centaines de travailleurs et indirectement la population par le biais des transports de matériaux et de la production de déchets radioactifs dont elle ne sait que faire. Il faut que ça cesse. La filière nucléaire est désormais en crise et ne survit que par injections massives d'argent public. Il faut y mettre un terme définitif et permettre aux travailleurs du nucléaire de se recycler dans d'autres activités. Il est possible de vivre dès maintenant sans électricité nucléaire. Concevoir les solutions les plus satisfaisantes, c'est notre affaire.

**En attendant une chose est sûre :  
pas d'autre monde possible sans arrêt du nucléaire.**

## NOUS RÊVONS D'UNE SOCIÉTÉ

- où le climat ne soit pas déréglé par l'activité humaine ;
- où les énergies renouvelables soient à la portée de tous, au plus près des lieux de production et de consommation ;
- où les immeubles soient bien isolés, à énergie passive, capables de produire plus d'énergie que d'en consommer ;
- où la sobriété et la satisfaction des besoins essentiels (se nourrir, se loger, se chauffer, se déplacer, contribuer à la vie de la société par une activité libre) soient à la base des relations sociales ;
- où la santé, le statut et les conditions de travail des travailleurs du nucléaire soient la première préoccupation d'une société qui devra gérer pendant des siècles les déchets radioactifs de toutes sortes (centrales, combustibles, etc.) que les nucléocrates laissent en héritage à l'humanité ;
- où domine une agriculture biologique, capable de nourrir les populations locales, distribuée par circuits courts, en lien avec les SEL, les AMAP, les coopératives de production et de consommation ;
- où les grandes multinationales de la chimie et de l'agrochimie n'aient plus le contrôle de la vie de l'humanité entière, où les OGM et la malbouffe aient été bannis ;
- où les pesticides qui empoisonnent nos campagnes soient bannis une fois pour toutes et remplacés par la permaculture, l'agriculture raisonnée, l'agriculture basée sur l'interaction des insectes, des sols et des plantes, les engrais naturels ;
- où le respect des animaux, des plantes et plus généralement de l'environnement, soit à la base de la relation avec la nature ;
- où la gratuité devienne le principe moteur de la société ;
- où la réduction, la récupération, le recyclage, la fin de l'obsolescence programmée, les collectes sélectives des déchets (et notamment des bio-déchets) permettent l'élimination des incinérateurs, du Tri Mécano-Biologique (TMB) et autres traitements industriels polluants et nuisibles des déchets ;

- où des projets inutiles, nuisibles et imposés, tels que l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ou la LGV Lyon-Turin, ne soient pas possibles ;
- où les guerres permettant le pillage des richesses naturelles des pays du Sud ne soient pas le quotidien de millions de personnes poussées sur les routes et à la mer par l'intervention des grandes puissances ;
- où les migrants ne soient pas accueillis à coups de matraque et surtout ne soient pas obligés de fuir leur pays natal ;
- où la cupidité, l'appât du gain et la soif de profit ne soient pas le moteur des relations humaines ;
- où la concurrence et la guerre de tous contre tous ne soient pas inscrits dans les Constitutions et les traités internationaux ;
- où l'utopie d'une croissance infinie dans un monde fini n'empoisonne plus l'humanité après avoir empoisonné l'environnement ;
- où l'égalité hommes-femmes ne soit plus une revendication mais un acquis ;
- où la haine raciale, sexuelle, religieuse soit remplacée par l'amour et l'entraide ;
- où la politique ne soit plus l'art de berner ses semblables, mais seulement l'apprentissage de la vie en commun ;
- où l'exploitation des plus faibles socialement ne soit pas le principe fondamental qui régit la société ;
- où l'esclavage du salariat (plus ou moins ubérisé, précarisé, sous-traité, privatisé) ne soit pas le fondement de la vie sociale ;
- où l'hypocrisie de la propagande guerrière ne remplace pas l'esprit critique des citoyens ;
- où la démocratie ne s'arrête pas au seuil de l'entreprise ;
- où les humains ne soient plus obligés de se battre pour défendre un code du travail qui pourtant ne fait qu'enregistrer les rapports de domination et de classe ;
- où la démocratie ne soit pas le chèque en blanc donné tous les cinq ans à un homme prétendument providentiel et aux bureaucraties qui peuplent le monde de la politique officielle ;
- où les citoyens se sentent directement concernés par la gestion de leurs affaires et ne délèguent plus leur pouvoir de décision ;
- où les assemblées sur les lieux de vie et de travail soient le moteur de toute décision à l'échelle de la société et où la majorité soit capable de ne pas imposer sa volonté à la minorité ;
- où les Constitutions ne soient pas des déclarations de principes de liberté, d'égalité et de fraternité qui seraient concrètement bafoués ;
- où les citoyens soient en mesure de contrôler collectivement leurs délégués, puissent leur demander régulièrement des comptes, détiennent le pouvoir de décision sur le sens de la société dans laquelle ils vivent ;
- où tout ce qui est commun (eau, air, terre, énergie) ne soit ni privatisé ni privatisable ;
- où la santé ne soit pas l'affaire d'une bureaucratie médicale toute-puissante, soumise à la logique de la rentabilité, mais une collaboration conviviale entre professionnels et malades ;
- où la santé mentale redevienne l'affaire de toute la société et ne soit plus déléguée à des professionnels dans le but de la



- où la science ne soit plus le monopole des universités et des centres de recherche, soumise aux impératifs de la rentabilité et livrée aux appétits des multinationales, mais devienne enfin un instrument de libération et de progrès social ;
- où la formation ne soit plus le travail exclusif des enseignants, mais où l'on recommence à penser la déscolarisation de la société, dans une relation harmonieuse entre enfants et adultes ;
- où l'économie cesse d'être la science de la justification du pouvoir de la finance et des puissants de ce monde et livre au plus grand nombre les coffres-forts des privilégiés ;
- où le langage ne soit plus approprié par les spécialistes de novlangue patronale destinée à cacher la réalité des choses, mais devienne un instrument de libération des esprits ;
- où la poésie, la culture, la lecture, le chant, le théâtre, le cinéma et tous les arts soient accessibles à tout le monde.

**Pour que tout ça soit pensable et possible,  
il y a une chose à obtenir avant tout :  
l'arrêt immédiat du nucléaire, afin que soit écartée  
l'épée de Damoclès de la catastrophe. Si la catastrophe  
devait se produire, tous nos rêves seront rendus caducs.**

Nous sommes évidemment favorables à toutes les initiatives qui vont dans le sens d'une dénucléarisation de la production d'énergie. L'abandon d'EDF et d'autres producteurs d'énergie nucléaire pour passer à Enercoop est bienvenu. Mais nous savons que, sans recours à la lutte, ça ne suffira pas.

Nous savons que du nucléaire nous ne sortirons pas. Une fois arrêtées, les centrales atomiques resteront radioactives et devront être surveillées aussi longtemps qu'il le faudra, en attendant que des scientifiques trouvent le moyen de les rendre inoffensives. Les déchets accumulés jusque-là seront à gérer plusieurs siècles durant.

- L'urgence, c'est donc d'arrêter d'en produire.
  - L'urgence, c'est d'éviter la catastrophe prévisible dans le pays le plus nucléarisé du monde.
  - L'urgence, c'est de protéger les populations contre les apprentis sorciers qui ont fait le choix du tout nucléaire pour empêcher qu'on puisse ne serait que penser d'arrêter les centrales.
  - L'urgence, c'est d'empêcher les criminels qui ont mis en place les conditions d'une catastrophe majeure de poursuivre leur logique folle et meurtrière.
  - L'urgence, dans un pays où la lutte antinucléaire a été vaincue par l'État et le lobby nucléaire dans les années 1970 et 1980, et s'est ensuite transformée en mouvement d'accompagnement et d'expertise, est de rallumer la flamme du combat collectif.
- Et le premier pas à faire, c'est de se fixer comme objectif politique **l'arrêt immédiat du nucléaire.**

**POUR UN AVENIR RADIEUX ET SANS NUCLÉAIRE,  
CONTRE UN AVENIR ODIEUX ET RADIOACTIF**

Validation de la stratégie de « gauche plurielle » du parti vert, qui le conduit à renoncer à son programme politique de sortie du nucléaire en un septennat au profit de scénarios techniques sur 20-25 ans. À la commission Énergie, les physiciens cèdent peu à peu la place aux énergéticiens. Du coup, Stop Nogent publie son 1<sup>er</sup> scénario de sortie en urgence

1993

Parution de la BD *Le nucléaire détrôné* (Antoine Bonduelle, Inestene, Silence, Greenpeace, Les Verts...). La préface d'Hélène Criei résume le changement d'orientation : « La nouvelle vague antinucléaire joue finement : elle ne réclame plus l'arrêt immédiat des centrales en activité, se contentant d'exiger une sécurité accrue, mais parie sur l'immense gisement d'économies d'électricité qui reste à exploiter, en France et dans le monde. »

1994

On découvre aussi dans cette BD la définition du négawatt : « dû à Amory Lovins, cette expression désigne littéralement le kilowatt économisé. Comme le kilowatt des débuts, c'est d'abord une construction intellectuelle, mais qui prend forme une fois le marché établi. Pour vendre du négawatt, les compagnies proposent à leurs clients (des industries ou des compagnies électriques) de réaliser des économies d'électricité, qui seront facturées comme s'il s'agissait d'une nouvelle centrale. »

Démarrage de la production industrielle de MOX (mélange d'oxydes d'uranium et de plutonium) dans l'usine Melox près de Marcoule. Allemands et Japonais seront les principaux clients étrangers. Enquête publique en vue du démantèlement de Brennilis (Finistère), petit réacteur à eau lourde et CO<sub>2</sub> à l'arrêt définitif depuis 1985. C'est le début d'un long feuilleton... Quelques semaines avant les 50 ans d'Hiroshima, le président Chirac ordonne une dernière campagne d'essais nucléaires dans le Pacifique. La France signera le TICE (traité d'interdiction complète des essais nucléaires) l'année suivante

1995

# LETTRE à Camille

et à la petite lumière qui veille en chacun et chacune de nous...

**C**AMILLE c'est le nom emblématique des ZADistes. Nous saluons par ce nom tous ceux et celles qui résistent aux Grands Projets Inutiles Imposés qui éventrent le pays.

Jusque là, on subissait en silence les dommages imposés à la nature car on croyait qu'ils servaient l'intérêt général mais on s'aperçoit qu'ils ne servent que des intérêts particuliers, auxquels les décideurs sont prêts à sacrifier la santé de tous et la biodiversité.

C'est donc avec une détermination nouvelle que la résistance se met en place partout et il serait bon d'inclure la lutte contre le nucléaire dans cette dynamique.

Car parmi tous les Plans Imposés, le NUCLEAIRE est le plus Gigantesque, le plus Insoutenable. Son origine vient de la volonté de produire du Plutonium : à La Hague s'entassent des tonnes de ce radionucléide ultra-toxique. Il n'est pas classé « déchet » parce qu'il attend d'être transformé en bombes...

Le nucléaire est Imposé d'autant plus sournoisement qu'il échappe au contrôle de nos sens. C'est au plus secret des cellules que les rayons sèment le désordre provoquant cancers, leucémies et malformations. Comme les rayons sont indolores et comme leur action est aléatoire et différée, on peut faire croire n'importe quoi : les promoteurs de l'atome ne s'en privent pas !!!

Tout est fait pour mettre les citoyens devant le fait accompli et il est difficile de combattre un ennemi qui a si bien su se glisser dans les mentalités et dans le quotidien de tous.

Le nucléaire est un Projet, au sens le plus négatif qui soit : il endort la vigilance des citoyens d'aujourd'hui et il PROJETTE abusivement ses nuisances dans un avenir indatable. L'industrie nucléaire est une FOLIE TOTALITAIRE. Les promoteurs de la filière s'imaginent maîtriser l'énergie atomique et pour donner le change, ils multiplient les contrôles mais mesurer n'est pas maîtriser.

Le pouvoir qu'ils croient acquérir les place en réalité sous la coupe d'HUBRIS - c'est ainsi que les Grecs anciens appelaient la folie de la démesure. Hubris les enivre et les rend aveugles à tout ce qui les entoure... jusqu'à ce que Némésis intervienne.

À nous d'incarner NÉMÉSIS, le jugement de l'histoire, et PAN, l'intérêt commun. À la lumière des mythes, les événements récents prennent du relief et du sens.

L'Autorité de Sécurité Nucléaire, l'ASN, ayant détecté un taux de carbone trop élevé

dans la fonte et l'acier des équipements, ne peut pas faire autrement que d'exiger l'arrêt des réacteurs pour en contrôler la solidité.

Les promoteurs du nucléaire s'obstinent à faire tourner la chaîne en niant tout principe de bonne gestion : pas de souci de ce côté-là, c'est le contribuable qui paie, et en niant les risques : nous sommes sous la menace quotidienne d'un ACCIDENT prévisible.

Après en avoir nié l'éventualité, le lobby en nie la gravité. ETHOS, un programme pronucléaire qui n'a rien d'éthique « aide » les victimes de Tchernobyl et Fukushima à se « responsabiliser ». Les populations sont censées « vivre avec la radioactivité ». Un compteur Geiger suspendu au cou, on s'habitue à éviter les « bip » : si tu chopas un cancer c'est que tu n'as pas su t'éloigner des lieux contaminés ; tous « responsables » y compris les écoliers. Acceptes-tu, Camille, de voir ta RESPONSABILITÉ réduite à suivre les indications d'un compteur ?

Nous ne sommes donc

- pas protégés par les POLITICIENS : ces décisions délirantes viennent d'eux,

- pas protégés par les consignes de SÉCURITÉ : la perfection requise est impossible à atteindre et les inspecteurs chargés d'y veiller sont parfois désavoués par leur direction.

- pas protégés par les NORMES qui établissent, à partir des « nécessités » de la production, un taux de contamination jugé « socialement acceptable » mais qui accepte d'avoir le cancer ??

- pas protégés par l'OMS qui refuse d'admettre la nocivité pourtant reconnue des faibles doses.

- pas protégés par la LOI qu'EDF et les entreprises n'hésitent pas à enfreindre.

Nous ne pouvons compter que sur NOUS !

Dans les couloirs, le phénomène GPII commence à inquiéter. On parle d'un « audit des territoires » : ce serait une bonne idée de remettre le pouvoir de décision entre les mains des gens concernés, non ? Encourageons cette idée, investissons ces assemblées, afin de décréter l'arrêt du nucléaire avant la catastrophe annoncée !

Unissons nos forces, Camille !

Décrétons la France et au-delà, la Terre entière, Zone À Défendre... dans le respect des hommes et de la nature !

Françoise Chanial  
Amis de la Terre Poitou

## REFUS DE LINKY

### LETTRE COLLECTIVE AUX MAIRES ET CONSEILLERS MUNICIPAUX

par **Françoise Boman**, médecin

Premiers co-signataires

- Noms, prénoms, adresses du domicile

Recommandé avec accusé de réception

Objet : demande de porter à l'ordre du jour du prochain Conseil municipal de Paris le vote de délibérations de refus du déploiement des compteurs communicants sur la ville de Paris (et/ou de prendre des arrêtés dans ce sens).

Madame Anne Hidalgo, Maire de Paris

Madame la Maire,

Depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2015, la société Enedis est autorisée à déployer l'installation de 35 millions de compteurs d'électricité dits Linky dans toute la France, dans chaque foyer, pour un coût estimé à ce jour entre 5 et 10 milliards d'euros selon les sources, en six ans - chiffre qui ne tient compte ni du coût de la création de centres de gestion des données, gros consommateurs d'énergie, ni du renouvellement prévisible des dispositifs dans 10 ou 15 ans.

Un tel déploiement est aussi inutile que nuisible pour l'immense majorité de la population. Il s'accompagne d'un énorme gâchis énergétique et de matières premières puisque seront mis au rebut 35 millions de compteurs en état de fonctionnement. Il supprime des milliers d'emplois. Linky est inutile pour la maîtrise de la consommation d'électricité par les clients et pour la transition énergétique du pays.

Linky met notre santé en danger en nous exposant, sans qu'on puisse y échapper, à des ondes électromagnétiques invisibles et délétères. Il s'agit d'ondes pulsées à haute fréquence (radiofréquences) particulièrement toxiques pour le cerveau notamment chez l'enfant. En cas d'exposition chronique, elles peuvent provoquer des cancers qui se révéleront des années plus tard. Elles perturbent le sommeil et le système immunitaire. Elles peuvent aggraver ou déclencher l'électrohypersensibilité (douleurs, troubles cardiaques, etc.).

La technologie Linky permet la mise sous surveillance (commerciale, policière, judiciaire) de la population et sa manipulation par l'exploitation des big data. Elle fait courir un risque d'incendies, de pannes, de piratage informatique et de black-out aux conséquences potentiellement très graves.

Les compagnies d'assurances refusant d'assurer les risques liés au rayonnement électromagnétique, la Mairie sera pleinement responsable des préjudices que le compteur Linky pourrait provoquer.

En Allemagne, aux États-Unis, au Canada, les autorités reviennent en arrière sur le déploiement des compteurs communicants.

En France, les maires sont tenus de préserver la santé humaine et l'environnement de leurs administrés. La municipalité de Paris est en outre propriétaire des compteurs d'électricité de Paris.

C'est pourquoi, et cela dans l'intérêt général, nous vous demandons de porter à l'ordre du jour du prochain Conseil municipal de Paris le vote des délibérations suivantes ou de décider des arrêtés suivants :

1. Interdisant l'installation des dispositifs du système Linky (compteurs et concentrateurs) sur le territoire de la commune.
2. À tout le moins, interdisant le remplacement par Linky du compteur actuellement attribué à toute personne ayant exprimé son refus de Linky par courrier recommandé avec accusé de réception au siège social d'Enedis.
3. Obligeant Enedis à remettre en place l'ancien compteur qu'il aurait remplacé abusivement par Linky et cela sur simple demande de l'utilisateur par courrier recommandé avec accusé de réception au siège social d'Enedis.
4. Donnant droit à tout usager de refuser les compteurs communicants individuels de gaz (Gazpar), d'eau (froide, chaude) et de répartition de chaleur dans les immeubles à chauffage collectif, sur simple demande de l'utilisateur par courrier recommandé avec accusé de réception au siège social de la société concernée.

Nous tenons à votre disposition tous les éléments d'informations susceptibles d'appuyer notre demande.

Nous vous remercions bien vivement à l'avance et nous vous prions d'agréer, Madame la Maire, l'expression de notre considération la plus distinguée.

Signature au nom de xx co-signataires

La suspension par Chirac du service militaire (créé en 1905) achève de mettre le pacifisme militant au second plan au profit de « l'humanitaire » et entraîne une crise dans les milieux associatifs en les privant de précieux objecteurs de conscience. Malgré les luttes locales, connexion au réseau de Chooz B1 (B2 en 1997), 1 500 MW (la Mise en Service Industriel n'interviendra toutefois qu'en 2000 : visiblement le nouveau « palier N4 » n'est pas au point). La date hypothétique de fin de sortie progressive du nucléaire s'en trouve repoussée à 2026-27 (30 ans) voire 2036-37 (40 ans) ou même 2040 si on se base sur la MSI

1996

Dominique Voynet laisse à son suppléant socialiste son siège à l'Assemblée nationale pour devenir ministre de l'Environnement de Jospin. Ses conseillers énergie sont Bernard Laponche et Pierre Radanne. Elle signera le décret de réalisation du labo de Bure. La fermeture de Creys-Malville suscite de grands espoirs chez les écologistes, sans analyse de sa spécificité.

1997

Dissolution des « Européens contre Superphénix », basés à Lyon, et création du Réseau Sortir du nucléaire (qui comptera parmi ses permanents nombre de membres ou sympathisants des Verts). Les groupes du Sud-Ouest (Golfech raccordée au réseau en 1990 et 1993 malgré des luttes depuis 1974) y sont très impliqués, en principe favorables à l'arrêt immédiat... mais aussi à une fédération large.

La Charte de compromis rédigée à Agen lors de la première AG du RSDN dit « nous, citoyens, scientifiques, élus, associations, entreprises... voulons une décision immédiate de sortie du nucléaire ». Cela privilégie la voie du salut par les urnes et présuppose que la décision détermine la pratique (pour la législation sur l'IVG, par exemple, ce fut l'inverse) ou que toute décision politique, fût-ce à long terme, est automatiquement appliquée. Côté moyens, cette charte fondatrice prévoit, outre l'essor des renouvelables et les économies d'énergie,



# LINKY ET NUCLÉAIRE

par Stéphane Lhomme

## ONDOPHOBIE

« L'Académie nationale de médecine considère donc que, dans ce débat plus idéologique et politique que sanitaire, le vrai danger pour la santé publique consiste justement à accréditer des risques purement hypothétiques qu'aucune étude validée n'a confirmés. C'est pourquoi, elle doit mettre en garde contre les effets indésirables de mesures restrictives régulièrement réclamées depuis des années, mais dont l'effet anxiogène risque de générer des inquiétudes susceptibles de provoquer des effets néfastes bien réels chez certaines personnes. »

Nombre d'antinucléaires auront reconnu, dans cet extrait d'un communiqué publié le 28 janvier 2014 au nom de l'Académie nationale de médecine, la patte du Pr Aurengo, célèbre négationniste des effets sanitaires de la catastrophe de Tchernobyl – qui s'était notamment illustré en tirant à boulets rouges sur la carte des contaminations en France publiée par le très officiel IRSN en 2003, carte enfin à peu près réaliste et cohérente avec les données de l'Atlas des contaminations publié par la CRIIRAD en 2002.

Et de fait, ce texte a bien été rédigé par ledit André Aurengo, polytechnicien spécialiste de médecine nucléaire, naguère administrateur d'EDF, et membre du comité de parrainage de l'AFIS (qui édite la calamiteuse revue *Sciences et pseudo-sciences*), association dont le Dr M.-F. Kahn avait démissionné en 2008 pour cause de lobbying pro-OGM au bénéfice de Monsanto.

Sauf qu'il n'est plus question cette fois de radiophobie... mais d'ondophobie.

Car le sieur Aurengo – qui semble avoir décidé de se spécialiser dans la propagande au service des industriels pour la dissémination de toutes les formes de radiations, ionisantes ou non – a aussi émergé au conseil scientifique de Bouygues Télécom et de l'AFOM, l'Association française des opérateurs de mobiles, et voulait ce 28 janvier-là torpiller le salutaire projet de loi Abeille « relative à la sobriété, à la transparence, à l'information et à la concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques ».

De fait, quand un antinucléaire s'intéresse aux effets sanitaires des ondes pulsées en général et des compteurs communicants en particulier, il n'est pas dépaycé car on retrouve, comme par hasard, les mêmes acteurs (dont le Commissariat à l'Energie Atomique, grand promoteur des *smart grids* et de la ville « intelligente »...) que dans le dossier atomique.

Alors, raison de plus, pour les opposants au nucléaire et à son monde, de lutter âprement contre le Linky et ses multiples avatars !

Marie-Christine Gamberini

**A**utant le dire tout de suite, la problématique du compteur électrique communicant Linky ne relève pas précisément de la lutte anti-nucléaire. Cependant, il existe entre les deux sujets des points communs et des similitudes qui font qu'il est parfaitement logique et cohérent pour les antinucléaires de se mobiliser contre le déploiement de ces compteurs, sans oublier les compteurs communicants de gaz (appelés Gazpar) et d'eau.

Avant tout, il convient de tordre le cou à des prétextes avancés par les industriels pour « justifier » les compteurs communicants, prétextes qui abusent d'ailleurs certains écologistes : les compteurs communicants permettraient de « faire des économies d'énergie » et « aideraient au développement des énergies renouvelables » : voilà bien de quoi appâter un antinucléaire !

En réalité, le système des compteurs communicants va être lui-même consommateur d'une quantité non négligeable d'énergie : il ne s'agit pas seulement des compteurs mais d'innombrables appareils déployés dans les communes pour capter les informations collectées par les compteurs, les transporter, les concentrer, les réexpédier par téléphonie mobile, etc.

Par ailleurs, comme l'ont montré des études menées dans des pays où ils ont déjà été déployés, par exemple une étude australienne mentionnée par l'Ademe, les compteurs communicants n'entraînent pas d'économie d'énergie : une diminution de la consommation d'environ 10% est certes notée dans les deux premiers mois, mais elle se réduit à 5% deux mois plus tard puis à 0% au bout de six mois : ce sont en réalité les usagers qui, placés en situation expérimentale, ont modifié leur comportement (ils ont « fait attention » à leur consommation), avant que la vie ne reprenne peu à peu son cours normal.

Les économies d'énergies peuvent être obtenues de façon pérenne par la formation et l'information des citoyens, mais certainement pas par le recours aux compteurs communicants. Notons d'ailleurs que ceux-ci sont installés en France par la société Enedis (ex-ErDF), filiale à 100% d'EDF... dont le financement provient principalement de nos factures d'électricité : il faudrait être bien naïf pour croire que les dirigeants d'EDF, qui nous mentent et nous spolient depuis des décennies, se seraient subitement décidés à nous faire faire des économies... et donc à réduire leurs revenus !

Autre prétexte avancé : les compteurs communicants seraient utiles, voire même « indispensables », pour intégrer les énergies renouvelables dans le système électrique français. Qu'il faille moderniser le réseau électrique, c'est possible, mais en quoi est-il nécessaire, pour intégrer des parcs éoliens ou solaires, d'installer des compteurs communicants dans nos logements ? D'ailleurs, un contre-exemple parfait existe : l'Allemagne, qui développe les énergies renouvelables immensément plus que la France, a renoncé à la généralisation des compteurs communicants : seuls les gros consommateurs (usines, entreprises, etc) en seront dotés, et la quasi-totalité des logements en seront dispensés, CQFD.

Venons-en maintenant à la gestion des pics de consommation d'électricité qui, depuis des décennies mais de façon plus criante au fil du temps, mettent à mal le système électrique français en particulier en hiver : dès qu'il fait froid, et en particulier en début de soirée (18h/20h), des millions de chauffages électriques sont allumés et entraînent une consommation dépassant largement les capacités du parc nucléaire, pourtant surdimensionné. La France importe alors d'immenses quantités d'électricité, en particulier depuis l'Allemagne : il est de bon ton de dénoncer les centrales électriques au charbon de ce pays, mais le fait est que ce sont elles qui chauffent la France tous les hivers.

en pratique souvent en concurrence, faute d'un horizon temporel clair qui permettrait de tout articuler. Jugeant le RSDN plus centré sur un temps long politique et une vision champêtre de la production d'électricité (qui ignore les problèmes propres aux grandes agglomérations) que sur une réelle volonté d'arrêt pour éviter la catastrophe, Stop Nogent refuse de s'y associer (cf. courriers reproduits dans la Lettre n° 75 du comité Stop Nogent) et publie *Il faut sortir de l'impasse nucléaire avant la catastrophe, c'est possible !* actualisation étoffée de son scénario de 1993.

La CRIIRAD alerte les **cheminots** sur la contamination des conteneurs de « combustible » usé transportés par la SNCF

1998

Les compteurs communicants n'ont pas été imaginés spécialement pour aider l'industrie nucléaire à passer ces délicats pics de consommation, d'ailleurs de tels compteurs sont installés dans des pays non nucléarisés comme l'Italie. Toutefois, en France, il est avéré que le clan EDF (EDF SA, RTE, Enedis) attend avec impatience la mise en service des compteurs Linky pour réduire les pics en question : dans un premier temps sur la base du volontariat, les habitants pourront se signaler pour que, par le biais des compteurs Linky, les opérateurs prennent la main sur la consommation en déconnectant certains appareils. Nul besoin d'être devin pour comprendre que, par la suite, chaque logement doté d'un compteur Linky pourra être soumis de force à cette prise de pouvoir.

Par ailleurs, les industriels de l'électricité et de l'automobile (bien aidés par les dirigeants politiques qui leur sont en majorité soumis) entendent relancer leurs activités (en berne) en imposant la mise en place de millions de voitures électriques. Mais ce projet absurde<sup>(1)</sup> risque lui aussi de se heurter au problème des pics de consommation hivernaux car, en majorité, les automobilistes mettraient leurs batteries à recharger le soir en rentrant du travail, exactement au moment où démarrent les chauffages électriques. Les compteurs Linky vont permettre aux industriels de repousser ces recharges à plus tard dans la nuit... quitte à ce que votre batterie soit incomplètement chargée le lendemain matin ! Mieux (ou plutôt pire), avant d'être rechargées, les batteries serviront de réserves d'électricité : par l'intermédiaire des Linky, le réseau électrique puisera l'électricité restante dans les batteries des voitures électriques avant de (peut-être) les recharger. Etre doté d'un compteur Linky, qui plus est d'une voiture électrique, reviendra donc à donner un coup de pouce au lobby nucléaire.

L'objet du présent article n'est pas d'expliquer toutes les bonnes raisons de refuser les compteurs communicants, que l'on peut toutefois rappeler sommairement :

- désastre environnemental et financier : se débarrasser de 81 millions (35 d'électricité, 35 d'eau, 11 de gaz) de compteurs ordinaires en parfait état de marche pour les remplacer, à grands coups de milliards (nos milliards !) par des compteurs d'une durée de vie beaucoup plus courte et qu'il faudra donc remplacer à nouveau quelques années plus tard, etc

- captations d'innombrables informations sur nos vies : les compteurs communicants sont de véritables *Big brothers* qui vont être installés dans nos logements et vont épier nos comportements, à commencer par la présence ou l'absence d'habitants (toutes les 10 minutes, voire de façon encore plus précise).

- mise en danger de notre santé : des ondes électromagnétiques nocives sont émises par les compteurs communicants, mais aussi par les nombreux appareils qui vont être installés dans les rues de nos communes.

En conclusion, il n'est certes pas nécessaire d'être opposé à l'atome pour refuser les compteurs communicants mais il serait très incohérent de la part d'un antinucléaire (et de façon générale d'un écologiste) de ne pas s'engager contre l'installation des Linky, Gazpar et cie...

1 - La voiture électrique est une calamité environnementale au même titre que la voiture thermique. Par exemple, la seule fabrication des batteries émet en CO<sub>2</sub> l'équivalent de l'usage d'une voiture à essence pendant... 10 à 15 ans (!). Ces batteries sont aussi bourrées de lithium et de graphite dont l'exploitation a des conséquences environnementales et sociales dramatiques (mais il est vrai que cela se passe à des milliers de kilomètres de l'urbain occidental qui se donne bonne conscience en roulant électrique...). Voir le dossier complet sur : <ur1.ca/qanki>

Au Belarus, arrestation politique du Pr Youri **Bandajevski**, dont les découvertes sur les effets des faibles doses de césium dérangent. Malgré la mobilisation internationale, il ne sera libéré qu'en 2006. Au Japon, accident de criticité (fissions incontrôlées) à **Tokai-mura** (classé 4) dans une usine de conversion d'uranium. Décembre : raccordement au réseau de Civaux 2 ; MSI des deux réacteurs en 2002. L'horizon théorique de sortie progressive recule d'autant. Inondation du **Blayais** lors de la grande tempête, quelques semaines après la création de *Tchernoblaye*. Les précautions prises en vue du bug de l'an 2000 contribuent à sauver la centrale d'une catastrophe certaine

1999

# VOTATION SUISSE

## un nouvel échec de la stratégie progressiviste

Le 27 novembre 2016, les Suisses se sont prononcés à 54,2 % (des 44 % de votants) contre l'initiative « pour sortir du nucléaire » présentée par les Verts helvétiques. Seuls quelques cantons romands (Vaud, Neuchâtel) et la ville de Bâle, qui sont proches des réacteurs sans en tirer d'avantages, ont majoritairement voté pour. Les autres cantons alémaniques, et notamment ceux où se trouvent les centrales nucléaires (Soleure pour Gösgen ; Argovie pour Beznau et Leibstadt) ont voté contre.

Abusivement présentée comme une initiative pour une sortie rapide, voire « en urgence » du nucléaire, celle-ci se bornait en réalité à proposer de limiter à 45 ans la durée de service des cinq réacteurs nucléaires helvétiques.

Cela aurait abouti à fermer en 2017 les deux Réacteurs à Eau sous Pression de

- Beznau 1 (365 MW, connexion au réseau en juillet 1969), déjà à l'arrêt depuis un an pour problèmes techniques ;

- Beznau 2 (365 MW, octobre 1971) ;

- et le Réacteur à Eau Bouillante de Mühleberg (370 MW, mars 1971), dont l'exploitant avait annoncé dès 2013 qu'il le fermerait de toute façon en 2019 pour s'éviter des investissements trop coûteux.

Mais il aurait fallu attendre 2024 et 2029 – soit encore 8 et 13 ans – pour fermer Gösgen (REP, 1 010 MW, MOXé, février 1979) et le réacteur à eau bouillante de Leibstadt (REB, 1 220 MW, mai 1984).

Dans un pays à peine plus grand que notre ancienne région Aquitaine, où pas grand-monde n'échapperait à la radioactivité en cas de catastrophe sur un des deux réacteurs les plus récents, pourquoi les riverains qui bénéficient un peu financièrement de la présence de Mühleberg et Beznau auraient-ils dû y renoncer avant l'heure, voire prendre le risque de voir les exploitants réclamer des indemnités pour fermeture « politique », sans être pour autant débarrassés du risque de catastrophe atomique ?

Après Fukushima, le Conseil fédéral suisse avait renoncé à la construction de nouvelles centrales nucléaires et prévu un arrêt des centrales existantes au bout de 50 ans d'exploitation (sans exclusion, certes, des prolongations éventuelles à 60 ans).

La teneur de l'initiative des Verts suisses était en réalité plus centrée sur le développement des renouvelables que sur l'évitement d'une catastrophe radioactive.

En préconisant encore, 5 ans après Fukushima, une sortie différée comme compromis politique censément « gagnable », ils ont une fois de plus démontré qu'ils ne croient pas vraiment au risque de catastrophe et que, en matière d'arrêt du nucléaire, en rabattre sur l'urgence, loin d'être « raisonnable », ne fait que brouiller les enjeux sans enthousiasmer personne.

En 2015, le nucléaire a représenté 33,5 % de la production électrique suisse.

Marie-Christine Gamberini

## ÉNERGIES RENOUVELABLES ET VIE LOCALE

À Saint-Victor, près du CUN du Larzac où se tenaient les Journées d'études, un projet de méga-parc d'éoliennes industrielles et de méga-transformateur mobilise les oppositions locales. L'occasion pour nous de faire un point sur ce type de projets, démesurés et imposés.

Le refus du nucléaire impliquant le rejet du modèle industriel et de la croissance infinie, les antinucléaires peuvent difficilement soutenir la création de grandes unités de production d'électricité éolienne, photovoltaïque ou autres. En effet une telle organisation suppose une concentration de la production et la mainmise de grands groupes privés sur le pouvoir que donne le contrôle de l'énergie. De plus ces sites surdimensionnés présentent un certain nombre d'inconvénients et de nuisances pour les habitants des environs et pour la nature, dont les constructions de lignes à très haute tension (THT) ne sont qu'un exemple.

Il semblerait préférable de bâtir un réseau d'unités de production modestes à distribution localisée, indépendantes des grandes entreprises. Il existe un potentiel important de développement des énergies renouvelables et variées selon les territoires. Des panneaux photovoltaïques pourraient par exemple couvrir les toits des bâtiments municipaux.

La création de régies municipales d'électricité (qui existent déjà dans quelques communes) pourrait permettre une plus grande autonomie des territoires face aux grands groupes industriels. La proximité générée par un tel système autoriserait une meilleure implication et un meilleur contrôle par les citoyens qui ne seraient ainsi plus relégués à la place de simple consommateurs qu'on leur assigne. **L'énergie c'est le pouvoir, ne le laissons plus aux superstructures étatiques ou industrielles.**

Florence Psaume, ADN 34



## 1- Qu'est-ce que le démantèlement « immédiat » ?

La politique actuelle pour les centrales nucléaires définitivement arrêtées est celle du démantèlement « immédiat ». C'est-à-dire sans attendre une décroissance de radioactivité.

Ce démantèlement se déroule en deux phases administratives distinctes sous le contrôle de l'autorité de sûreté nucléaire (ASN) : la mise à l'arrêt définitif (MAD) et le déclassement.

La phase de mise à l'arrêt définitif comprend le déchargement du combustible, son refroidissement dans la piscine sur place, avant son transport au centre de retraitement de La Hague dans le Cotentin (comme tous les autres combustibles usés générés par le fonctionnement du réacteur).

Puis le circuit primaire est vidangé et les équipements non radioactifs sont démontés : turbine, alternateur, pompes du circuit secondaire, etc. Cette phase de MAD est réalisée par le personnel de l'exploitant car elle nécessite les mêmes compétences que l'exploitation. Elle dure une dizaine d'années.

À la fin de cette phase de MAD le réacteur ne pourra plus redémarrer.

La deuxième phase, dite de déclassement, doit libérer le site pour une autre utilisation et le débarrasser le plus possible de sa radioactivité afin qu'il ne nécessite plus la surveillance de l'ASN. Cette deuxième phase n'est pas réalisée par l'exploitant, mais par des entreprises sous-traitantes. Celles qui se spécialisent dans cette activité font souvent partie de grands groupes qui travaillent dans les déchets. L'exploitant assure cependant la supervision du déclassement et reste responsable de son bon déroulement.

Si cette phase est réalisée par des entreprises sous-traitantes, c'est parce qu'il ne s'agit pas de la même nature de travail que celle de l'exploitation et qu'il s'agit en outre, comme pour la maintenance, de faire supporter les doses par des travailleurs moins bien protégés, surveillés et informés que ceux de l'exploitant. Lors de cette phase il s'agit de démolir les structures mêmes du réacteur. C'est un travail qui cumule les risques de l'intervention en milieu contaminé et ceux de la démolition de bâtiments industriels. Il s'agit d'un travail pénible et dangereux réalisé en combinaison ventilée qui rend plus délicat le respect des règles de sécurité propres à la démolition et à ses risques spécifiques : chutes de hauteur, chutes de charges, présence d'amiante et de gravats, etc.

Il y a aussi des risques importants pour l'environnement et les riverains : risques d'envol de poussières radioactives, de rejets de liquides radioactifs, de dissémination de radioactivité sous toutes ses formes. Par exemple, à la centrale de Brennilis, une opération de démantèlement a provoqué un incendie.

La meilleure façon de réduire les risques de cette deuxième phase est d'attendre en s'assurant toutefois qu'il n'y a pas de dégradation des enveloppes de protection contre la ra-

dioactivité. Plus on attend, plus les risques sont réduits. Le CEA et EDF avaient réalisé en 1999 une étude sur le démantèlement de la centrale de Brennilis concluant à la nécessité d'attendre 40 ans pour que la dosimétrie des travailleurs soit divisée par cinq. Une autre grosse difficulté de cette deuxième phase est de trouver un exutoire pour les déchets produits.

EDF a estimé que le démantèlement des 9 réacteurs de première génération produira environ un million de tonnes de déchets, dont 330 000 tonnes radioactifs. C'est un volume considérable. La plus grande partie des déchets issus de démolition sont des gravats ou des déchets métalliques et donc assez faciles à recycler s'ils n'étaient pas radioactifs.

Par contre, s'ils sont radioactifs, leur transport et leur élimination sont très problématiques et très coûteux, voire même carrément impossibles. Les sites de stockage n'existent pas et les quelques sites pressentis pour accueillir des déchets radioactifs font de plus en plus l'objet d'oppositions farouches des riverains.

Aussi la tentation est grande de déclasser ces déchets, de manière volontaire ou non, par la perte de traçabilité induite par des transports nombreux et des stockages provisoires loin du lieu de production.

L'ICEDA (Installation de Conditionnement et d'Entreposage de Déchets Activés) est destinée à réceptionner notamment les déchets de démantèlement de toutes les centrales nucléaires françaises. Ces déchets y seront découpés, triés, conditionnés et réexpédiés dans les sites appropriés à leur nature (niveau de radioactivité et durée de vie). Les stockages de déchets sont d'autant plus onéreux que les déchets sont radioactifs et qu'ils sont à vie longue. L'ICEDA est propice à cette perte de traçabilité et par voie de conséquence à une déclassification des déchets.

Cette installation, en construction sur le site de la centrale nucléaire du Bugey, est prévue pour traiter les déchets de la deuxième phase des démantèlements. Elle n'est utile que pour satisfaire à la politique de démantèlement immédiat.

Or elle est soumise à de nombreux risques : incendies, séismes, inondations, rejets de radioactivité, augmentation des transports de matières radioactives, chutes d'avions (proximité de l'aéroport international Lyon Saint-Exupéry), risques d'accidents industriels (proximité de la zone industrielle de la plaine de l'Ain dans laquelle sont installés plusieurs sites classés « Seveso Haut »).

Il est à craindre que le démantèlement complet des réacteurs consiste à disséminer toute la radioactivité qu'ils contiennent un peu partout dans l'environnement, dans les soubassements de routes, dans les ferrailles recyclées, etc.

## 2- Pourquoi avoir changé de politique et choisi le démantèlement immédiat plutôt que différé ?

Au départ EDF voulait attendre 50 ans comme les études internationales l'avaient préconisé. Et économiquement, il vaut tou-

Atomkonsens pour une sortie progressive du nucléaire en Allemagne.

L'AG du RSDN vote l'élaboration d'un scénario de sortie la plus rapide concevable, quitte à recourir à des rationnements ; il faudra des années de bâtons dans les roues divers et variés pour que ce projet aboutisse en partie... (voir 2007)

2000

On arrive aux 25 ans du parc Giscard, date à laquelle le nucléaire était censé s'arrêter tout seul pour peu que soit bloquée la construction de nouveaux réacteurs. Relance du projet de fusion nucléaire par le fin tacticien qu'est Chirac : avec ITER, l'horizon de sortie du nucléaire, c'est plus jamais. Dans les médias, même écologistes, la pollution atmosphérique tend à être ramenée aux seuls gaz à effet de serre (et les GES au seul CO<sub>2</sub>). EDF, qui avait mis la pédale douce sur le sujet après 1986, exulte

Début du XXI<sup>e</sup> siècle

11 septembre à New York, effondrement des tours du World Trade Center. 21 septembre à Toulouse, explosion de l'usine AZF, illustration pratique des difficultés de confinement, de respect des consignes, d'évacuation, d'indemnisation, etc. lors d'un éventuel accident nucléaire

2001

À la présidentielle, le MEI de Waechter sera le seul à mettre encore en avant l'arrêt rapide du nucléaire (« Des centrales moins polluantes au gaz et au charbon peuvent assurer la transition ») avant de basculer lui aussi dans le refus démagogique de tout emploi (visible) du charbon, même pour fermer des réacteurs

2002

Grand débat public sur l'énergie ; parution du premier scénario négaWatt (suivants : 2006 et 2011)

2003

# FAUT-IL DÉMANTELER les vieilles centrales nucléaires ?

par **Élisabeth Brenière**

jours mieux reporter les dépenses improductives à plus tard. Cette politique revenait à laisser les générations futures se débrouiller du problème et le financer.

Dans les années 2000, la question du renouvellement du parc nucléaire s'est posée. La majorité des réacteurs français ayant été construits dans les années 1980 pour une durée de 30 ans, et la construction d'un réacteur prenant une dizaine d'années, c'était le moment de mettre de nouveaux réacteurs en chantier. C'est alors avant tout la question économique qui a poussé au changement de la politique de démantèlement.

La Cour des Comptes écrit dans l'introduction du rapport qu'elle a rédigé en 2005 sur le démantèlement des centrales nucléaires et la gestion des déchets : « Il s'agit d'un enjeu majeur pour l'industrie nucléaire et pour la crédibilité de la politique énergétique française dans un environnement de plus en plus contraint. Le secteur nucléaire s'est, en effet, doté de règles de sûreté et de sécurité beaucoup plus élaborées et contraignantes que celles qui s'appliquent aux autres industries, du fait des spécificités de la radioactivité et des risques nucléaires. »

Autrement dit, avant de pouvoir construire de nouveaux réacteurs nucléaires, il faut démanteler les réacteurs arrêtés et trouver un moyen de traiter correctement les déchets pour faire accepter aux Français cette poursuite de la politique nucléaire.

Et comme les règles de sûreté et de sécurité sont de plus en plus contraignantes, le démantèlement des réacteurs et le traitement des déchets deviendront de plus en plus difficiles et donc de plus en plus coûteux au fur et à mesure que les règles se durciront. Il faut donc démanteler au plus vite avant que les coûts ne rendent l'énergie nucléaire beaucoup trop chère et économiquement injustifiable.

La Cour des Comptes a analysé les prévisions de coûts de démantèlement pour les premiers sites nucléaires à démanteler : Marcoule et Brennilis. Elle s'est rendu compte que l'évaluation des coûts était très difficile et que les provisions étaient très inférieures à ce qui serait nécessaire. De plus, il n'allait pas être possible de financer à la fois le démantèlement des réacteurs arrêtés et la construction de nouveaux réacteurs.

L'ASN a donc été chargée de définir une politique de démantèlement immédiat, de la justifier et de la faire appliquer.

L'ASN a établi les risques et enjeux du démantèlement :

- dosimétrie vis-à-vis des travailleurs,
- gestion des déchets radioactifs,
- risques classiques du BTP,
- perte de mémoire de conception et d'exploitation,
- risques liés à une surveillance inadéquate.

L'ASN a conclu que l'exploitant doit piloter le démantèlement et justifie ainsi le démantèlement immédiat.

Le décret 2016-846 du 28 juin 2016 vise à obliger EDF à accélérer le démantèlement en fixant un délai maximum de deux ans après la demande de MAD pour déposer le plan de démantèlement complet.

Apparemment, cette politique semble plus responsable car il s'agit de faire gérer le problème à l'exploitant et aux générations qui ont « profité » de l'électricité nucléaire, plutôt que de le transférer aux générations futures.

En réalité, le démantèlement précipité va dégrader l'environnement en diffusant de la radioactivité qu'il ne sera plus possible de neutraliser. Cette situation sera aussi préjudiciable pour les générations actuelles que pour les générations futures qui ne pourront rien faire.

C'est la même problématique que pour l'enfouissement des déchets. On prétend éviter aux générations futures d'avoir à s'en charger alors qu'en réalité on les expose à une situation risquée qu'elles ne pourront pas traiter.

## 3- Quels effets sur l'emploi de la MAD et du déclassement ?

Sur le site de Creys-Malville, par exemple, treize ans après l'arrêt du réacteur Superphénix, il y avait encore 400 emplois sur les 1 200 emplois de l'année précédant l'arrêt. Ainsi le tiers des emplois doit être maintenu pendant plus de dix ans. Par ailleurs, du fait des embauches massives au début des années 1980, au moment de la mise en service des REP, une très grande partie du personnel partira en retraite dans les deux à dix ans qui viennent.

Avec ces départs en retraite, qui concordent approximativement avec l'arrêt des réacteurs, et la nécessité de conserver des emplois pour la mise à l'arrêt définitif, il ne devrait pas y avoir de suppressions d'emplois.

Nous entendons parfois des militants revendiquer le démantèlement immédiat, c'est-à-dire la mise en œuvre de la 2e phase aboutissant au déclassement des centrales nucléaires dès la fin de la MAD. L'argument évoqué serait la création d'activités génératrices d'emplois, soit en France, soit pour l'exportation concernant les centrales étrangères.

Si l'on pense aux emplois de l'ingénierie du démantèlement nucléaire, d'une part ils existent déjà dans la cellule appelée SEPTEN au sein d'EDF, d'autre part ils ne pourront pas permettre de gagner des marchés à l'exportation car seuls les exploitants peuvent concevoir le démantèlement de leurs installations.

Si l'on pense aux emplois des opérateurs, il s'agit d'emplois similaires à ceux des entreprises

sous-traitantes qui effectuent la maintenance. Ils sont destinés à du personnel sous-qualifié et exposé aux plus fortes doses de radioactivité. Faut-il promouvoir ce type d'emplois ? Même si le personnel est mieux formé, le travail sera toujours dangereux et pénible et soumettra les employés à des doses radioactives.

Si on prend l'exemple des 9 réacteurs déjà à l'arrêt définitif depuis plus de 10 ans en France, la poursuite du démantèlement traîne en longueur du fait des difficultés à le réaliser.

En réalité, le démantèlement n'est pas créateur de richesses pour la société. Ce n'est pas une activité marchande. Tant que le nucléaire n'est pas arrêté et que les exploitants doivent le payer, ils chercheront toujours à minimiser les coûts.

## 4- Que revendiquer pour le démantèlement ou la mise en sécurité des installations nucléaires arrêtées et le traitement des déchets ?

Il faut tout d'abord noter qu'il y a un conflit d'intérêts entre la sûreté et la pérennité de l'industrie nucléaire. Chaque jour qui passe, cette industrie aggrave un peu plus la charge laissée aux générations futures et l'insécurité.

**La seule manière de résoudre ce conflit c'est d'arrêter l'industrie nucléaire, et le plus vite possible.**

Ensuite et de façon indirecte, prolonger cette industrie bride le fonctionnement ou le développement d'autres solutions permettant d'assurer les besoins énergétiques ou de les réduire, dégrade l'économie française, en réduit les ressources et les moyens qui permettraient de prendre en charge l'héritage empoisonné.

**C'est un cercle vicieux dont il faut sortir.**

Pour cela, il faut accepter de reconnaître que l'industrie nucléaire est incapable de réparer les dégâts qu'elle inflige à l'humanité, que la seule sanction possible de la société c'est d'exiger son arrêt et que la collectivité est dans l'obligation d'en assumer la charge.

Malheureusement les générations futures devront prendre en charge cet « héritage maudit » et il faut donc tout faire pour éviter d'aggraver encore la situation en rendant l'environnement dangereux partout et de façon irrévocable. Il faut également provisionner les sommes nécessaires pour leur permettre de gérer cet « héritage empoisonné » au mieux, en espérant que le temps et les progrès scientifiques les aideront.

**Dans ces conditions, pour le démantèlement ou la mise en sécurité des sites nucléaires, nous pouvons revendiquer :**

1- Que les installations nucléaires soient arrêtées le plus vite possible et les autorisations d'arrêt définitif demandées dans le délai le plus bref possible dès l'arrêt effectif. La fiscalisation des installations nucléaires doit favoriser les installations qui s'arrêtent le plus tôt, même si l'autorisation d'arrêt définitif n'est pas encore accordée, de façon à éviter la fuite en avant. Le personnel des centrales nucléaires doit être occupé, en plus des opérations de mise à l'arrêt, à assurer la mémoire des modifications et travaux réalisés sur les installations depuis l'origine, à cartographier la radioactivité qui se trouve sur les sites et à inventorier la destination de celle qui en est sortie.

2- Que les exploitants des installations nucléaires soient tenus de déposer un plan de démantèlement et de mise en sécurité des installations définitivement arrêtées, chiffré, contrôlé par un organisme public chargé de la sûreté du démantèlement. Cet organisme devra pouvoir accéder aux installations, demander tout diagnostic utile, toute cartographie, tous documents nécessaires à son travail. Il devra pouvoir demander les analyses qui lui semblent utiles. Il devra vérifier que ce plan de démantèlement est garant de la sûreté maximale, sans se fixer un délai maximal pour y arriver. Il devra chercher à anticiper les difficultés susceptibles de se produire, proposer des points d'arrêt afin de réajuster éventuellement le plan initial en fonction des situations rencontrées. Il devra en contrôler les coûts prévisionnels et réels. Il pourra exiger toutes les modifications nécessaires du plan initial, surveiller sa mise en œuvre et les ajustements nécessaires au fil du temps.

Le plan initial, les plans modifiés, les rapports de l'organisme chargé de la sûreté du démantèlement devront être soumis à la société civile et faire l'objet d'une consultation ou d'un débat public.

3- Que les autorisations de démantèlement et de mise en sécurité soient données, en fonction du plan validé par l'organisme public chargé de la sûreté du démantèlement, après consultation publique.

4- Que les Commissions locales d'information (CLI) soient transformées pour assurer la surveillance des opérations de démantèlement et de mise en sécurité, que la présence des associations antinucléaires et de protection de l'environnement y soit renforcée, ainsi que la présence des élus locaux de communes situées dans un périmètre élargi autour des installations.

5- Que des financements les plus sécurisés possibles soient provisionnés pour permettre la gestion à long terme de cet « héritage empoisonné » par les générations futures.

Septembre 2016

Loi de « sortie » du nucléaire en Belgique, présentée comme exemplaire mais qui prévoit l'exploitation des réacteurs jusqu'à 40 ans et subordonne leur arrêt à l'existence de moyens de remplacement. Les écolos français applaudissent ; les écolos belges moins. En décembre, Areva et Siemens signent avec TVO le contrat pour l'EPR finlandais, censé être livré en 2009, et que les Finlandais attendent toujours...

EDF, qui était un Établissement public à caractère industriel et commercial, devient une Société anonyme. L'année précédente, pour enjoliver les bilans, François Roussey avait passé de 30 à 40 ans la durée d'amortissement des réacteurs (rebelote en juillet 2016 > 50 ans)

Dans un contexte d'ouverture du marché de l'électricité, création d'Enercoop par un groupe d'associations pour tenter de peser sur la politique énergétique lors des présidentielles suivantes

La centrale de Forsmark passe à deux doigts d'un accident majeur, ce qui n'empêchera pas la Suède de lever en 2009 son moratoire sur la construction de nouvelles centrales (en 1980, suite à référendum, le pays avait décidé d'une sortie de l'électronucléaire avant 2010)

30 ans de Fessenheim, l'AG du RSDN a lieu en Alsace. Hormis un vague vœu pour la fermeture de la centrale, priorité reste donnée à la lutte contre les nouveaux réacteurs, présumée plus rapidement « gagnable ». La Charte atteint les limites de sa capacité à rassembler les antinucléaires convaincus. Publication par le RSDN de l'Étude sur des sorties du nucléaire en 5 et 10 ans mais... après la présidentielle, contrairement à ce qui avait été prévu (une campagne d'interpellation des candidats sur l'EPR ayant été privilégiée à la dernière minute).

2004

2005

2006

2007

# TCHERNOBYL, FUKUSHIMA

## Les aménageurs de la vie mutilée

Tribune cosignée en août dernier par la sociologue **Cécile Asanuma-Brice**, le philosophe **Jean-Jacques Delfour**, le journaliste **Kolin Kobayashi**, l'écrivain **Nadine Ribault** et l'économiste au CNRS **Thierry Ribault**.

**P**roclamant qu'il faut « gérer » sa peur à la suite de catastrophes comme celles de Tchernobyl et de Fukushima, les aménageurs de la vie mutilée, relayés par des représentants d'instances étatiques ou associatives, prétendent réduire à néant toute possibilité de mise en cause de la déraison nucléaire, enjoignant à chacun d'en tirer au contraire parti, plutôt que de se hasarder à en rechercher les responsables et à rendre inhabitées des terres inhabitables.

UN DOCUMENTAIRE consacré aux désastres de Tchernobyl et de Fukushima a été présenté par Arte le 26 avril dernier, lançant une pernicieuse invitation à « vivre avec » la contamination radioactive, « défi » que prétendent, en ces jours sombres, relever les missionnaires de l'accommodation à la vie en zones contaminées par la radioactivité.

L'« Initiative de Dialogue pour la réhabilitation des conditions de vie après l'accident de Fukushima », présentée dans ce film, a été pilotée par de supposés et néanmoins dangereux experts à l'œuvre à Tchernobyl hier, à Fukushima aujourd'hui, et en France demain.

Puisque la France a dans ses rangs des champions de la réhabilitation post-catastrophe, tels que Jacques Lochard ou Gilles Hériard-Dubreuil, soutenus par la Commission Internationale de Protection Radiologique (CIPR), l'Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire (IRSN), l'Autorité de Sécurité Nucléaire (ASN), l'Université médicale de Fukushima ou la Fondation d'extrême droite Sasakawa (alias *Nippon Foundation*).

Gilles Hériard-Dubreuil a fondé en 2013 le « courant » Écologie humaine, dont le nom reprend une terminologie vaticane, avec Tugdual Derville, porte-parole de « Manif pour Tous » et délégué général de l'Alliance Vita, association d'extrême droite catholique du mouvement pro-vie, qui milite contre l'avortement, contre l'euthanasie et contre le mariage entre personnes de même sexe.

M. Hériard-Dubreuil préside, par ailleurs, le cabinet de conseil Mutadis, sinistrement connu pour son engagement à Tchernobyl, sous subsides européens et internationaux, dans les programmes *Ethos* (1996-2001), *SAGE* (2002-2005) et *CORE* (Coopération pour la réhabilitation des conditions de vie dans les territoires contaminés du Bélarus, 2003-2008), qui prescrivent aux populations, sous couvert d'intentions thérapeutiques et participatives, des recettes d'accommodation à la vie en zones contaminées.

Un des principaux objectifs – atteint – de ces programmes, a été d'évincer du terrain de Tchernobyl les initiatives de protection sani-

taire développées par des médecins et des physiciens après l'accident de la centrale, et de ne pas ralentir, en conséquence, la détérioration continue de la santé des populations, faute d'apporter une véritable prophylaxie.

Les faits de trahison de Gilles Hériard-Dubreuil à l'encontre des spécialistes de santé du Bélarus ne semblent toutefois pas avoir dissuadé la députée européenne Europe Écologie-Les Verts Michèle Rivasi et l'avocate Corinne Lepage, « antinucléaires » déclarées, de collaborer avec ce dernier, de le nommer « secrétaire » et « expert qualifié » de leur association européenne *Nuclear Transparency Watch*, qu'elles ont créée et qu'elles président depuis 2013, appelant à rien moins qu'« une implication systématique des citoyens et de la société civile dans la préparation et la réponse aux situations d'urgence nucléaire en Europe », situations dont on aura suffisamment compris qu'elles ne tarderont plus à « survenir ».

Ainsi, Mmes Rivasi et Lepage<sup>(1)</sup>, qui ont chargé M. Hériard-Dubreuil de communiquer sur « la sûreté nucléaire comme bien commun » sur le site de leur association, soutiennent inconditionnellement l'initiative pronucléaire européenne RICOMET de développement de stratégies de « communication sur le risque » nucléaire et vantent les mérites des rapports radionégationnistes dont M. Hériard-Dubreuil est l'auteur, rapports à la gloire d'*Ethos* et de l'accommodation des populations à la radioactivité en situation d'accident nucléaire.

Quant à Jacques Lochard, vice-président de la Commission Internationale de Protection Radiologique (CIPR), et directeur du Centre d'étude sur l'évaluation de la protection dans le domaine nucléaire (CEPN), dont les membres sont le Commissariat à l'Énergie Atomique, Areva, l'IRSN et EDF, il est, lui aussi, un contributeur actif et rusé à la propagation de l'idéologie de la « culture pratique de la radioprotection » à Fukushima, comme à Tchernobyl.

### Cinq recettes empoisonnées

Voici leurs cinq recettes, qui, pour être bien concoctées, n'en sont pas moins empoisonnées de cette mort qui enverra les gens *moisir à plat*.

**1. Inciter chacun à rester vivre dans les zones contaminées, tout en « optimisant » son exposition à la radioactivité à proportion du coût économique et social de sa protection.** Ainsi, maximisent-ils le nombre de personnes contraintes de suivre un protocole de contrôle et de mesure permettant de survivre dans la contamination à moindre coût. À défaut de les soigner.

**2. Considérer la réalité radioactive comme un problème psychologique.** Il s'agit de transformer une réalité scientifique et sociale – la

contamination radioactive et ses dégâts –, en phénomène faisant l'objet d'un « ressenti » individuel, lui-même tributaire de l'état mental, ou psychologique, de chacun.

Le rapport à la radioactivité ne relèverait ainsi que d'une gestion personnalisée de l'angoisse. À dire d'experts, ce ne serait alors plus la situation de contamination qui serait irrationnelle, mais la perception qu'on en aurait.

**3. Recourir à un jargon d'« authenticité », pontifiant et illusoirement concret** dans lequel les appels à l'autonomie, à la dignité, à la communauté et à l'humain ne font qu'emprunter à la théologie de pâles reflets de transcendance, afin de mieux assujettir l'individu au fonctionnement, ici du tout radioactif, ailleurs du tout sécurisé.

Or, conforter les gens dans le délire selon lequel ils sont des sujets autonomes dans la « gestion de leur contamination », alors qu'ils savent bien qu'il leur est seulement impossible de ne pas se plier aux rapports technosociaux dont ils sont prisonniers, c'est vouer à l'échec toute possibilité d'échappée.

On conditionne les populations à la cogestion du désastre, en les encourageant à stimuler, et a minima à simuler, les réflexes et les comportements induits par les modifications du monde environnant. Cette recherche de l'adaptation parfaite passe par l'intériorisation de toutes les formes de pressions que la contamination radioactive fait naître.

**4. Promouvoir la résilience, nouvel horizon de l'homme adaptable, censé ne compter que sur lui-même et ses insondables capacités de « rebond ».** Au nom d'un relativisme pragmatique, d'un primat de « la vie quotidienne », ces médiateurs du désastre insufflent la défiance, voire la décrédibilisation, des connaissances scientifiques les moins contestables, distillent le doute et propagent l'ignorance sur les effets sanitaires de l'exposition durable aux dites « faibles doses » de rayonnement ionisant, tout en déplorant « la montée de la défiance des populations vis-à-vis des différentes sortes d'autorités. »

Résilience aidant, c'est à nous qu'ils assignent ensuite la tâche de recoller les morceaux de ce qu'ils contribuent à détruire. Ils préconisent de remplacer les normes de protection par de simples recommandations destinées à faciliter l'action des individus. « Les gens passent ainsi de la résignation à la créativité », s'enthousiasme Jacques Lochard.

Ainsi, chacun n'aurait plus qu'à mobiliser ses propres réserves de résistance à l'irrésistible et devenir « partie prenante » de sa propre irradiation. On reconnaît là le choix de l'État japonais : maintenir les populations sur place et diminuer d'autant, à court terme du moins, le coût d'un accident nucléaire.

**5. Banaliser la radioactivité, cet obstacle que l'on apprend à contourner au quotidien dans la recherche de « solutions » immédiates, ponctuelles et individuelles.** La radioactivité ne poserait alors problème que dans la seule mesure où les pratiques de vie des habitants les amèneraient à la « croiser » sur le chemin de l'école, du travail, ou de la promenade.

Au Japon, se mène désormais une chasse quotidienne aux hotspots de contamination radioactive, réduits à des incidents facilement résolus en grattant le sol et en stockant la terre dans des sacs poubelle, ou en installant des rideaux de plomb aux fenêtres des chambres d'enfants afin d'« éviter la contamination venant de la forêt. »

Tout lien avec les méprisables concepts universels de menace, de santé, de vie, est dilué, et circonscrit, dans la catégorie des difficultés personnelles – la « sur-inquiétude des mères » –, ou dans celle des contraignantes, mais inévitables, nécessités hygiéniques ou ménagères.

Décidément en guerre avec sa science, M. Lochard nous confiait au cours d'un entretien : « Au quotidien, on sait que si on se coupe, c'est bien de se désinfecter. Ça, c'est du pratique. Eh bien, la radioactivité c'est pareil. »

### L'irrationalité et l'extrême violence du « vivre avec »

Ces aménageurs de la vie mutilée, relayés par Arte et tant d'autres représentants d'instances étatiques ou associatives, telles que *Nuclear Transparency Watch* de Mmes Rivasi et Lepage, et M. Hériard-Dubreuil, défendent haut et fort l'irrationalité selon laquelle il existerait un entre-deux de la contamination, où l'exposition au rayonnement ne serait dangereuse qu'en principe, mais s'avèrerait inoffensive dans la réalité. Véritable irrationalité, cette extrême violence du « vivre avec » est une insulte aux survivants.

Il s'agirait donc d'endiguer l'horreur de la contamination en la coulant dans les formes pseudo-rationnelles d'un « tous ensemble, nous vaincrons la radioactivité » ? C'est à quoi se vouent ces prêcheurs de soumission en expliquant, sans foi ni loi, qu'on peut échapper au danger en s'y confrontant, qu'on peut gratter la terre, mais en croisant les doigts.

Proclamant qu'il faut « gérer » sa peur, ils prétendent réduire à néant toute possibilité de mise en cause de la déraison nucléaire, enjoignant à chacun d'en tirer au contraire parti, plutôt que de se hasarder à en rechercher les responsables.

Il fallait dire ce qu'est l'objectif de ces rédempteurs du « vivre avec », qui n'en paieront pas le prix, eux qui ont choisi d'emplir les hôpitaux de malades plutôt que de rendre inhabitées des terres inhabitables.

Le 3 août 2016

Pour en savoir plus, voir « Laisser mourir, c'est tuer. Cogérer, c'est co-détruire », 1<sup>er</sup> juin 2016. Analyse approfondie de Nadine et Thierry Ribault, écrivain et chercheur au Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), co-auteurs de *Les sanctuaires de l'abîme. Chronique du désastre de Fukushima* (Éditions de l'Encyclopédie des Nuisances, Paris, 2012.). Ce texte est sur le site : <<http://www.ur1.ca/qankt>>

1 - Entre temps, Michèle Rivasi (le 3 octobre) puis Corinne Lepage ont démissionné de *Nuclear Transparency Watch*.

#### 26 avril : Début des vigies quotidiennes d'Independent Who devant l'OMS

En juillet, un séisme de magnitude 6,8 entraîne l'arrêt total de la plus puissante centrale nucléaire du monde, **Kashiwazaki-Kariwa**, exploitée par TEPCO Grenelle de l'Environnement ; Greenpeace quitte le RSDN

2007

Création du collectif « Areva ne fera pas la loi au Niger » (Attac, Cedetim, Collectif Tchingué, LCR, Les Verts, Réseau Sortir du nucléaire, Sud Energie – Solidaires, Survie, Via Campesina). Les Allemands apprennent la contamination en césium 137 de la mine de sel d'Asse, censément étanche, où des fûts de déchets radioactifs ont été entreposés à partir de 1967 et où de l'eau s'infiltre depuis 1988. Élections européennes : le RSDN lance une campagne « Ni nucléaire ni effet de serre »

2008

L'administration Obama rejette, pour cause d'instabilité géologique, le stockage de déchets radioactifs à **Yucca Mountain**, qui devait démarrer en 2012

2009

Octobre : rassemblement anti-nucléaire calamiteux (politiquement et financièrement) à **Colmar**. Fin 2009 et début 2010, le RSDN, paralysé par une surréaliste grève des salariés pour faire licencier leur collègue Stéphane Lhomme, sera médiatiquement inexistant lors des élections régionales.

La Lituanie ferme son dernier réacteur nucléaire ; la mise en service du réacteur de Bouchehr, en Iran, maintiendra toutefois à 31 le nombre des États un tant soit peu électronucléarisés.



# L'ASSERVISSEMENT À LA CATASTROPHE



## LE PROGRAMME ETHOS

... ou comment on nous  
prépare à la vie contaminée

### PETIT LEXIQUE

LA **CIPR**, Commission Internationale de Protection Radiologique, est une association privée de droit britannique créée en 1928, restaurée en 1950, et formellement affiliée à l'OMS depuis 1956. Elle émet des recommandations concernant les mesures de sécurité à prendre sur les installations sensibles. Elle fonde ses préconisations sur la base des indications fournies par l'UNSCEAR.

L'**UNSCEAR**, Comité scientifique des Nations Unies sur les Effets des Radiations Atomiques, a été créé en 1955. Son mandat est de rendre compte aux États Membres de l'ONU des effets et dangers des radiations dans l'environnement. C'est au sein de cette instance que la doctrine officielle s'élabore à l'abri de toute critique scientifique ou de remise en cause, l'OMS ayant abdiqué toute compétence dans le domaine de la radioactivité. Ainsi, la quasi-totalité des réglementations et normes internationales et des réglementations nationales reposent sur les recommandations destinées surtout à ne pas gêner l'industrie atomique.

L'**OMS**, Organisation Mondiale de la Santé (en anglais WHO), instituée en 1948, a signé en 1959 un accord avec l'AIEA s'en remettant à celle-ci pour toute étude concernant le nucléaire. « L'OMS reconnaît qu'il appartient précisément à l'AIEA d'encourager, d'aider et de coordonner dans le monde entier les recherches ainsi que le développement et l'utilisation pratique de l'énergie atomique à des fins pacifiques ». Cette allégeance est dénoncée par l'association Independent WHO.

L'**AIEA**, Agence Internationale de l'Énergie Atomique, instituée en 1957, basée à Vienne, sous l'égide de l'ONU, est censée contenir le développement des applications militaires du nucléaire.

Le **CEPN**, Centre d'Étude sur l'évaluation de la Protection dans le domaine Nucléaire, représente le lobby nucléaire français. Créé en 1976, Le CEPN est un « faux-nez » du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA) où il a son siège (à Fontenay-aux-Roses près de Paris). C'est une association qui rassemble : EDF, AREVA, CEA, IRSN !

L'**IRSN**, L'Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire, est un établissement public à caractère industriel et commercial français, fonctionnant sous un régime de droit privé via la tutelle conjointe des ministres chargés de la Défense, de l'Environnement, de l'Industrie, de la Recherche et de la Santé. Ces tutelles ne sont pas une garantie d'indépendance, même si certains inspecteurs courageux osent dénoncer les dysfonctionnements des Installations Nucléaires de Base (INB).

LES MEMBRES DE CES STRUCTURES sont issus du même milieu, cooptés ou nommés hors de tout processus démocratique, ils sont inamovibles, insensibles aux critiques et aussi interchangeable. Ainsi Jacques Lochard est directeur du CEPN, vice président de la CIPR... et ardent propagandiste d'ETHOS.

## VIVRE DANS LE JARDIN NUCLÉAIRE

par Pierre Péguin



Extrait du texte de Pierre Péguin ; choix effectué par Guilaine Menotti  
Texte intégral sur le site de la Coordination Antinucléaire Sud-est<sup>(1)</sup>

Pour reprendre les termes d'une récente tribune libre (voir page précédente), les **aménageurs de la vie mutilée** prétendent que la contamination, dangereuse en principe, s'avérerait en fait inoffensive dans la vie réelle. C'est un mensonge d'une extrême violence, une insulte aux proches des victimes et aux survivants, dans le but de restreindre les évacuations et les mesures de protection, exposant ainsi les populations touchées aux terribles dégâts sanitaires. C'est un crime.

Il s'agit donc d'endiguer l'horreur des effets de la contamination en la camouflant, en prétendant qu'on peut échapper au danger en s'y confrontant, en gérant sa peur. Car il s'agit bien en effet de bloquer toute velléité d'hérésies remettant en cause la « religion de l'atome », et pour cela d'emplir discrètement les hôpitaux de malades et les cimetières de victimes, plutôt que d'évacuer et de soigner les populations des terres devenues inhabitables. Pas question donc de reconnaître l'inhumanité et la terrible dangerosité de l'atome.

(...) C'est par les études réalisées dans le cadre des projets ETHOS et CORE (Coopération pour la réhabilitation des conditions de vie dans les territoires contaminés du Bélarus, 2003-2008) que la stratégie du lobby de l'atome a été précisée, il faut donc expliquer de quoi il s'agit pour comprendre ce qui se passe en Biélorussie, au Japon et ce qui est prévu pour nous...

### Le projet franco-européen Ethos

Le projet ETHOS a été expérimenté sur les populations vivant en territoire contaminé par Tchernobyl. Il a été mis en œuvre par une équipe de recherche impliquant quatre organismes scientifiques : le Centre d'étude sur l'évaluation de la protection dans le domaine nucléaire (CEPN), l'Institut national d'agronomie de Paris-Grignon (INAPG), l'Université de technologie de Compiègne (UTC) et le cabinet de conseil Mutadis qui en a assuré la coordination. Il a été présenté comme devant améliorer durablement les conditions de vie des habitants affectés par la présence à long terme de contamination radioactive à la suite de l'accident de Tchernobyl. À partir de 1996,



L'Union européenne a financé ce programme, à l'instigation du lobby nucléaire camouflé dans deux institutions, le CEPN et la CIPR, l'une purement française, l'autre internationale, mais en fait bien imbriquées.

Dans une première phase (1996-1998), la démarche ETHOS a été mise en œuvre dans le village d'Olmány (District de Stolin), situé au sud-est de la Biélorussie, à 200 km environ de Tchernobyl. C'est pour une population rurale que les préceptes d'ETHOS ont été mis en œuvre : convaincre la population que la vie en zone contaminée est possible, et qu'il ne faut pas avoir peur du nucléaire. La diffusion de cette culture a été parallèlement assurée par l'école.

La deuxième phase du projet (2000-2001), co-financée par la Commission Européenne, le Ministère Suisse des Affaires Étrangères, l'Institut de Protection et de Sécurité Nucléaire, l'association Sol et Civilisation, ainsi qu'Électricité de France et COGEMA, a élargi l'expérience à cinq villages du même district.

Il s'agit en fait de plusieurs programmes successifs, financés par l'Europe et la France (qui y a intérêt) : ETHOS 1 puis 2, CORE, SAGE (dans la suite on les appellera « projet ETHOS », voire « ETHOS », pour simplifier).

Le but officiel a été d'étudier comment aider la population à vivre en territoire contaminé par la radioactivité. Le but réel est de prétendre qu'on peut y vivre, quitte à observer des précautions élémentaires, d'autant que tout est fait pour convaincre qu'il y a peu de contamination, et qu'on peut s'y adapter. Ces campagnes sont soutenues par des « experts » français (Gilles Hériard-Dubreuil, Jacques Lochard) et internationaux d'organismes chargés de la sécurité du nucléaire.

### Effets pervers et but réel d'Ethos

C'est là où on voit pourquoi le lobby a œuvré au financement et à la mise en pratique de ces études en Biélorussie et maintenant au Japon, rendant les victimes responsables de ce qu'ils subissent (en gros si leur enfant ou eux-mêmes tombent malades, c'est de leur faute et non la faute du nucléaire et de ceux qui l'imposent...).

Les idées forces d'Ethos sont : inciter chacun à rester vivre dans les zones contaminées (...); considérer la menace pour la santé comme un problème psychologique (...); promouvoir la capacité de chacun à dominer la situation (...); banaliser la radioactivité, cet obstacle (...)

Début des tentatives de refondation du RSDN. En octobre, Angela Merkel revient sur la sortie du nucléaire en Allemagne et prolonge l'exploitation des centrales. Le prototype de « réacteur de 4<sup>e</sup> génération » **ASTRID** (surgénérateur au sodium, projet lancé par Chirac en 2006) bénéficie du label *Investissements d'avenir* dans le cadre du « grand emprunt » lancé par Sarkozy

2010

Une semaine après **Fukushima** (et juste avant une AG du RSDN qui s'annonçait houleuse), lancement de l'Appel « Nucléaire, nous voulons avoir le choix » signé par de nombreuses formations politiques. Il passera à la trappe dès mai : pas d'interpellation d' « amis » ou « alliés » pendant la présidentielle... Du coup, *fin des nombreuses manifestations citoyennes spontanées, faute de débouchés.*

2011

8 réacteurs allemands sont mis à l'arrêt définitif en août ; la Suisse décide de « sortir » du nucléaire... en fermant ses cinq réacteurs à 50 ans (entre 2019 et 2034) sans exclure des prolongations à 60 ans ! ; les Pays-Bas maintiennent l'exploitation jusqu'à 60 ans de leur unique réacteur, **Borssele**, mis en service en 1973 (après décision en 1994 de le fermer en 2004, il avait été décidé en 2002 de repousser l'arrêt à 2013, puis décidé en 2006 de l'utiliser jusqu'en 2033).

Le site Gen IV, qui suivait de près la catastrophe au plan technique, disparaît au bout d'un an, son animateur étant écoeuré du peu de résultats. D'autres **Veilleurs de Fukushima** tiennent bon depuis 5 ans, mais une certaine usure se fait sentir

EELV reste sur une ligne politique de « sortie » en 20 ans. Après l'élection de François Hollande, incapacité des antinucléaires associatifs et politiques à exiger la fermeture effective de Fessenheim, pourtant promise par le candidat, et qu'il repousse bien entendu à la fin de son quinquennat, c'est-à-dire au mieux aux 40 ans de la centrale

2012

(...) que l'on apprend à contourner au quotidien (voir *Les aménageurs de la vie mutilée*, p. 20).

(...) Aucune allusion à la transmission génétique des dégâts de la radioactivité à la descendance. Mais les habitants ne sont pas dupes et les jeunes filles savent qu'elles auront du mal à se marier, ne pouvant plus enfanter ! (...)

## Application d'Ethos à Fukushima

Après la catastrophe de Fukushima, il n'a pas été distribué d'iode stable avant trois jours. C'est une faute grave de ne pas prendre cette mesure de prévention simple pour limiter les maladies de la thyroïde et leurs souffrances. L'évacuation a été retardée, comme à Tchernobyl. Au-delà de 30 km, il n'y a pas eu d'évacuation et les gens partis volontairement ne sont pas indemnisés. Les règles internationales de protection radiologique n'ont pas été respectées : les doses admissibles de radioactivité ont été rehaussées, même pour les enfants qui sont pourtant tellement plus sensibles aux rayonnements ionisants que les adultes. Les autorités soviétiques avaient refusé de franchir ces limites de doses, mais les autorités japonaises les ont acceptées, sous l'influence du lobby de l'atome venu sauver l'industrie nucléaire plutôt que les populations. Et l'OMS a été complètement absente.

Le crime est organisé, et bien rôdé. Ils l'ont déjà testé en Biélorussie de 1996 à 2001 et ça marche. Pourquoi ne pas recommencer au Japon avec des moyens encore plus sophistiqués ? La décontamination d'un territoire qui a subi des retombées radioactives étant impossible et l'évacuation des habitants étant trop coûteuse, le village nucléaire international a trouvé la solution : faire croire à la population qu'on peut vivre sans danger en zone contaminée.

(...) Au niveau mondial, ces « nucléocrates » se rencontrent, se cooptent, hors de tout contrôle démocratique et forment effectivement ce que l'on pourrait appeler un « village du nucléaire mondial », coordonné par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). De nombreux groupes de travail de cette agence ont pour vocation d'améliorer l'image de l'atome auprès du public, discutant de problèmes liés à l'implantation de centrales nucléaires et à la réaction du public, et échangeant leurs outils de communication, leurs éléments de langage.

Le « village nucléaire » français, très présent au Japon du reste, est formé du CEA, du constructeur Areva, de l'exploitant de centrales EDF, de la CGT et des écoles qui forment les élites de ces structures quasi-étatiques, l'école des Mines, Polytechnique ou l'École nationale d'administration (ENA). C'est donc un petit monde qui se connaît et échange, passe d'un organisme à un autre, et forme l'un des réseaux les plus influents de la Cinquième République. (...)

La France a dans ses rangs les champions de la gestion criminelle post-catastrophe : Jacques Lochard, vice-président de la CIPR, et directeur du CEPN, dont les membres sont le CEA, Areva, l'IRSN et EDF (une belle brochette dont on ne peut attendre que des bonnes choses...). Il est un contributeur actif et rusé de la propagation

d'ETHOS à Fukushima, comme à Tchernobyl, soutenu par la CIPR, l'IRSN, l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), (...); Gilles Hériard-Dubreuil préside le cabinet de conseil Mutadis, engagé à Tchernobyl dans le programme ETHOS (...).

On fait semblant de ne pas savoir. On crée des programmes de décontamination qui ne marchent pas, on demande aux gens de retourner vivre chez eux dans un environnement radioactif permanent. Et on envoie Jacques Lochard, qui dirigeait le projet ETHOS en Biélorussie et qui est aujourd'hui président du CEPN et vice-président de la CIPR, s'occuper des populations japonaises !

Pour le docteur Michel Fernex, sans langue de bois, « il est clair que les Japonais doivent être sensibilisés aux dangers du programme ETHOS.

Ce genre d'action est fait pour neutraliser les associations indépendantes et pour endormir la population avec des actions inefficaces. Et au final, on risque de se retrouver avec un détournement d'argent public au profit d'une organisation qui ne sera même plus là pour compenser les victimes dans quelques années. » (...).

## Un crime contre l'humanité

Il apparaît clairement que la priorité de l'État et de ces experts officiels du nucléaire est avant tout que l'opinion publique ne remette pas en cause le nucléaire militaire et civil. Au vu des connaissances actuelles sur les dangers du nucléaire, l'action de nos organismes d'État chargés d'assurer notre protection est

criminelle, comme l'est celle de nos experts qui agissent à l'international. La « grandeur » de la France, l'armement nucléaire, doivent être préservés au prix du sacrifice des populations, celles qui subissent déjà les contaminations de Tchernobyl ou de Fukushima, et celles qui subiront bientôt de nouvelles catastrophes. Les vies brisées, les souffrances, l'horreur ne comptent pas. Ne comptent pas non plus les études scientifiques concluant à la dangerosité des contaminations, même faibles.

## Ne sommes-nous pas devant un crime contre l'humanité ?

Pierre Péguin

1 - Texte intégral : <ur1.ca/qanfz>

# AGIR CONTRE LE PROGRAMME ETHOS

Ce texte est composé d'extraits de la transcription des discussions de l'atelier « Ethos... ou comment on nous prépare à la vie contaminée ». Extraits et intertitres ont été choisis et rédigés par Guilaine Menotti, participante à cet atelier.

Le programme ETHOS est avant tout une « technique de communication - à commencer par le nom ETHOS qui évoque quelque chose d'éthique, et qui est en fait criminel ». Ethos applique une « politique de décontamination qui berne les esprits en inculquant que tous les efforts sont fait pour protéger la vie, et n'a en fait qu'un seul objectif : rassurer pour mieux contraindre au retour ».

## L'agriculture vue par le programme Ethos

Cette question est abordée à travers la situation française : « Il y a une donnée qui est cruciale à savoir, en France il y a une structure avec ses satellites qui a mis énormément d'argent dans ces programmes, c'est la FNSEA. (...) L'idée c'est de dire en substance pour telle production agricole : c'est vraiment trop proche de l'accident, donc on va les détruire - mais par contre tout le reste autour il n'y a pas de problème, on peut les maintenir dans le circuit éventuellement en les mélangeant avec d'autres productions qui n'ont pas été touchées, tout ça de manière à rester en dessous des seuils de dangerosité alors qu'ils n'existent pas. (...) On ne va pas détruire tous ces bons produits qui ont été un petit peu irradiés, on pourra les exporter et il y a SOPEXA qui est une structure française d'exportation de matières agricoles (...) Voilà on a une belle convergence entre le lobby nucléaire et le lobby agro-alimentaire ».

« Le but de ces structures, c'est d'imposer l'idée que l'on pourra relever le taux de contamination des matières organiques à consommer non seulement autour du lieu de la catastrophe, non seulement dans le pays concerné, mais de façon uniforme dans toute l'Europe. Et si dans toute l'Europe on peut acheter les céréales ou betteraves venues de nos agro-industriels français ça veut dire aussi que l'on peut exporter à l'extérieur. »



vements locaux aujourd'hui doivent lutter contre le programme ETHOS et toute l'idéologie qu'il y a derrière sans le prendre trop à la légère. »

Comme cela est développé dans les autres textes de ce dossier, la question se pose de l'attitude à avoir vis-à-vis des personnes à la tête de ces organismes d'accompagnement de la catastrophe. Deux propositions se dessinent. Pour la première « Il serait intéressant de s'en prendre directement et nommément à Lochard et éventuellement à Dubreuil » comme dans la tribune *Les aménageurs de la vie Mutilée* (page 24). Pour la seconde « Si on décide de ne pas attaquer frontalement des individus comme Lochard et Dubreuil, on peut attaquer les organismes dont ils dépendent ». C'est aussi la position d'Yves Lenoir (voir l'article *Dissiper le charme de "l'âge atomique"*, page suivante).

« Il y a une différence entre attaquer nommément et attaquer personnellement. De toute façon les structures dont on parle sont incarnées par ces personnes là... quand on parle de ces structures il est difficile de ne pas citer ces personnes. On peut très bien attaquer en donnant les noms des personnes sans que cela soit une attaque personnelle »

« En disant par exemple CEPN dirigée par M. Lochard, cela permet de préciser sa fonction. »

« Peut-être que l'on peut porter un texte très dur pour dénoncer l'activité mortifère des structures qui sont dans le CEPN. »

« Donc voilà, ce nous pouvons envisager comme action dans la coordination ou le collectif ADN en train de se constituer et si on propose des actions, ce sera plus facile de devenir cohérente et de se regrouper »

« On pourrait revendiquer que non seulement des stocks de pastilles d'iode soient disponibles, mais également, et ça serait très important et très gênant pour eux, des stocks incluant de la pectine de pomme. »

## Le rôle des institutions para-étatiques chargées des questions nucléaires

Ces institutions sont critiquées pour leur actions suite à l'accident de Tchernobyl : « On voit le côté criminel, de ces attitudes. Le lobby, sous l'influence de gens comme Lochard, fait tout pour qu'en Biélorussie on refuse de distribuer aux enfants des pilules à base de pectine de pomme, or il a été prouvé par un certain nombre d'études que la pectine de pomme contribue à éliminer les métaux lourds, en particulier le césium, et donc une cure de trois semaines ou un mois permet aux organismes pas trop atteints de retrouver une santé au moins pour quelques mois. Mais reconnaître qu'il faut distribuer de la pectine de pomme aux enfants, c'est reconnaître qu'ils sont contaminés. »

## Comment agir ?

« On pourrait revendiquer que non seulement des stocks de pastilles d'iode soient disponibles, mais également, et ça serait très important et très gênant pour eux, des stocks incluant de la pectine de pomme. »

« On doit lutter contre les réacteurs, lutter pour la fermeture des réacteurs, on doit lutter contre les transports, je pense que nos mou-

## Bibliographie de l'atelier

Yves Lenoir, *La comédie atomique*, La Découverte, 2016  
Stéphane Lhomme, *L'insécurité nucléaire*, Y. Michel, 2006  
Annie Thébaud-Mony, *La science asservie*, La Découverte, 2014

Déraillement d'un train de déchets nucléaires à Drancy.  
Après ceux de Saint-Laurent-des-Eaux, Gravelines, Dampierre, Tricastin et Chinon, le Blayais 4 devient le 23<sup>e</sup> réacteur français moxé

2013

Au Barp en Gironde, entrée en service du laser Mégajoule (simulation d'essais nucléaires, mise au point de mininukes...).  
20 ans après le lancement du projet Au Nouveau-Mexique, gros rejets de transuraniens d'origine militaire suite à un incendie au WIPP, 15 ans à peine après l'ouverture de ce centre pilote d'enfouissement en profondeur

2014

Des membres d'EELV, du PG, du Partit Occitan, cosignent avec le PCF une demande ambiguë de relocalisation de l'usine de fabrication de combustible nucléaire qui se trouve à Narbonne : « nous saisissons l'actualité de la reconstruction d'Areva et du débat public lors des élections régionales [...] pour exiger la mise en place des conditions de fermeture du site de Malvesi, et pour permettre la relocalisation de la part de production de carburant nucléaire encore incompressible sur une zone à faible densité de population. »  
Avec 35 réacteurs (24 GW), la Chine assure...  
3 % de sa production d'électricité

2015

Février : au Congrès du RSDN, l'équipe élue en 2015 pour le refonder jette l'éponge. Elle lance en mai le collectif « Arrêt du nucléaire », dont les premières Journées d'études ont lieu début septembre au CUN du Larzac.

2016

Cette chronologie est inévitablement partielle et partielle. Aidez-nous à la compléter...

Et à continuer la lutte !



# DISSIPER LE CHARME DE « L'ÂGE ATOMIQUE »

Épilogue à *La Comédie atomique*

par Yves Lenoir

**DANS « LA COMÉDIE ATOMIQUE » passée aux rayons X par Yves Lenoir, les intérêts du lobby s'agitent pour masquer les effets réels des radiations.**

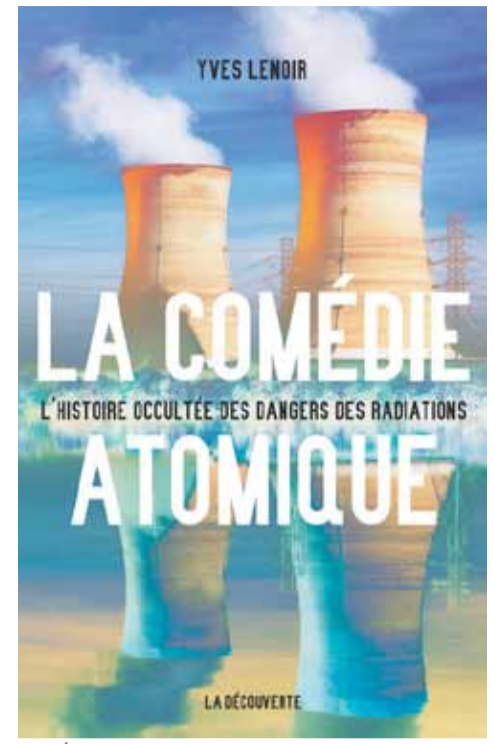
**Le livre réfute implacablement leurs contre-vérités.**

**Notre rôle de citoyens sans qualité, c'est de tirer les conséquences du discrédit porté sur ces coalitions onusiennes usurpatrices : nous devons inventer de nouvelles instances.**

**Et, justement, un Forum social sur le thème du nucléaire militaire et civil se prépare pour novembre 2017 : affaire à suivre !**

*« Pour ce qui me concerne, je crois que le seul moyen de changer le monde est de l'expliquer. Si on l'explique de façon plausible, on le transforme discrètement, par l'action permanente de la raison. Seuls ceux qui ne parviennent pas à trouver une explication plausible choisissent de le changer par la violence. »*

Lion Feuchtwanger  
Erfolg (Succès), 1930



Éditions La Découverte, 2016 - ISBN 978-2-7071-8844-1

L'INDUSTRIE ATOMIQUE n'a pas réussi à accomplir les promesses de ses promoteurs historiques. Après soixante-dix ans d'existence, sa part dans la production mondiale d'électricité s'établit à moins de 10 %, soit à peine 2 % des consommations finales d'énergie. Ce piteux bilan ne peut être imputé à un manque de soutien public : entre 1974 et 2003, bon an mal an, 30 % à 40 % des financements publics dans le monde destinés aux recherches sur l'énergie ont été consacrés à la chaîne de production d'énergie atomique de fission, auxquels il faut ajouter environ 10 % pour la fusion. Il ne peut pas non plus être imputé à des obstacles administratifs, ni au manque de garantie des États dans le financement des investissements. Il ne peut pas plus être imputé à l'internalisation des externalités (retraitement, démantèlement et déchets) ni à une taxation dissuadant le gaspillage, notamment en France, dans les coûts facturés aux consommateurs. N'en ajoutons plus, tout cela est connu et a été cent fois rabâché. N'en retenons qu'un enseignement : contrairement aux industries classiques innovantes qui conquièrent rapidement leur autonomie après un coup de pouce initial de la collectivité et affichent ensuite une baisse tendancielle de leurs coûts de production, nulle part l'industrie atomique n'a atteint ce stade signe de maturité. Il apparaît plutôt qu'elle s'en éloigne avec un prix de revient du kWh d'autant plus élevé que l'installation est récente. Elle est de moins en moins apte à se mesurer seule avec la concurrence.

## Le régime d'exceptions des instances de la radioprotection

L'histoire reconstituée dans ce livre établit que le milieu de la radioprotection a été tout sauf un frein. Avec une constance admirable, il a entretenu la foi dans l'énergie atomique et les rayonnements ionisants, magnifiant l'idée de leurs bienfaits et avantages, tout en en gommant les dommages, aussi abominables soient-ils. Le soutien apporté par la radioprotection internationale aux tentatives obstinées pour entraîner l'humanité dans l'âge atomique a été et reste constant, comme en attestent les manœuvres en cours du consortium UNSCEAR, CIPR, CEPN, OMS et AIEA dans le Japon de l'après-Fukushima.

Cependant, du point de vue de Sirius, cette persévérance dans l'enlèvement est incompréhensible. Aucune religion profane, même avec la disposition des moyens de la police et des services secrets, n'a pu à terme résister aux contradictions que sa confrontation avec la na-

ture humaine et la réalité du monde fait émerger et peu à peu s'exacerber, jusqu'à la rupture. Chacun a l'exemple de l'écroulement du système communiste à l'esprit – dans lequel Tchernobyl a joué un rôle, sans pour autant provoquer la faillite de l'entreprise atomique... L'exception trouverait-elle sa cause dans la conversion du monde à la foi atomique ?

Bien qu'ébranlé à deux reprises, Tchernobyl et Fukushima, le système atomique tient, en dépit de ses piètres performances, des catastrophes qu'il sait engendrer et des hypothèques prises. Il tient en dépit du coût faramineux de la liquidation du désastre de Tchernobyl, 400 milliards de dollars cumulés en 2006 pour le Belarus et l'Ukraine (celui à la charge de la Russie n'a pas été rendu public), soit autant que toute la capitalisation électronucléaire de l'URSS. Sa résistance à toute sanction économique et aux épreuves ne saurait procéder de détails de sa constitution, de caractéristiques marginales de ses éléments ou de l'équation personnelle de tel ou tel de ses dirigeants, historiques ou actuels. Les ressorts de cette résistance sont fondamentaux : idéologiques et structurels.

Des premiers, peu de chose à ajouter à tout ce qui a été développé dans cet ouvrage. Source de rêves ou de cauchemars, la fascination exercée par le pouvoir découvert pas à pas dans le noyau atomique reste bien vivace. La difficulté de l'entreprise a rendu sa réussite d'autant plus précieuse aux yeux de beaucoup. Il n'en fallait pas plus pour qu'après Hiroshima et Nagasaki la dévotion envers l'énergie atomique ne débordât de la petite communauté de ses « prophètes » et ne se transformât en une religion universelle. Il faut y croire : il n'y a qu'un atome et il a montré sa puissance. C'est une vérité immanente.

Mais le système atomique tient aussi grâce à la superstructure mise en place dans le cadre de l'ONU pour lui faciliter un développement coordonné à l'échelle mondiale. L'OMS et son affiliée providentielle, la CIPR, puis l'UNSCEAR et l'AIEA la composent. Deux de ses caractéristiques font exception, la totale indépendance de la CIPR et le monopole « scientifique » de l'UNSCEAR. Dans un système institutionnel soumis à un contrôle démocratique, elles seraient l'une comme l'autre l'objet de scandales à faire cesser, et qui auraient cessé depuis longtemps.

En effet, jusqu'en 1955, année de la création de l'UNSCEAR, on n'aurait jamais admis qu'une entité unique à portée universelle, quelle qu'elle fût, pût avoir le dernier mot en matière scientifique. Aucune autre discipline n'est affligée d'une tutelle arbitrale de cette espèce, dont le recrutement est fortement endogène, les délibérations privées

et les avis sans appel. Son objet, le discours sur les effets des radiations atomiques, et sa méthode ont perverti la déontologie de bien des scientifiques<sup>(1)</sup>. Aucune voix ne s'est élevée contre cette incongruité, sinon contre sa conséquence symptomatique : le déni de séquelles sanitaires et écologiques graves aux catastrophes atomiques. Il est même trop souvent arrivé que des contestataires soient allés chercher dans ses rapports des éléments – valables ou non n'est pas la question – pour soutenir telle ou telle querelle. Ce faisant, ils ont cautionné l'autorité du Comité et ce dont elle procède, son infaillibilité. Car l'UNSCEAR jouit d'un véritable blanc-seing accordé par l'Assemblée générale de l'ONU et confirmé lors de l'adoption automatique, assortie de mille louanges, de chacun de ses rapports. La dispute savante, que le temps et la falsification poppérienne font avancer, n'a plus droit de cité dans ce domaine. C'est d'autant plus choquant que la matière est éminemment complexe, et donc controversable.

Ce déni porte en germe une conséquence perverse, qu'il n'est peut-être pas inopportun d'évoquer ici. Si les retombées de Tchernobyl ont causé si peu de dommages à la vie des gens et à la nature, alors pourquoi continuer de présenter tout conflit atomique comme l'abomination de la désolation ? Eisenhower n'aurait-il pas eu raison de banaliser l'arsenal atomique américain en conférant aux obus et autres munitions atomiques un statut conventionnel ? L'escalade atomique durant la bataille ne serait alors que la poursuite du conflit par d'autres moyens. Il est possible que des stocks de telles armes, comme les bombes dites à neutrons, aient été constitués, tant on en parlait dans les états-majors durant les années 1980 et tant il y a de plutonium en surplus. Les dénis réitérés de l'UNSCEAR sont lourds de la justification d'une telle dérive.

La deuxième exception est évidemment la position et le statut singuliers de la CIPR. Là aussi le scandale est total. De quoi procède sa légitimité ? De sa prétention proclamée. Qui contrôle et justifie la validité de ses recommandations ? Elle-même, en privé, sans publier les avis minoritaires et en affichant des principes éthiques « faits maison » *ad hoc*, le dada de ses actuels dirigeants. Qui la protège et la légitime aux yeux du monde ? Une OMS qui a besoin de ses services pour ne pas s'être dotée de capacités équivalentes. Après soixante ans de compagnonnage, l'expédient-arrimage s'est mué en fusion *de facto*. Mais si la direction et la politique de l'organisation sont soumises au jeu onusien des rapports de force et des compromis, la Commission jouit d'une complète indépendance, de recrutement et dans l'orientation de ses travaux

en fonction des intérêts qu'elle tient à servir. En d'autres termes, la CIPR regarde tranquillement passer les directeurs généraux de l'OMS... Après cinquante ans de relative discrétion, sa gouvernance a changé. La Commission tient maintenant à se montrer, à communiquer et, de plus en plus, à affirmer bien haut la légitimité dont elle se targue. Aurait-elle maintenant besoin d'une reconnaissance de l'opinion ? Pour affermir sa position dans le système ? Aurait-elle été l'objet de critiques ? Et, ce qui n'est pas exclusif, vise-t-elle une extension de son financement ?

Troisième objet de scandale : le cumul traditionnel des appartenances personnelles aux deux institutions UNSCEAR et CIPR, enrichi de postes de consultants et de conseillers auprès de l'OMS, de l'AIEA, d'Euratom et des agences nationales équivalentes.

Les dirigeants sont ce qu'ils sont, des êtres humains. Si quelques-uns ont eu un rôle innovant et déterminant dans l'histoire, la plupart jouent avec les degrés de liberté, voire de licence, que leur laissent les institutions. Celles qui gouvernent la radioprotection mondiale sont détestables, et les pratiques qu'elles génèrent encore plus. Enfin l'histoire enseigne que dominent dans les institutions celles et ceux qui exploitent leurs vices.

## Faire entrer les effets des radiations atomiques dans la science de droit commun

Dans cette grande affaire fortuitement déclenchée par Wilhelm Röntgen en 1895<sup>(2)</sup>, la science des effets des radiations a été la grande négligée. La médecine s'est jetée sur les rayons X et le radium sans y chercher plus que les avantages immédiats qu'elle pouvait en tirer. Ainsi, au début des années 1950, Gioacchino Failla<sup>(3)</sup> se devait encore d'écrire que « le mécanisme détaillé de l'action des rayons ionisants sur les cellules vivantes n'est pas connu ». Mais entre-temps la *Big Science*, préciosité que l'on peut traduire par la mainmise arbitraire de l'État sur certaines activités scientifiques et technologiques, s'était emparée de tout ce qui touche à l'énergie atomique, et donc aux effets de la radioactivité sur le vivant. Comme il fallait d'urgence disposer de la bombe, la radiobiologie est restée le parent pauvre des programmes de recherche. Force est de constater qu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale le niveau des résultats n'avait pas, dans ce domaine, dépassé le stade du rudimentaire empirique de l'observation des effets à court terme. Or la production et la dissémination d'une kyrielle de nouveaux radioéléments artificiels avaient (...)

(...) considérablement augmenté la taille et la complexité du problème. Autant dire qu'en proportion la connaissance avait plutôt aggravé son retard.

Ensuite, deux urgences ont dominé l'agenda : développer sans délai les applications de l'énergie atomique, tout en fournissant à la médecine des radio-isotopes en quantité, et – il faut bien choisir un verbe pour qualifier la démarche – disons bricoler les recettes d'une radioprotection pour doses tolérables ainsi qu'un discours rassurant sur les retombées radioactives. Dans l'ordre des priorités : les bombes, les centrales électrogènes et, au plus bas niveau, la radioprotection. Ne pas construire les centrales trop loin des villes, cela pourrait donner l'idée qu'elles représentent un danger... Limiter au maximum la liste officielle des dommages... Psychiatriser toute critique, tout appel à la prudence et, ultérieurement, les craintes suscitées par un environnement pollué par la radioactivité, mais aussi les maladies éligibles à la radiophobie.

L'UNSCEAR avait été créé pour fournir à l'AIEA et à la CIPR un corpus de données nécessaires au cadrage de l'entrée dans l'âge atomique. De par sa mission, ses règles de fonctionnement et, surtout, sa composition, le Comité n'a jamais eu de scientifique que le nom. Dès son entrée en fonction il a adopté la manière de faire d'une confrérie d'experts au service d'une cause qui ne pouvait souffrir la moindre procrastination de leur part.

La science des effets des radiations n'a que faire de l'UNSCEAR. Au nom de quoi une discipline scientifique devrait-elle être « régulée » par des représentants et des délégués nommés par des États ? Le Comité est plus qu'une gêne pour l'activité scientifique de la discipline, une nuisance. Il n'apporte rien : il retranche. Il empêche le développement des débats en écartant toute étude « hétérodoxe » à grand renfort de sentences définitives. Sans l'UNSCEAR – le politburo de l'âge atomique ou plutôt peut-être sa Sacrée Congrégation de l'index (dont l'équivalente curiale a été supprimée par le pape Paul VI le 7 décembre 1965) –, la science des effets des radiations pourrait s'épanouir comme n'importe quelle autre discipline libre. La dissolution de l'UNSCEAR libérerait aussi quelques bureaux au siège de l'AIEA et aura un coût social très supportable : la mutation de trois postes administratifs. Quelques dizaines d'experts devront, malheureusement pour eux, supprimer une mention de leurs cartes de visite.

## La CIPR, maillon faible du « système atomique » ?

Tout système comprend une composante plus faible, ou moins ferme, que les autres. L'AIEA est quasi intouchable, eu égard à sa mission de contrôler la prolifération atomique. Il y aurait néanmoins beaucoup à dire du laxisme avec lequel elle a supervisé la sûreté des usines atomiques dans le monde. Il est vrai qu'il est difficile de demander à un promoteur convaincu de montrer les qualités qu'on attend d'un censeur. Les trois objets de l'AIEA – prolifération, promotion, sûreté – devraient être confiés à des organismes complètement disjoints, en termes de personnels, de tutelles et de budgets. Mission impossible ?

L'OMS remplit, pour ce qui touche aux rayonnements ionisants, une fonction de paravent bureaucratique. Elle publie les rapports à la rédaction desquels elle a peu contribué, sinon pas du tout. Disons pour faire court qu'elle publie sous son label, un label bien perçu, des rapports et études dont l'opinion lui attribue la paternité. Ce n'est pas complètement infondé, puisqu'elle ne publie évidemment pas des documents qui ne lui conviendraient pas ou qui ne conviendraient pas dans les circonstances du moment.

Parce que ces institutions ont un pouvoir de portée mondiale, beaucoup s'imaginent que l'UNSCEAR et la CIPR, à l'instar de l'OMS et de l'AIEA, ont des budgets considérables. Il n'en est rien, car les forces vives de l'UNSCEAR, comme de la CIPR, ne coûtent pratiquement rien. Les délégués et représentants à l'UNSCEAR relèvent de leurs gouvernements respectifs et sont salariés par leurs organismes de recherche ou administratifs d'origine. De même concernant les revenus des membres de la CIPR. Les contributions des uns et des autres à la rédaction des rapports, au tri des publications scientifiques, etc., s'effectuent donc sur une base militante bénévole. Toutes ces personnes sont convaincues, désirent conserver une position prestigieuse à leurs yeux et ne ménagent donc ni leur temps ni leur peine. Le coût du fonctionnement des deux organisations est ainsi réduit à celui de secrétariats avec leurs frais connexes. Elles ont la force de l'esprit...

L'UNSCEAR a un avantage sur la CIPR, celui de jouir d'un statut assuré comme organe institué par l'ONU dans l'ONU – et par voie de conséquence d'un financement public. Autre avantage : le budget de son secrétariat, environ 300 000 dollars par an, ne pèse pas beaucoup sur les finances de l'organisation. Le comité bénéficie en outre d'un gîte gratuit au siège de l'AIEA à Vienne.

En revanche, le financement de la CIPR dépend à 80 % de subventions (le solde venant de la vente de services) versées par une trentaine d'institutions publiques, nationales ou intergouvernementales<sup>(4)</sup>. Quatre sur cinq d'entre elles sont des agences de radioprotection ou des organismes directement intéressés par les questions de radioprotection ; les autres sont des entités soumises à un contrôle politique, qui n'ont pas de responsabilités directes dans la radioprotection : ministères de l'Environnement allemand et suédois, Commission européenne, Agence américaine de l'environnement, Département américain de l'énergie, OCDE. Ces dernières institutions ont apporté de 170 000 à 314 000 dollars par an entre 2009 et 2014, soit 25 % à 60 % des subventions reçues par la Commission. Les comptes de cette dernière fluctuent donc notablement en fonction des variations des dons reçus, lesquelles peuvent atteindre 30 % d'une année à l'autre, et des engagements de dépenses. La réserve de trésorerie, qui dépassait 500 000 dollars en 2004, est tombée à moins de 100 000 dollars en 2014, à cause des dépenses exceptionnelles de 2011 (Fukushima), mais aussi de la dérive des coûts de promotion depuis l'arrivée du Dr Claire Cousins à la présidence en 2009. Les besoins incompressibles de secrétariat, salaires et dépenses courantes, tournent autour de 400 000 dollars par an.

Le maillon faible du « système atomique » est donc clairement la CIPR, une aberration sur le plan institutionnel et une organisation dont les finances sont très dépendantes de sa bonne renommée et du soutien des autorités politiques. Celle-ci influençant celui-là.

En pratique, la charrie de la radioprotection institutionnelle a été mise avant les bœufs de la connaissance détaillée des effets des dites faibles doses de radiations sur le vivant. Le discours a évolué : « tolérable » n'était décidément plus tolérable, trop conflictuel ; alors on est passé au *as low as...* et toutes ses déclinaisons mâtinées des principes d'optimisation et de justification, eux-mêmes de plus en plus enjolivés de considérations éthiques. Tchernobyl et Fukushima, crises « hors dimensionnement », ont révélé ce que recouvre tout ce verbiage : une entreprise de mystification.

## Aux politiques d'assumer, aux citoyens de se mobiliser

Légiférer en matière de radioprotection et la réglementer sont des responsabilités à la portée de l'intelligence des hommes politiques. La science des effets des radiations débarrassée de l'UNSCEAR peut fournir les données nécessaires à la conduite des débats. En France, le législateur remplirait sa mission, via les travaux de l'Office parlementaire d'évaluation scientifique et technologique ou d'une commission indépendante *ad hoc* ; l'exécutif ferait transcrire les évolutions de la loi par les services des ministères de la Santé et de l'Environnement. Une telle manière de gouverner favorise la diffusion du savoir, la perception des enjeux et la conscience des responsabilités. Aurait-elle été en vigueur au Japon que le traitement de la crise de Fukushima aurait mieux assuré la protection des habitants, ainsi que l'assistance à Yoshida Masao et ses équipes. Cela toutes choses égales par ailleurs...

Or elles n'auraient pas été égales. Dans un pays où la représentation politique se serait donné les moyens de percevoir tous les enjeux et risques du développement de l'industrie atomique, on ne trouverait pas d'accord pour implanter des dizaines de centrales comme elles l'ont été au Japon. Car on traiterait aussi ouvertement du seul risque décisif : l'accident techniquement maximum, celui qui exprime le potentiel de nuisance intrinsèque ultime quand toutes les barrières ont cédé. Nul doute que le tsunami géant du 11 mars 2011 n'aurait alors pas trouvé sur sa route la centrale de Fukushima, ni peut-être aucune autre...

Est-ce rêver que d'écrire cela ? Non. Le 5 novembre 1978, à l'issue d'un débat public complexe de plus de trois ans, le peuple autrichien a décidé par référendum que la centrale électronucléaire de Zwentendorf, la première du pays, dont la construction venait de s'achever, ne serait pas mise en service<sup>(5)</sup>. Suite à ce référendum, l'Assemblée nationale adopta l'année suivante une loi interdisant l'usage d'énergie atomique en Autriche<sup>(6)</sup>. Au total, il en aurait coûté aux finances autrichiennes l'équivalent actuel d'un milliard d'euros. Ce fut le plus cinglant camoufflet infligé à l'AIEA, dont le siège est à Vienne et qui avait fait un lobbying insensé pour le « oui » au démarrage. Trente-huit après, l'Autriche est un des pays les plus avancés dans l'utilisation des énergies renouvelables.

En guise de « morale de l'histoire » provisoire, je voudrais évoquer le cas d'un scientifique britannique qui illustre à merveille le nœud de contradictions et de collusions auquel devront s'affronter les responsables politiques qui auraient décidé de réglementer enfin la radioprotection. Richard Wakeford est un physicien, PhD docteur en physique nucléaire de l'Université de Liverpool. Il a travaillé pour British Nuclear Fuel Ltd jusqu'en 2006. Il mène depuis une retraite active dans les hautes sphères nationales et internationales de la radioprotection, où sa parole fait autorité : rédacteur en chef du *Journal of Radiological Protection*, membre du bureau éditorial du *British Journal of Cancer*, membre de l'Independent Expert Advisory Committee on Medical Aspects of Radiation in the Environment auprès du gouvernement britannique, etc. Il a été membre du comité 1 (radiations externes) de la CIPR entre 2009 et 2013 et est un des délégués britanniques à l'UNSCEAR. En 2011, il a rallongé sa brochette de décorations avec les titres de membres du Scientific Advice Group for Emergencies pour l'accident de Fukushima auprès du gouvernement britannique et du groupe de travail d'évaluation de l'OMS pour les risques sanitaires découlant de l'accident. Sa déclaration au peuple japonais sur les risques sanitaires des faibles doses de radiation est disponible sur le site Web du secré-

tariat du cabinet du Premier ministre nippon...

Il n'a pas informé les Japonais touchés par les retombées de Fukushima, à qui il est conseillé de retourner chez eux avec leurs enfants dès que la radioactivité ambiante est retombée sous le seuil de 20 mSv/an, de l'enseignement majeur de l'article publié en 2012 par Gerald Kendall<sup>(7)</sup> que j'ai cité dans le chapitre 1, dont il est pourtant un co-auteur, à savoir qu'une dose supplémentaire de 1 mSv accroît de 12,5 % le risque de leucémie infantile. Richard Wakeford a participé à un travail de recherche scientifique, mais ne semble pas accorder crédit à son résultat. Sa dévotion atomique est à toute épreuve et ses pairs l'honorent en lui confiant de hautes responsabilités.

On comprendra que, face au « clergé » de la religion atomique, dont Wakeford est un solide représentant, l'engagement des politiques ne pourra se passer du soutien d'une forte mobilisation citoyenne, dans le monde entier. Puisse ce livre y contribuer. Sans illusion, son auteur espère encore qu'il aidera à surmonter le sentiment désabusé qu'exprimait en 1942, dans une tout autre époque, l'écrivain allemand antinazi Lion Feuchtwanger (1884-1958), alors réfugié en France et poursuivi par le régime de Vichy : « Au tréfonds de moi-même, je sais que je ne connais pas la moindre cause de cette confusion barbare dans laquelle nous nous débattons tous aujourd'hui<sup>(8)</sup>. »

Yves Lenoir

Site de l'association Enfants de Tchernobyl Belarus, présidée par Yves Lenoir  
<<http://enfants-tchernobyl-belarus.org>>

1 - De fâcheuses habitudes antiscientifiques ont été prises, comme celle de considérer que les avis des académies des sciences sur des sujets controversés sont autant de vérités. Et de s'y référer à l'occasion comme autant d'arguments d'autorité.

2 - Fortuitement en effet : la phosphorescence était connue depuis le XVI<sup>e</sup> siècle et les physiciens utilisaient les tubes à décharge depuis 1869. La découverte des rayons X aurait encore pu attendre...

3 - Emigré sicilien aux États-Unis au début du XX<sup>e</sup> siècle, Gioacchino Failla (1891-1961), physicien de formation, développa les usages du radium au Memorial Hospital de New-York dans les années 1910-1930. Il passa deux ans à l'Institut Curie entre 1921 et 1923, à l'invitation de Marie Curie. À l'automne 1927, il convainquit l'ingénieur Lauriston Sale Taylor (1902-2004), pressenti pour définir la normalisation des doses en radiothérapie par le National Bureau of Standard, de s'investir dans cette voie d'avenir : la physique des radiations. Habile, travailleur et ambitieux, L.S. Taylor prend en main la création de la CIPR dès l'année suivante en 1928. Un an après, en 1929, échoit à G. Failla la présidence de l'*alter ego* américain de la CIPR, le NCRP, également autonome. Après guerre, L.S. Taylor s'arrange pour obtenir les résultats des recherches en radiobiologie menées au sein de la Division biologie et médecine du *Manhattan Project*. Vers la fin des années 1940 il confie à G. Failla le soin de concevoir la philosophie de la radioprotection pour l'âge atomique, qui servira de texte de base à la première grande publication de la CIPR, refondée par Taylor en 1950. Taylor en est le Secrétaire scientifique et Failla le président du Comité I des radiations externes. G. Failla a été un promoteur de premier plan de l'entrée de l'humanité dans l'âge atomique. Quand, en 1954, l'OMS a été interpellée pour n'avoir pas préparé la protection radiologique de la population, l'affiliation de la CIPR s'est avérée être la réponse. Ensemble, OMS et CIPR unirent leurs talents pour servir le démarrage de l'AIEA en 1957.

4 - Des éléments sur les comptes financiers de la CIPR sont accessibles sur cette page : Charity commission (registre britannique des associations caritatives), « 298173, The International Commission on Radiological Protection », <[ur1.ca/q7969](http://ur1.ca/q7969)>.

5 - « The nuclear power plant Zwentendorf », <[ur1.ca/08np1](http://ur1.ca/08np1)>.

6 - L'interdiction du recours à l'énergie atomique a ensuite été inscrite dans la Constitution du pays.

7 - Gerald M. Kendall et al., « A Record-Based Case-Control Study of Natural Background Radiation and the Incidence of Childhood Leukaemia and Other Cancers in Great Britain during 1980-2006 », *Leukemia advance online publication*, Nature, 2012, <[ur1.ca/oa4zz](http://ur1.ca/oa4zz)>.

8 - Lion Feuchtwanger, *Der Teufel in Frankreich (Le Diable en France)*, 1942.

LORS DES JOURNÉES D'ÉTUDES d'Arrêt Du Nucléaire en septembre, nous avons tenu un atelier autour de la tenue éventuelle en France d'un Forum social mondial thématique « pour un monde sans nucléaire ».

Depuis, les choses se sont précisées et l'organisation de ce forum est probable, la décision sera prise dans les prochaines semaines. Plusieurs réunions ont eu lieu qui ont permis de préciser les objectifs. Le collectif ADN y participait et il y avait des organisations spécifiquement antinucléaires, mais aussi des organisations nationales plus généralistes qui considéraient l'arrêt du nucléaire comme souhaitable. Citons parmi d'autres la CRIIRAD, Independent WHO, le Réseau SDN, Enfants de Tchernobyl Belarus, Les décroissants, Attac France, le SNE-FSU, le CRID, la FNE, l'ICAN, l'Union syndicale Solidaire...

Nous débattons de ce forum et de la nature de notre participation à la réunion du 15 janvier 2017. Mais pour mieux en comprendre les enjeux il nous faut préciser deux questions :

- Qu'est-ce qu'un Forum social mondial « pour un monde sans nucléaire » ?
- Quels sont les objectifs de sa tenue en France en 2017 ?

Nous donnerons ensuite quelques extraits de textes à propos de l'organisation de ce forum.

### Qu'est-ce qu'un Forum social mondial « pour un monde sans nucléaire » ?

Il s'agit d'un lieu auto-organisé où s'articulent des luttes pour un monde sans nucléaire. Ce n'est pas un mouvement qui cherche à fédérer les autres, c'est un espace d'échanges et de rencontres. Chacun s'investit de façon autogestionnaire en créant des projets, des ateliers, des propositions de conférences ou de spectacles. Les participants organisateurs sont des groupes. Les individus n'ont pas le droit de proposer un atelier. Le fonctionnement est horizontal et l'objectif est de permettre débats et échanges sur l'arrêt du nucléaire (militaire et civil), les travailleurs de la filière, l'extraction de l'uranium, les scandales financiers de l'industrie nucléaire, les lobbies de l'atome, etc.

### Quels seraient les objectifs de sa tenue en France en 2017 ?

S'il a lieu, ce sera le 3<sup>e</sup> FSM-AN après ceux de Tokyo (22 au 28 mars 2016) et de Montréal (août 2016). Une première réunion avait eu lieu lors du Forum social mondial de 2015 à Tunis. Pourquoi le tenir en France ?

1. La France est un des pays les plus nucléarisés au monde : la tenue d'un Forum mondial sur ce thème y aurait une portée symbolique spécifique. En particulier, la situation de l'industrie nucléaire française est inédite avec l'arrivée en bout de course des centrales classiques (la plupart devraient être déjà fermées car elles ont plus de trente ans) et les difficultés techniques et financières que rencontrent EDF et Areva (mise à l'arrêt d'un tiers des réacteurs, problèmes de fissures dans les cuves, dépassements des devis, etc.).

2. Le lobby pronucléaire est très organisé tandis que ses opposants sont dispersés : ce forum aura aussi pour objectif de consolider un réseau mondial mais aussi européen de lutte contre le nucléaire, en s'appuyant notamment sur les initiatives de nos camarades brésiliens.

3. Le forum permettra d'alerter l'opinion publique sur l'urgence de l'arrêt du nucléaire et de peser dans le débat politique aussi bien français qu'international. Pour cela, il investira une ville importante (les démarches sont en cours pour Strasbourg, Paris, Grenoble) avec des ateliers, conférences, propositions artistiques, etc.

Michel Boccara

# « POUR UN MONDE SANS NUCLÉAIRE »



## Charte des principes (extraits) du Forum Social Mondial

Le comité des instances brésiliennes qui a conçu et organisé le premier Forum Social Mondial (Porto Alegre, 25 / 30 janvier 2001), après avoir évalué les résultats de ce Forum et les attentes qu'il a suscitées, a jugé nécessaire et légitime d'instaurer une Charte des Principes visant à orienter la poursuite de cette initiative. Les Principes contenus dans la Charte [...] consolident les décisions qui ont présidé à la réalisation du Forum de Porto Alegre et fait son succès, et amplifient sa portée, en fixant les orientations qui découlent de la logique de ces décisions.

1. Le Forum Social Mondial est un espace de rencontre ouvert visant à approfondir la réflexion, le débat d'idées démocratique, la formulation de propositions, l'échange en toute liberté d'expériences, et l'articulation en vue d'actions efficaces, d'instances et de mouvements de la société civile qui s'opposent au néolibéralisme et à la domination du monde par le capital et toute forme d'impérialisme, et qui s'emploient à bâtir une société planétaire axée sur l'être humain.

2. Le Forum Social Mondial [...] devient un processus permanent de recherche et d'élaboration d'alternatives, qui ne se réduit pas aux manifestations sur lesquelles il s'appuie.

3. Le Forum Social Mondial est un pro-

cessus à caractère mondial. Toutes les rencontres qui feront partie de ce processus ont une dimension internationale. [...]

## Note sur la création d'un réseau mondial vers un monde sans nucléaire (2 novembre 2016 - extraits)

Dans le Forum Social Thématique sur le nucléaire réalisé à Tokyo en mars 2016 il a été lancé l'Appel de Tokyo pour la création d'un Réseau Mondial vers un monde sans nucléaire (voir ci-dessous et sur <http://fsm2016.org>).

La « Coalition pour un Brésil libre de Centrales Nucléaires » s'est proposée de prendre en charge la construction de ce Réseau Mondial.

La présente note donne un aperçu de la façon dont elle envisage de travailler pour le réaliser. Il a été créé une adresse pour communiquer avec la Coalition dans le processus de construction du réseau : [globalnetwork@xonuclear.net](mailto:globalnetwork@xonuclear.net) (...)

Le Réseau s'appuiera sur :

a) un Site virtuel (avec des gestionnaires au Brésil et des Groupes d'appui au site dans plusieurs pays)

b) des Rencontres et Forums Sociaux Thématiques que ses membres décident de réaliser. La présente note considère seulement la création et le fonctionnement du site.

Le premier pas vers la création effective du Réseau sera la création du site, en tant qu'espace virtuel destiné à enregistrer et divulguer des actions et des propositions d'action des groupes, mouvements et organisations antinucléaires existant dans l'ensemble de la planète, permettre l'aide mutuelle entre eux, faciliter la construction d'alliances pour des actions concrètes nationales et internationales, partager des informations et des apports pour la formation, divulguer des dénonciations et des contributions pour la réflexion sur le sujet.

Le site créé aura les sections suivantes :

- Présentation du réseau, ses objectifs,

## Un Forum social mondial thématique en France à l'automne 2017

- organisations responsables et soutiens ;
- Déclarations et prises de position collectives.
- Débats sur des questions spécifiques.
- Demandes d'informations et d'aide.
- Apports pour la formation et pour des études.
- Actions concrètes – propositions et actions.
- Nouvelles, informations et dénonciations.
- Rencontres et Forums Sociaux Thématiques en cours ou en préparation.

Le site fonctionnera comme une mémoire mondiale de « contenus », en disposant d'un outil de recherche et de formulaires pour l'interaction des visiteurs. Il sera multilingue, son contenu étant présenté dans au moins une des langues suivantes : anglais, français, espagnol, portugais et japonais. (...)

Chico Whitaker, au nom de la Coalition pour un Brésil libre de Centrales Nucléaires

## Note sur la déclaration de Montréal

L'Appel de Montréal (août 2016) a donné lieu à des controverses et de nombreuses organisations s'en sont désolidarisées car il n'appelait pas à un arrêt du nucléaire mais à un arrêt de la fission nucléaire, certains signataires justifiant même ce choix par le fait que la fusion pouvait être positive, que « des réacteurs à fusion nucléaire viables n'existaient pas » et donc que « la fusion nucléaire en soi n'est pas un danger actuel ». Si nous ne voulons pas nous aliéner des multitudes de sympathisants dans le domaine de la science, de la médecine et de l'industrie, il vaut mieux nous en tenir à l'abolition de la fission nucléaire » concluait le docteur Edwards Gordon, de Montréal (source : *Endosseurs de la Déclaration de Montréal*, 6 septembre 2016). On voit les dangers qu'il y a à signer des appels trop larges et nous ne pouvons que regretter que certains militants français présents à Montréal n'aient pas été assez vigilants pour le dénoncer, ou pour le moins ne pas s'y associer.

MB

# APPEL DE TOKYO POUR UN RÉSEAU MONDIAL VERS UN MONDE SANS NUCLÉAIRE

**Nous, participant-e-s du premier Forum social mondial thématique contre le nucléaire civil et militaire, réalisé à Tokyo et Fukushima du 23 au 28 mars 2016, venant de plus de 10 pays de 3 continents, appelons à la création d'un réseau mondial au service de l'intercommunication, de l'appui mutuel et du lancement d'actions communes pour un monde sans nucléaire civil et militaire.**

Cet appel s'adresse aux citoyen-ne-s de tous les pays du monde engagé-e-s, à titre individuel ou au sein d'une organisation, pour un monde sans nucléaire.

Pour bâtir ce réseau, nous commencerons par nous doter d'une liste d'échange, par Internet, pour dépasser notre isolement, chacun luttant dans son pays contre un pouvoir nucléaire qui est mondialisé. Cet outil nous permettra de construire des actions communes, des résistances, des dénonciations et des diffusions d'information pour construire un monde libéré du nucléaire. Nous y échangerons sur les questions juridiques, de sécurité, de santé, d'éducation et de communication liées à l'usage du nucléaire à des fins civile et militaire. Nous le ferons dans le cadre de grands thèmes tels que :

l'exportation et l'importation des équipements et de la technologie nucléaire, ainsi que du combustible à des fins civile et militaire, de la mine aux déchets ; les mythes et la propagande avec lesquels le nucléaire s'impose, notamment par le biais des lobbies et des médias ; les témoignages des victimes et réfugiés du nucléaire, mais aussi des experts, médecins, ingénieurs et autres qui nous permettent de partager informations, études et analyses ; les réussites de nos luttes qui ont permis de bloquer des accords, d'adopter ou de changer des lois, de fermer des centrales, de gagner des procès... pour qu'elle servent d'exemple à d'autres luttes en cours ; les alternatives sur la consommation et la production d'énergie ; les travailleurs du nucléaire, notamment le système de sous-traitance et de travail intérimaire qui porte gravement atteinte à la santé et la sécurité des travailleurs.

Nous invitons toutes les personnes, groupes et organisations engagés dans la lutte pour un monde sans nucléaire à s'inscrire à cette liste, à signer cet appel et à le diffuser largement dans leurs réseaux. Nous les appelons aussi, en réponse au message

de solidarité reçu de la part des organisations québécoises et canadiennes luttant contre le nucléaire, à s'impliquer dans la construction de notre réseau en participant au deuxième Forum social mondial thématique contre le nucléaire civil et militaire, qui se tiendra durant le prochain Forum social mondial, à Montréal (Canada) du 8 au 14 août 2016.

Un 3<sup>e</sup> Forum social mondial thématique contre le nucléaire civil et militaire pourra être organisé en Europe à l'occasion du 31<sup>e</sup> anniversaire du début de la catastrophe de Tchernobyl.

Tokyo, le 28 mars 2016

### Listes des organisations signataires

No Nukes Asia Actions ; Articulation antinucléaire brésilienne ; Attac-France ; Coalition pour un Brésil libre des centrales nucléaires ; Echo-Echanges NGO France Japon ; Global University for Sustainability ; Collectif FSM-Montréal 2016 ; L'Appel du 26 avril ; Décroissance – Île-de-France ; Brut de béton Production (troupe de théâtre engagé membre du Réseau sortir du nucléaire) ; Projet ÉCOSPHERE ; Association de protection de l'environnement des Hautes-Laurentides ; Artistes pour la Paix ; Sept-Iles Sans Uranium (SISUR 2009).

# L'IMPOSSIBLE CAPITALISME

**L**N'EST PAS RARE, et en particulier dans le mouvement antinucléaire, de trouver des militant-e-s sincèrement convaincu-e-s de la nécessité d'arrêter le nucléaire le plus vite possible, voire même immédiatement qui, sous couvert de ce postulat, se refusent à réfléchir sur les conséquences sociales d'un tel arrêt dans le cadre d'une économie basée sur la recherche du profit maximum dans un minimum de temps. Notre débat, s'il n'a pas évité de réfléchir sur les aspects sociaux, n'a pas éludé les ambiguïtés autour de la relation entre capitalisme et nucléaire. Si tous étaient d'accord

pour dénoncer les méfaits du capitalisme, traditionnel ou pas, certains pensaient que des compromis étaient nécessaires. C'est ce que montre bien la phrase de synthèse adoptée par l'atelier et que nous reproduisons ci-dessous.

**Quels compromis sommes-nous prêts à faire avec le capitalisme pour l'arrêt le plus vite possible du nucléaire ? Compromis ou rapport de force par les luttes sociales ?** Il nous apparaît donc comme nécessaire de revenir à ce que nous considérons comme les fondamentaux et en premier lieu pourquoi un capitalisme vert est une impasse pour la société.

## I - L'IMPASSE DU CAPITALISME VERT

« **LE CAPITALISME VERT**, c'est le même capitalisme violent qui investit dans le vert, on va pas attendre qu'il soit complètement mort, ce qu'il ne faut pas c'est collaborer avec le capitalisme en portant un petit badge vert » (Lionel)

« Le capitalisme ne doit pas être condamné complètement dans la mesure où pour l'instant, c'est le seul moyen qu'on a pour maintenir en force certains secteurs, parce que quelque part, c'est le seul moyen que l'on a de faire marcher le système économique » (Yves)

« Est-ce que pour arrêter le nucléaire il faut attendre d'avoir vaincu le capitalisme ou est-ce qu'on peut accepter un capitalisme ? [...] Je ne me vois pas me battre à la fois contre le capitalisme et le nucléaire. Le nucléaire c'est tellement dangereux, il faut tellement en sortir et vite que je serais prêt à faire quelques compromissions avec le capitalisme. Si on veut en sortir, il faudra faire des compromissions pour la transition » (Annie)

« Le capitalisme perdure parce qu'il lui faut des clients solvables, sinon ça ne marche pas... si les gens ne veulent plus consommer, il va rendre la consommation obligatoire (les assurances...) et surtout il faut que la population augmente chaque année, sinon ça s'écroule... » (Pascal)

Un certain nombre de militants antinucléaires pensent donc que l'on pourrait mettre fin au nucléaire sans remettre en cause la logique du profit, parce que le nucléaire deviendrait non rentable. Il suffirait donc de convaincre les financiers et les industriels que d'autres marchés de l'énergie sont encore plus porteurs de profits pour qu'ils mettent fin à ce système mortifère. C'est une illusion dangereuse à bien des égards.

Les exemples déjà à la portée de nos réflexions sont parlants. L'Allemagne souvent prise comme exemple est en train de construire d'immenses champs de panneaux solaires au Maroc et en Algérie afin de fournir de l'énergie électrique au nord de l'Europe par le biais d'un important réseau de transport THT extrêmement polluant et dangereux pour la santé, en renouvelant au passage le néocolonialisme.

Ces dernières années de multiples entreprises ont investi dans le secteur de production électrique afin d'être sur le marché au moment du démantèlement d'EDF. Elles ont fait pousser des éoliennes dans tous les coins sans consultation des populations au point, dans de nombreux endroits, de provoquer un rejet de ce mode de production d'électricité.

L'Allemagne, encore elle, stoppe sa production de panneaux solaires, car non ren-

table et contribue à financer le projet ITER avec l'objectif de revenir par ce biais à un nouveau type d'énergie nucléaire.

L'industrie de l'énergie dans l'ensemble de l'Europe investit des milliards d'euros dans la filière des déchets et du retraitement, extrêmement porteuse de bénéfices à court terme.

Dès 1974 André Gorz, militant marxiste et sartrien, s'adressait aux mouvements syndicaux en ces termes :

« Il faut d'emblée poser la question franchement : que voulons-nous ? Un capitalisme qui s'accommode des contraintes écologiques, [une écologie qui s'accommode des contraintes du capitalisme ?<sup>(2)</sup>] ou une révolution économique, sociale et culturelle qui abolit les contraintes du capitalisme et, par là même, instaure un nouveau rapport des hommes à la collectivité, à leur environnement et à la nature ? Réforme ou révolution ? »

André Gorz nous place directement dans le corps de la réflexion. Pas d'écologie sans faire disparaître l'exploitation capitaliste, sans révolution, mais pas d'alternative crédible au capitalisme sans un nouveau rapport des hommes à la collectivité, à leur environnement et à la nature.

Les techniques sont là ou sont découvrables, mais la course aux profits interdit au système capitaliste de les mettre en œuvre. Nous sommes donc confrontés à une question de choix politique.

« La gestion du bien commun ne s'arrête pas à la frontière, et du coup c'est compliqué de penser uniquement à un niveau national. Moi je suis à fond pour le service public et j'y travaille, et si on veut l'augmenter il faut le financer [...] Comment on fait pour financer un nouveau service public ? » (Isabelle)

Nous pouvons nous inspirer des décisions prises en 1946 par le Conseil de la résistance qui, sans rapport de force suffisant pour supprimer totalement le mode de production capitaliste, a contribué à sortir des pans entiers de la production du système marchand capitaliste. Cette situation transitoire qui a vocation à se développer dans tous les domaines concernant le bien public (santé, énergie, transport, communication, éducation, protection sociale, etc.) présente l'avantage d'éviter les deux écueils soulignés par André Gorz, soit de reporter aux calendes grecques les décisions écologiques après une révolution sociale et anticapitaliste, soit de s'engouffrer et de soutenir les évolutions écologiques d'une industrie qui n'y voit qu'un nouveau marché source de profit.

Dans ce sens la production d'énergie et en particulier d'énergie électrique est un domaine exemplaire à condition de remettre en cause le fonctionnement centralisé, scientiste et bureaucratique et de penser un service public décentralisé, démocratique, au plus proche des populations, égalitaire (favorisant la péréquation entre les différentes régions, les villes et les campagnes) gratuit et ne proposant que la satisfaction des besoins fondamentaux en favorisant la décroissance de la consommation.

Dans un tel cadre, accessible, par un gouvernement de « gauche », l'arrêt immédiat du nucléaire est non seulement possible mais est même un des piliers d'une nouvelle politique de l'énergie. Cela implique bien évidemment que nous placions dès maintenant la lutte antinucléaire au côté de toutes les autres luttes anticapitalistes.

### S'adresser aux travailleurs, travailleuses de l'énergie

Les antinucléaires défenseurs et zélés de ce nouveau service public pourront enfin s'adresser aux salariés du nucléaire confrontés à la privatisation de l'énergie nucléaire, la sous-traitance, les conditions de travail dégradées qui les placent en situation de craindre l'accident nucléaire, première étape d'une prise de conscience sur cette technologie mortifère.

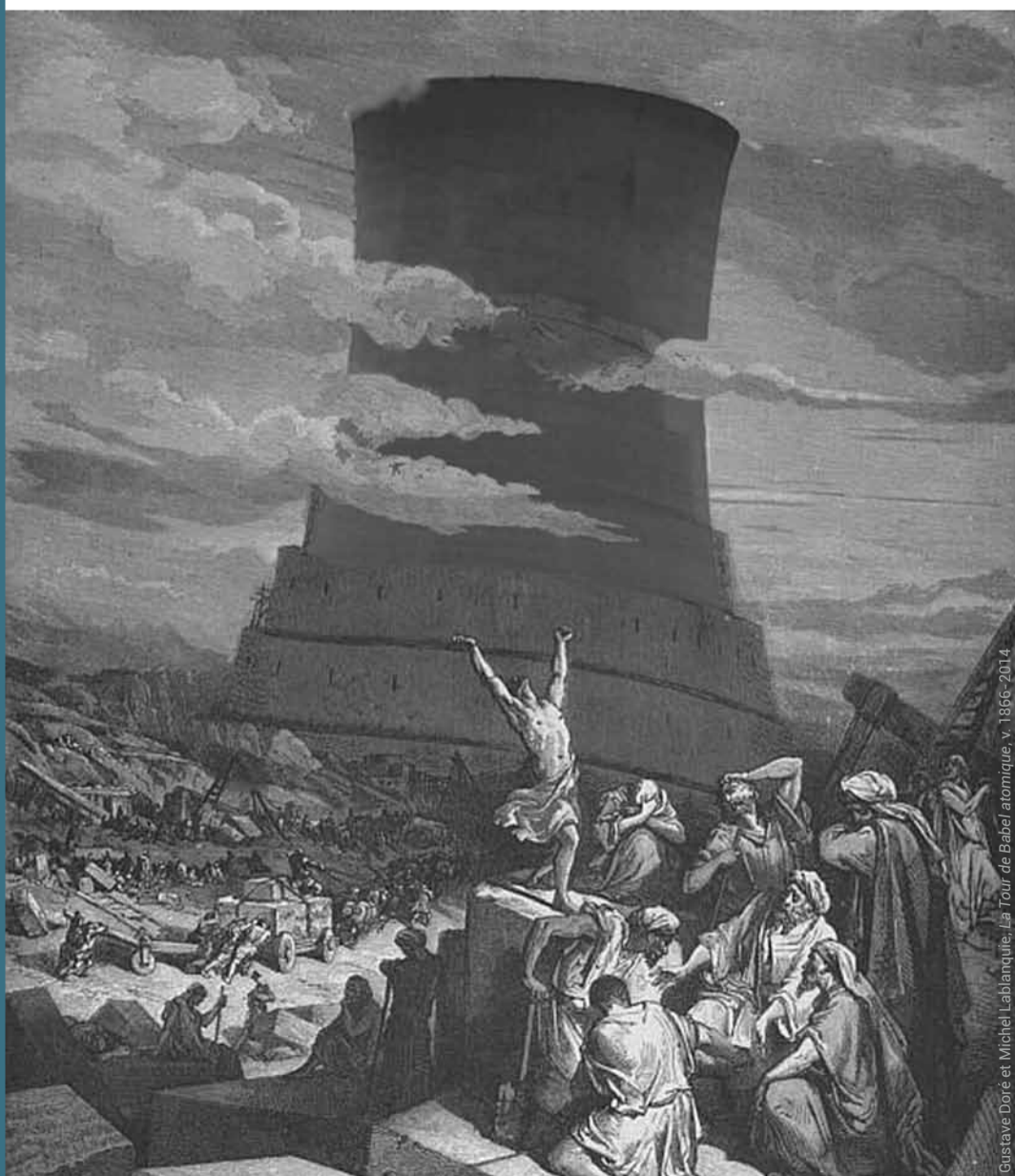
Les salariés du nucléaire de plus en plus confrontés aux dégâts provoqués par la libéralisation et la privatisation de l'industrie électrique sont aujourd'hui prêts à écouter d'autres solutions pour peu que leur réel attachement au service public soit entendu et défendu. Le mouvement antinucléaire, pour développer son influence et son rapport de force, a donc tout intérêt à placer sa lutte dans ce cadre social et démocratique du service public en y apportant sa dimension écologique et antinucléaire.

### Penser autrement le service public de l'énergie

« C'est un problème politique, si on voulait faire vraiment payer le prix de l'énergie qu'on met dans les transports parce que ça détruit trop, du coup ça serait beaucoup plus facile de développer une économie locale parce qu'elle n'aurait pas recours à ces coûts de transport et elle serait viable. Certes c'est compliqué dans une économie mondialisée de renverser la vapeur, mais c'est quand même une question de volonté politique [...] On peut jouer et finalement on ne joue pas assez sur ces leviers-là, et faire payer là où c'est destructeur et abaisser les prix là où l'économie est « vertueuse » (Hélène)

« Puisque c'est un service public, c'est un bien commun, il y a un minimum gratuit et au-delà de ce minimum, les gens payent » (Guilaine)

« En France il y a deux réseaux, réseau de transport, les grandes lignes de 400.000 W (RTE), et le réseau qui va aux habitations, de basse tension (ERDF)... Mais ERDF et RTE viennent d'ouvrir leur capital au privé, une bonne partie va être vendue, les syndicalistes vont se retrouver avec des multinationales, des Chinois, etc. qui vont être maîtres de pouvoirs sur notre énergie. En Angleterre c'est déjà comme ça, ce sont les Chinois qui ont racheté le réseau d'électricité. Les barrages c'est pareil, ils ont ouvert le capital, ça peut pas être une vision cohérente... » (Carole)



© Gustave Doré et Michel Lachlanque, La Tour de Babel atomique, v. 1966-2014

# ANTINUCLÉAIRE (1)

« Procuste en tenue moderne, le savant en recherches nucléaires préparera le lit sur lequel devra coucher l'humanité ; et si l'humanité n'y est pas adaptée, ma foi, ce sera tant pis pour l'humanité. »

Aldous Huxley, *Le Meilleur des mondes*, 1932

par Michel Boccara et Dominique Malvaud

## II - CAPITALISME ET TECHNOCRATIE

Le capitalisme n'est pas seulement un système que meut la rentabilité financière avant toute chose (voir sa définition imagée « l'argent qui fait des petits ») en liaison avec l'étape actuelle de son histoire – la mise en place d'une dictature financière à l'échelon planétaire – mais aussi un système qui asservit la planète à une volonté de toute puissance technologique, c'est-à-dire une technocratie.

### Le commun

« Quand tu parles du commun, le bien-être de la planète c'est aussi un élément qui touche le monde animal et un monde en règle générale, alors c'est vrai que l'on place souvent l'homme au-dessus des autres, mais la qualité de l'eau et de l'air, la qualité générale de la planète ne doit pas être mise en défaut, si on considère le bien commun, le bien commun c'est aussi la nature en règle générale... » (non identifié)

« Déloger la logique de rentabilité à court terme en mettant à la place une écologie, c'est-à-dire une gestion du bien commun, mais l'énergie n'est qu'une porte d'entrée [...] chacun quel que soit son niveau devrait pouvoir agir pour le bien commun [...] et dans ce cas on comprend bien pourquoi il faut un service public de l'électricité, pour que tout le monde ait accès à ce bien qu'est l'électricité » (Guilaine)

« Est-ce que les déchets, c'est un bien commun ? ou est-ce qu'on le laisse au privé ? Je ne suis pas favorable à un service public de la gestion des déchets » (Annie)

« Je suis pour que les forces redeviennent locales et que l'on garde l'idée majeure de la préservation de notre environnement. Je placerai le droit de la nature avant le droit de l'homme » (Yves)

« Sur le toit des immeubles dans les villes, on peut faire pousser quelques salades mais quand même il faut bien que les villes mangent, alors la notion de solidarité doit pouvoir exister, pour l'eau, la production de l'énergie, il faut aussi qu'on soient solidaires... »

- On a développé des ceintures vivrières, maintenant on n'a plus des villes toutes seules, on a des métropoles avec toujours une partie campagne...

- Mais moi j'aime bien manger quand je suis à Paris manger du raisin qui vient du sud de la France, il n'y a pas de raisin dans la région parisienne ! » (Annie et d'autres)

Un des axes principaux de notre discussion s'est développé autour de la notion de commun et de bien commun.

### Mais d'abord qu'est-ce que le commun ?

Si nous voulons mieux approfondir ce que nous entendons par un nouveau service public, nous devons commencer par distinguer celui-ci de l'État. Dans une période de transition, on peut continuer à développer un service public à travers l'État mais il ne faut pas oublier que l'État est de plus en plus au service du grand capital. Développer l'autonomie communale et toutes les formes possibles d'autonomie locale est donc un bon moyen de mettre en échec, sans attendre demain, les politiques néoconservatrices de l'État.

Le service public n'est pas lié à l'État mais à la notion de « bien commun ». Il nous faut donc réinventer des formes du commun et

repenser des termes comme « commune » et « communisme » que l'histoire a usés, voire disqualifiés.

Nous proposerons la définition suivante du commun : le commun, c'est lorsqu'on agit ensemble. Ce ne sont pas des choses qui sont possédées en commun car la propriété n'est pas de l'ordre du commun. Il n'y a pas de propriété commune parce qu'il n'y a pas de propriété dans le commun. Et donc la nature n'est pas un bien commun car elle est d'abord un acteur, l'acteur principal de ce qui constitue le commun, de l'action commune. Et nous, êtres humains, nous faisons partie de cette nature, nous en sommes un constituant important mais pas le constituant principal. Personne ne devrait pouvoir posséder la nature, c'est-à-dire l'eau, l'air, l'énergie et, allons plus loin, les arbres, les animaux... Nous sommes certes dans l'utopie mais un projet écologique et social cohérent devrait pouvoir aller jusque-là. Nous avons besoin de nouvelles logiques, de nouvelles perspectives...

Si donc il n'y a pas de propriété commune, peut-on cependant conserver la notion de « bien commun » ? « Le commun n'est pas un bien, et le pluriel ne change rien à cet égard, car il n'est pas un objet auquel doit tendre la volonté, que ce soit pour le posséder ou pour le constituer. Il est le principe politique à partir duquel nous devons construire des communs et nous rapporter à eux pour les préserver, les étendre et les faire vivre. Il est par là même le principe politique qui définit un nouveau régime des luttes à l'échelle mondiale<sup>(3)</sup>. »

Nous reviendrons sur cette notion de commun lorsque nous parlerons du bon usage de la technique.

### Le néolibéralisme, stade suprême du capitalisme

« Je suis un peu gênée par ce que vous dites du capitalisme. On est confrontés actuellement à quelque chose qui est bien plus terrible que le capitalisme et qui est pour moi le néolibéralisme [...] qui vise à une concentration des richesses de la planète entre les mains de quelques-uns et l'appauvrissement général... » (Annie)

À en croire certains militants, le capitalisme serait dépassé et aurait laissé la place au néolibéralisme bien plus dangereux que « le capitalisme de papa ».

### Mais qu'est-ce que le néolibéralisme ?

Ce terme désigne en fait les habits neufs dont on habille le capitalisme pour faire croire que celui-ci a disparu.

La concentration des richesses entre les mains de quelques-uns, comme aujourd'hui où 1 % de la population possède 80 % des richesses, c'est précisément la démarche centrale du capitalisme.

Le capitalisme est un système qui s'est mis en place progressivement, à partir du XIV<sup>e</sup> siècle, bien que des éléments existaient déjà dans la Rome antique par exemple, et dont l'objectif a été de tout transformer en marchandise.

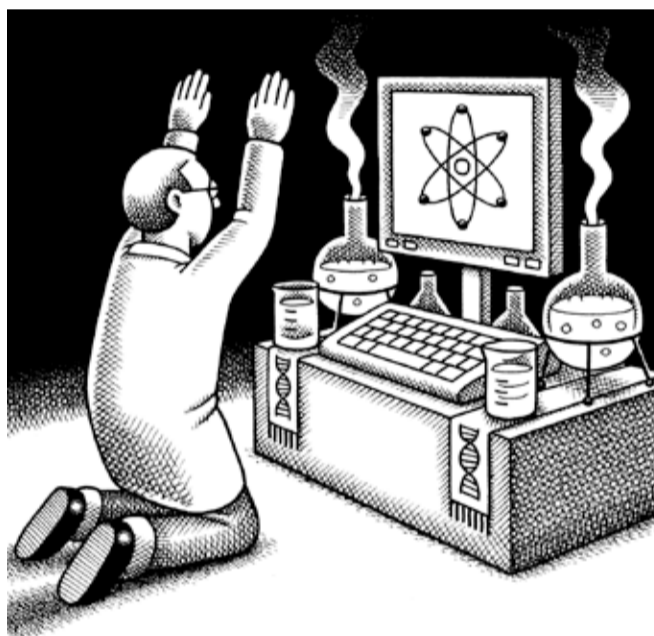
Une marchandise c'est quelque chose que l'on a réduit à une seule dimension : elle peut être vendue en échange d'argent.

Cette logique marchande, qui est la logique du capitalisme, n'a pas de limites. C'est cela, la liberté dont il s'agit dans le mot « libéralisme » : la liberté de tout vendre et de ne plus respecter qu'une seule loi, celle du profit.

### La religion du progrès

Le capitalisme s'est appuyé, dès sa genèse, sur une technocratie, c'est-à-dire sur le pouvoir de la technique, dont le champ d'élaboration était essentiellement la guerre, et cette technique sur une nouvelle religion, la religion du progrès.

Ses grands prêtres étaient les « savants » ou plus exactement les « scientifiques progressistes », car la science n'est pas que progressiste. On peut même avancer que dans son fondement elle ne l'est pas. Ce qui est valable en physique, avec la relativité générale, mise au point par Einstein, est aussi valable



en sociologie : il n'existe pas de modèle ni d'évolution vers une société « idéale ».

Le capitalisme est un système qui s'appuie d'abord sur la violence et ensuite sur d'autres moyens, la persuasion, la séduction, la nécessité, etc. : violence et consentement...

### Les étapes de l'histoire de l'exploitation

En gros on peut, dans l'histoire de l'exploitation humaine, distinguer quatre étapes :

1 - La réduction de l'animal à une chose et le massacre de masse des animaux que l'on peut dater de « l'invention » de l'élevage (difficile à dater, il y a dix à quinze mille ans ?)

2 - Le massacre des sorcières et la mise en esclavage des femmes (à partir du XIV<sup>e</sup> siècle)

3 - La colonisation et l'esclavage moderne, le massacre des noirs et des autochtones de continents entiers, qui ont permis la première révolution technologique (à partir du XVI<sup>e</sup> siècle),

4 - La terreur nucléaire (milieu du XX<sup>e</sup> siècle) et la mise en place d'un système mondial d'exploitation encore appelé « néolibéralisme ».

À chacune de ces étapes, un degré supplémentaire est franchi dans l'asservissement de la planète et de ses habitants, humains et non humains.

Et donc sortir du capitalisme, c'est en premier lieu sortir de cette terreur et remettre en cause la religion du progrès et de la violence comme moteur de l'histoire. Cette violence à

son stade ultime, le stade nucléaire, se produit à l'intérieur de la matière elle-même, de son noyau que l'on fracasse au nom du progrès.

### Du bon usage de la technique

Mais peut-il y avoir une technique qui ne soit pas violente ?

La technique n'est pas uniquement humaine, elle est aussi animale et est liée notamment aux nécessités de l'alimentation. Ainsi les techniques de chasse au phoque en milieu arctique ont été héritées de l'ours et elles ne sont pas sympas : l'ours bouche tous les trous de plongée et attend au-dessus du dernier trou que le phoque fasse surface...

Se vêtir, s'abriter, se nourrir, que l'on soit végétarien ou pas, implique souvent de devoir prendre des vies et donc il est illusoire d'éliminer toute violence. La violence paraît donc, dès le début, attachée à la technique.

Mais refuser la technique est tout aussi illusoire qu'en nier la violence potentielle et peut menacer la survie de l'individu ou de l'espèce. L'alternative réside donc dans la régulation de la technique, c'est-à-dire son bon usage.

Au niveau énergétique ce bon usage peut paraître plus facile à mettre en œuvre puisque nous disposons, a priori, de sources d'énergie libres et inépuisables telles le soleil, le vent, les courants marins... Ces sources potentielles d'énergie sont notre commun (si nous ne voulons pas les appeler « biens »). Mais pour les capter, nous devons passer par des intermédiaires qui ne sont pas libres et nécessitent d'exercer une certaine violence. Pour capter l'énergie solaire, il faut construire des batteries, lesquelles nécessitent l'ex-

traction de métaux, plus ou moins rares, pour capter l'énergie du vent, il faut construire des turbines et modifier le paysage, etc.

Il nous faut donc remplacer le critère du profit par le critère du respect d'autrui et, par autrui, nous ne devons pas entendre seulement les hommes mais aussi les animaux, les arbres, les paysages...

Ne plus considérer les éléments naturels comme des biens appropriables, comme des marchandises, nous amène à mettre en place un partenariat, à les considérer comme les co-acteurs d'un projet commun : survivre et vivre sur notre planète, la terre<sup>(4)</sup>.

Michel Boccara et Dominique Malvaud

(avec les contributions des participants à l'atelier « Capitalisme et nucléaire »).

1 - Cet article est le fruit du débat sur le thème « Capitalisme et nucléaire » réalisé lors des journées d'étude des groupes antinucléaires réunis en septembre 2016 par le collectif Arrêt du nucléaire. Les citations sont extraites de l'enregistrement des débats, les intervenants sont uniquement nommés par leurs prénoms

2 - rajouté par nos soins

3 - Pierre Dardot et Christian Laval, *Commun, essai sur la révolution au XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, La Découverte, 2014-2015, p. 49

4 - « Survivre et vivre » est le nom du premier mouvement écologiste et antinucléaire de l'époque « moderne » en France, créé en 1970, cf. Céline Plessis, *Survivre et vivre : Critique de la science. Naissance de l'écologie*, L'Échappée, 2014

# DÉSARMEMENT NUCLÉAIRE

## ... COMMENCER PAR CELUI DE LA FRANCE !

**L**e 23 décembre 2016 à New York, l'Assemblée générale de l'ONU a adopté en séance plénière, par une majorité de 113 voix pour contre 35, avec 13 abstentions, la résolution L41, déjà adoptée en commission du désarmement le 27 octobre dernier.

Cette résolution « sur l'avancement du désarmement nucléaire multilatéral », déposée à l'initiative de 6 États (Afrique du Sud, Autriche, Brésil, Chili, Costa Rica, Le Salvador, Équateur), convoque à New York au mois de mars et de juin 2017 « une conférence des Nations Unies chargée de négocier un instrument juridiquement contraignant en vue d'un traité d'interdiction des armes nucléaires ». La société civile sera bien sûr présente, autour de l'ICAN, pour appeler à un désarmement nucléaire général.

Cette démarche est l'aboutissement de tentatives croissantes, depuis quelques années, des États non dotés d'armes nucléaires pour accélérer les processus de négociation en vue de l'abolition de ce type d'armements, en insistant sur les conséquences humanitaires catastrophiques qu'aurait leur emploi. Pour ce faire, ils ont d'abord élargi à tous les États et à la société civile les conférences de sensibilisation sur ce thème, ce qu'on a appelé « l'initiative humanitaire ».

Bien sûr, les principaux États nucléaires officiels traînent des pieds. Et la France, qui n'est pas la moins acharnée à saboter toute tentative de désarmement atomique effectif, s'est distinguée une fois encore en votant contre cette résolution<sup>(1)</sup> – sans surprise, même si l'ancien ministre de la Défense Paul Quilès, président de l'organisation Initiatives pour le Désarmement Nucléaire (IDN) a qualifié ce vote de « honteux », arguant qu'il était « *contradictoire avec tous les beaux discours sur la recherche d'une plus grande sécurité dans le monde et la lutte contre la prolifération nucléaire.* »

Dans un pays aussi nucléarisé et « proliférant » que le nôtre, détenteur de la bombe atomique - un pays qui s'oppose à toute initiative de désarmement multilatéral, ne serait-il pas réaliste, efficace, voire responsable, d'exiger de la France qu'elle commence elle-même, de manière unilatérale, son propre désarmement – et ceci comme valeur d'exemple ?

*Image extraite de « 1945-1998 », une vidéo d'un quart d'heure réalisée par l'artiste japonais Isao Hashimoto, qui représente en succession chronologique les 2053 explosions nucléaires officielles qui ont eu lieu dans le monde depuis la deuxième guerre mondiale.*  
<https://www.ctbto.org/specials/1945-1998-by-isao-hashimoto>

*Depuis cette vidéo, la Corée du Nord a procédé à 5 autres essais, en 2006, 2009, 2013 et 2016 (2).*

Nous lançons ici le débat en donnant, pour changer, la parole à deux « unilatéralistes », dont les arguments peuvent faire réfléchir, sachant qu'il y aurait quelque incohérence à trouver légitimement urgent d'arrêter les réacteurs électronucléaires tout en s'accommodant des rythmes de sénateur propres aux grandes négociations internationales pour se débarrasser des plus de 150 000 bombes atomiques réparties sur la planète...

Le nucléaire est l'aboutissement le plus irresponsable de la technique industrielle capitaliste, et le nucléaire militaire, porté par un monstrueux capitalisme d'État, va encore plus loin dans l'absurdité.

Refuser ces excroissances destructrices, c'est la façon la plus concrète de faire reculer le capitalisme aujourd'hui... pour qu'un autre monde soit possible !

1 - Voir : <<http://ur1.ca/qat6m>>

**M**ême si il est important à mes yeux, je ne m'attarderai pas ici sur le côté éthique ou « moral » de la question. En effet, qu'il s'agisse du désarmement mondial ou national, la problématique est à mon sens peu différente. Je dirai simplement que l'usage de la bombe nucléaire est et sera(it) considéré comme un crime contre l'humanité<sup>(1)</sup>.

Je vais me contenter d'essayer de démontrer que, stratégiquement, nous avons intérêt à militer pour que notre pays commence à abandonner l'arme nucléaire avant les autres pays.

Pour des raisons de sécurité, la nécessité d'un désarmement au niveau mondial est largement reconnue, et tous les dirigeants disent œuvrer dans ce sens. Ainsi, après des années et des années de surplace, on pourrait se réjouir de l'adoption par l'Assemblée générale de l'ONU, le 27 octobre dernier, d'une résolution « pour faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire ». Cependant, si cette résolution a été largement votée (123 pour, 38 contre, 16 abstentions), tous les pays détenteurs, excepté la Corée du Nord, ont voté contre ou se sont abstenus (Inde, Pakistan, Chine). Cela n'est pas étonnant, quand on a en tête les dernières déclarations de Barak Obama ou de François Hollande<sup>(2)</sup> par exemple.

De plus, même si la France et la plupart des États détenteurs (hormis la Corée du Nord<sup>(3)</sup>, l'Inde, le Pakistan et Israël) ont signé le Traité de non-prolifération (TNP), aucun ne le respecte, puisque tous procèdent à la modernisation de leur arsenal. En France, le Laser Mégajoule, à Barp en Gironde, officiellement inauguré le 23 octobre 2014 par Manuel Valls, en est la carica-

ture. Même si les armes nucléaires sont un jour « interdites », qui empêchera un État de ne pas respecter cette interdiction alors que le TNP est bafoué chaque jour, sans aucune conséquence pour les pays fraudeurs ? C'est même l'un des arguments principaux de la France pour s'opposer à la résolution du 27 octobre<sup>(4)</sup>.

Si l'on est pour le désarmement nucléaire de tous les pays du monde, il me semble donc illusoire de croire que cela doit ou peut commencer à se faire uniquement par des accords multilatéraux. Il faut que les pays aient « intérêt » à désarmer. Or la France a tout intérêt, objectivement, à le faire. Pour plusieurs raisons.

Les capacités nucléaires de la France et du Royaume-Uni (très contestées là-bas<sup>(5)</sup>) sont censées protéger le reste de l'Europe (pays membres de l'ONU). On a pu mesurer l'efficacité de cette dissuasion lors de l'annexion de la Crimée par la Russie de Vladimir Poutine. Ou plus récemment lors des attentats terroristes en France, Allemagne ou Belgique. Rôle pour la « puissance » diplomatique de la France : nul.

L'entretien par la France de cet armement (300 têtes nucléaires, dont 96 en alerte permanente, équivalentes à 1 000 Hiroshima), fait pour ne pas servir et qui s'avère de fait inutile, coûte au contribuable 3,5 milliards d'euros par an. Ce budget pourrait presque doubler dans les années à venir, pour passer à plus de 6 milliards<sup>(6)</sup>. D'un strict point de vue budgétaire, ces sommes pourraient être beaucoup plus utiles ailleurs, voire être utilisées en partie pour les autres secteurs de l'armée en souffrance (d'après les militaires) : personnel, matériel utilisé quotidiennement sur les terrains d'intervention.

Côté stratégique, la France aurait aussi tout intérêt à renoncer à l'arme nucléaire, et ce avant les autres car, comme nous l'avons vu, la Grande-Bretagne pourrait bien prendre cette place !

En effet, annoncer et mettre en œuvre, sans attendre « les autres », le désarmement nucléaire de notre pays permettrait de jouir d'un grand prestige international, en particulier auprès des pays non dotés. Cela donnerait une crédibilité importante pour éventuellement négocier le désarmement nucléaire au niveau mondial, et remettrait dans l'ordre du possible ce désarmement mondial, aujourd'hui inatteignable.

Enfin, d'un point de vue pratique, il est évident qu'il est beaucoup plus facile pour un citoyen ou militant en France d'agir pour faire pression sur ses propres responsables politiques (gouvernement, parlementaires) que de viser d'abord le niveau international : « nos responsables politiques ont intérêt à écouter leurs électeurs... Et le président nord-coréen n'a que faire d'un Français qui s'agite dans Paris.

Nos moyens d'action sont plus importants, et l'objectif plus facilement atteignable, si l'on reste strictement dans ce qui peut se décider au niveau de notre propre pays. Il faut tâcher de montrer à nos dirigeants qu'ils ont tout intérêt à ce que la France ait le « leadership » mondial concernant le désarmement nucléaire, afin qu'ils puissent s'en prévaloir pour faire avancer d'autres causes.

Les militants ne doivent pas hésiter à exploiter davantage, en faveur de leurs revendications, l'ego de leurs politiques !

**Philippe Cherpentier**



1 - La résolution de l'ONU du 24 novembre 1961 déclare : « Tout État qui emploie des armes nucléaires et thermonucléaires doit être considéré comme violant la Charte des Nations Unies, agissant au mépris des lois de l'Humanité et commettant un crime contre l'Humanité et la civilisation. »

2 - François Hollande, Istres, 19 février 2015 : « Le temps de la dissuasion nucléaire n'est pas dépassé, et il ne saurait être question, y compris dans ce domaine, de baisser la garde. »

Barak Obama, Hiroshima, le 27 mai 2016 : « Nous ne sommes pas capables de faire disparaître la capacité de l'homme à faire le mal, dès lors les nations et les alliances que nous formons doivent posséder les moyens pour nous défendre. »

3 - Formellement, la Corée du Nord a signé le TNP, mais a depuis retiré sa signature.

4 - Alice Guitton, représentante permanente de la France auprès de la Conférence du désarmement : « Le fait de négocier une prohibition internationale des armes nucléaires ne nous rapprochera aucunement de l'objectif d'un monde exempt d'armes nucléaires. »

5 - Voir le compte-rendu des manifestations à Londres en février 2016 pour l'abandon du « Trident » et de l'arme nucléaire par le R-U, <[ur1.ca/qan12](http://ur1.ca/qan12)>

6 - Conclusions rendues le 6 septembre 2016 à l'issue de l'Université d'été de la défense à Paris (conjointement par les responsables militaires et du gouvernement).

## FAUT-IL SE BATTRE POUR UN ABANDON MULTILATÉRAL OU BIEN UNILATÉRAL DE LA BOMBE ?

**F**orce est de constater qu'une fois qu'on a la bombe on la garde, comme la résolution « Pour faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire » par l'Assemblée générale de l'ONU, le 23 décembre dernier, l'a montré (voir l'article ci-contre sur la résolution prise à l'ONU).

C'est pourquoi la lutte pour obtenir un abandon multilatéral de la bombe atomique est vaine. Elle revient à s'appuyer sur des États qui ne veulent absolument pas l'abandonner.

Par ailleurs, dans le multilatéralisme on trouve une insistance sur les dégâts qui pourraient être occasionnés aux autres par l'usage de la bombe, et on oublie qu'ils commencent avant son utilisation.

Dans son livre *La Guerre nucléaire secrète*<sup>(1)</sup>,

Mme Gallagher montrait que la mise au point de la bombe américaine avait fait plus de victimes aux USA que son usage au Japon. Certaines sources nous disent que la bombe française aurait déjà généré 150 000 victimes.

On peut aussi évoquer son entretien qui nous coûte près de 4 milliards d'euros chaque année.

En cas de guerre, dès qu'il y a plusieurs pays détenteurs, le risque d'un usage multilatéral existe en théorie, même s'il est difficilement imaginable. Des études scientifiques américaines et soviétiques des années 60 avaient déterminé qu'un conflit nucléaire généralisé « entraînerait jusqu'à 95 % de perte de luminosité et abaisserait la température moyenne du globe jusqu'à -40 °C, le retour à la normale pouvant prendre des mois ». Il suffirait que 3 %

des têtes actuelles soient utilisées (soit 45 sur 15 700) pour que s'abatte sur la Terre un hiver avec des températures de moins 40° C pendant 6 mois, avec la quasi-certitude de voir toutes vies disparaître<sup>(2)</sup>.

Dans ces conditions, il vaut mieux réorienter la lutte contre son État et exiger de lui l'abandon unilatéral de la bombe. À défaut d'y réussir on implique le citoyen au moment du vote, ce qui n'est pas le cas lorsqu'on appelle son État à soutenir l'abandon multilatéral dans les cénaclés onusiens.

**Jean-Luc Pasquinet**

1 - Random House inc. 1994, <[ur1.ca/qb1zc](http://ur1.ca/qb1zc)>

2 - *L'Option nucléaire contre le changement climatique*, Yves Marignac et Masnon Besnard, WISE-Paris, oct. 2015